

150

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

N° 13118 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Fontaine

— JEUDI 2 AVRIL 1987

L'urgence du dialogue au Salvador

L'ouverture libérale du président Napoleon Duarte n'a pas désarmé les combattants du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). L'assaut lancé par ces derniers contre la caserne d'El Paraíso, au nord de San Salvador, le mardi 31 mars, illustre leur volonté d'imposer par la force des changements révolutionnaires. Selon un premier bilan, cinquante militaires au moins auraient trouvé la mort dans cette opération où les rebelles d'extrême gauche ont employé un nombre important de canons, de mortiers et de lance-grenades. Un conseiller militaire américain a aussi été tué lors de cette attaque, une des plus importantes de ces derniers mois.

Le président Duarte avait pourtant essayé à plusieurs reprises de mettre fin à cette guerre civile qui ronge le pays depuis 1980 et a opposé les gouvernements successifs à la guérilla du FMLN. Après l'espoir bien bref suscité par une rencontre à La Palma en 1984, le dialogue n'a pu être renoué. L'Église salvadorienne, artisan de cet espoir, a plusieurs fois tenté — et tenté encore — de jouer un rôle de médiateur pour une solution négociée. Mais ses efforts n'ont jamais été couronnés de succès. Le tremblement de terre, le 10 octobre dernier, avait été simplement l'occasion pour la guérilla de proposer une trêve, d'ailleurs refusée par les autorités, qui la considéraient comme un « leurre ».

La dernière opération du FMLN accroit l'urgence des négociations. Tout d'abord parce qu'elle démontre l'incapacité des militaires à rétablir l'ordre malgré un renforcement de leurs moyens. Le quadruplement des effectifs, passés à cinquante mille hommes, et l'augmentation considérable de la puissance de feu au cours de ces deux dernières années n'ont pas suffi à placer les combattants du FMLN sur la défensive. Ceux-ci ont parfois changé de tactique en ayant recours à des harcèlements ponctuels et à un assaillage de leurs forces dans le pays, mais ils viennent de montrer qu'ils sont encore capables d'actions d'envergure.

De même, la poursuite de la guerre civile rend sans effet l'aide considérable fournie par les États-Unis — plus de 2,5 milliards de dollars en six ans. Le secrétaire adjoint à la défense, chargé des affaires de sécurité internationale, M. Richard Armitage, a récemment reconnu que la guérilla salvadorienne était toujours « très active ».

Dans une région où les tensions sont déjà vives, le régime de M. Duarte reste très fragile. Au mois de janvier dernier, le général Blandon, chef d'état-major des forces salvadoriennes, avait été, par exemple, obligé de démentir des rumeurs de coup d'État.

Un dialogue avec la guérilla est donc une nécessité politique urgente dans un État où l'extrême droite (civile ou militaire), toujours très puissante, n'attend qu'une occasion pour dénoncer l'échec de la politique de conciliation du président élu et revendiquer une stratégie plus ferme à l'égard du FMLN. Dans la difficile voie qu'il s'est tracée face à la guérilla, et qu'il a parfois abandonnée pour recourir aux moyens militaires, M. Napoleon Duarte n'a en fait pas d'autre choix que le dialogue, au risque de précipiter, s'il échoue, le pays dans une guerre civile généralisée.

A l'issue de sa visite à Washington

M. Chirac insiste sur l'unité de la diplomatie française

M. Chirac devait quitter Washington le mercredi 1^{er} avril, à l'issue d'une visite de 48 heures marquée par un entretien avec M. Reagan. Sur Europe 1, il a indiqué que M. Mitterrand avait adressé une lettre au président américain pour « lui exprimer de la façon la plus claire la position de la France ». Se refusant à toute polémique, le premier ministre a insisté sur le fait que « la France a une seule position, une seule politique, et parle d'une seule voix » en matière de diplomatie et de défense.

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

« Il a été très, très sympathique, vraiment très sympathique... » M. Chirac n'a pas cherché à cacher sa satisfaction, mardi, à l'issue de sa conversation d'une heure avec le président Reagan. L'entretien, qui rassemblait les principaux collaborateurs du chef de la Maison Blanche et du premier ministre, a été dominé par la question de la sécurité européenne. S'il avait encore des doutes à son arrivée à Washington, M. Chirac est aujourd'hui entièrement rassuré sur les intentions américaines.

Faisant allusion au problème des missiles à courte portée (400 à 900 kilomètres), le premier ministre a déclaré : « Le point de vue américain tient parfaitement compte des intérêts de la sécurité européenne. Rien ne permet d'être inquiet. Le président Reagan a été très clair sur la nécessité d'inclure dans un accord sur les forces intermédiaires (FNI) les modalités d'un indispensable accord sur les missiles à courte portée ».

Côté américain, le soulagement de M. Chirac a semblé légèrement surprendre. JACQUES AMALRIC et BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 3.)

Le voyage de M. Mitterrand en Franche-Comté

Laissez venir à moi les citoyens !

Défense de la Sécurité sociale, lutte contre le chômage : tels ont été les deux thèmes principaux du voyage de M. Mitterrand en Franche-Comté qui s'est achevé le mardi 31 mars. Partout le chef de l'État a reçu un accueil chaleureux.

VESOUL
de notre envoyé spécial

« Je veux serrer la main de la France. Je veux serrer la main de la France », exige, écorché contre une barrière métallique, tout près de la mairie de Montbéliard, un jeune beur d'une dizaine

d'années. M. Mitterrand lui tend la sienne. À droite, on entend les « you you » enthousiastes de quelques femmes maghrébines. Plus loin, en fond de foule, une banderole proclame : « Les immigrés sont ici chez eux ». Devant, d'autres pancartes : « Nous avons un président, gardons-le », et le « Tonton, tiens bon », devenu un classique des déplacements présidentiels.

Partout, à Lons-le-Saunier, municipalité communiste, à Besançon, à Montbéliard, à Belfort, à Héricourt, municipalités socialistes, à Vesoul (UDF) et à Luxeuil (MRG), le chef de l'État

Une contribution à la stabilisation des changes

Légère hausse des taux d'intérêt aux États-Unis

Le dollar s'est nettement raffermi le mercredi 1^{er} avril après l'annonce d'un relèvement d'un quart de point du taux de base (« prime rate ») des banques américaines, mardi soir, à New-York, par la Citibank et la Chase Manhattan, au premier et au troisième rang du pays. Cette hausse qui porte le taux de base de 7,50 %, est la première depuis septembre 1984 où il atteignait 13 %. Le cours du dollar est passé de 145,50 yens à 147 yens, de 1,8050 DM à près de 1,82 DM et de 6,01 F à 6,05 F.

Annoucé sans explication par la Citibank, cette hausse a surpris les milieux financiers qui y voient la main de la Réserve fédérale des États-Unis, soucieuse de montrer que la vigilance s'impose au moment où le recul risque de relancer un peu l'inflation et d'inquiéter les prêteurs internationaux, notamment japonais. A cette occasion, la Maison Blanche a indiqué que les États-Unis souhaitent éviter une « guerre commerciale » avec Tokyo sur les semi-conducteurs.

Jusqu'à présent, la mollesse de la croissance américaine n'incitait guère à un relèvement du taux de l'argent, et beaucoup d'experts prédisaient même une nouvelle diminution du taux d'escompte de

la Réserve. Or, les indicateurs de février montrent que l'économie américaine ne se porte pas si mal.

Dans ces conditions, les autorités monétaires américaines peuvent considérer un léger relèvement des taux comme un avertissement discret et un signe pour les milieux financiers internationaux. Au moment de la signature l'accord de Louve de février, la rumeur courait d'une vaste manœuvre consistant à maintenir ou à faire légèrement progresser le taux de l'argent aux États-Unis et à le réduire chez leurs partenaires, le tout comme contribution à la stabilisation relative des parités monétaires.

F. R.

Renault : réduction des pertes

La Régie pourrait être bénéficiaire en 1987.

PAGE 27

La petite planète socialiste

A la veille du congrès de Lille, le troupeau et les « éléphants ».

PAGES 8 et 9

Les droits de l'homme en Algérie

Une étape vers la libéralisation ?

PAGE 7

La compétition pour TF1

Bouygues et Hachette devant la CNCL.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 32

Jean-Paul II à Santiago

Le combat de l'Eglise chilienne

LE CHILI, C'EST VRAIMENT UNE DICTATURE FOURRIÈRE !



Lire nos informations page 3

Une fenêtre grande ouverte sur la France

Les pensionnés de Pondichéry

PONDICHERY
de notre envoyé spécial

« Moi, quand je serai grand, je veux faire pensionné français. » Abordez n'importe quel mousaillon, rue Sureau ou rue Suffren, c'est ce qu'il répondra. « Hé, hé », rit un vieux boulangier en retraite, « être français, sur la côte indienne de Coromandel, c'est le Pérou. Mieux qu'une sinécure à la cambuse, je vous garantis, une vraie rente de pitaine... » Ils sont des dizaines chaque semaine, chaque mois, à soulever ferme dans le sillage du consul général pour qu'il leur délivre le joli passeport bleu.

« Il y a sept mille demandes en instance à Paris, rugit un fonctionnaire expatrié, et si elle le veut, la moitié de la ville peut, demain, en faire autant. Vous nous voyez demander à Paris l'enregistrement de deux cent mille nouveaux Français ? »

Pondichéry, ou Puducherry, comme l'écrivent les cartographes indiens, a perdu sa bonassole en 1954. Trente-trois ans après que le grand pavois tricolore eut été amené pour la dernière fois sur ses bougainvillées, la cité n'en finit pas de dériver entre son glorieux passé colonial et un destin sûr dans une Inde en développement. Rue de la Marine, dans le bâtiment du consulat, on n'y va

pas par quatre chemins. « Tout ça, c'est la faute à Colbert, à Mendès et à Nehru. »

En 1664, le ministre-conseiller du Roi-Soleil créa la Compagnie française des Indes orientales. Modeste village de pêcheurs tamouls, Puducherry devient, dix ans après, le navire amiral d'une brève et fantastique épopée coloniale. Trois siècles plus tard, les poussières d'un empire français mort-né sont rendues.

Nehru et Mendès France se sont entendus sur un traité de cession à l'Inde (1) unique en son genre. Le document, signé en 1956, autorise les habitants de « Pondi » et leurs descendants à rester citoyens perpétuels de la IV^e République, sans avoir jamais à lever l'ancre.

En 1962, la V^e ayant ratifié le traité, les Pondichériens sont invités à choisir. Sur soixante-quinze mille ayant droit, six mille ténérailles seulement prennent le risque, en pleine bourrasque politique, de saborder leur avenir sur le beau paquebot « Inde » et l'amarrèrent au vaisseau fantôme hexagonal.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 4.)

(1) Le territoire de Pondichéry regroupé aussi Karikal et Yanam, sur la côte est, et la région de Mahé, sur la côte de Malabar à l'ouest.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Jean-Luc Godard tourne « le Roi Lear »

Jean-Luc Godard tourne le Roi Lear en anglais, et pour la première fois parle de ce film « qui ne voulait pas se faire », qu'il rêvait de réaliser aux États-Unis, et qui a pris deux ans de sa vie.

■ Deux films inédits de Mizoguchi. ■ Paris, forum du septième art arabe. ■ Exposition : la terre tremble au Grand Palais.

Pages 17 à 22

Le Monde

ÉDUCATION

Réduire l'échec du premier cycle universitaire

Près de deux étudiants sur trois n'obtiennent pas le DEUG. Pourquoi ? et à quel échec dans les deux premières années universitaires ? Une série d'enquêtes tentent de répondre à la question et proposent des remèdes.

Pages 14 et 15

Le nouveau roman d'Elie Wiesel

Prix Nobel de la Paix



Le Crépuscule, au loin

Le nouveau roman d'Elie Wiesel

GRASSET

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 9 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 11,50 sh. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Débats

MÉDIAS

Dernière ligne droite pour l'attribution de TF1. Roland Dumas ne se prive pas de montrer les effets néfastes de la politique gouvernementale et plaide pour un paysage européen de l'audiovisuel du fait de l'arrivée prochaine des satellites de télévision. Alain Grangé-Cabane réfute, lui, des commentaires catastrophiques concernant la réduction de la publicité dans la presse du fait de son expansion sur les ondes.

Pour un espace européen de l'audiovisuel

La funeste parenthèse de la politique actuelle va-t-elle compromettre le projet Euréka ?

par ROLAND DUMAS (*)

UNE révolution de l'audiovisuel se prépare en Europe, et le gouvernement n'en voit ni les promesses, ni les exigences. Avec les satellites de télévision, les images vont se multiplier sur nos écrans et immerger notre vie quotidienne, ouvrant la voie à la plus extraordinaire espace de liberté ou à la plus intolérable des dépendances. Alors que les gouvernements précédents avaient, entre 1981 et 1986, libéré les ondes et multiplié

les canaux d'expression, celui-ci ne cherche qu'à briser le service public pour le livrer aux intérêts commerciaux et à assurer des alliances.

Trois chaînes généralistes — les États-Unis n'en comptent pas davantage — suffiraient à satisfaire l'éventail des choix et l'émission nécessaire pour une télévision de qualité.

Le maintien des chaînes publiques, tirant une partie de leurs revenus de la redevance, constituerait l'élément-clé de l'équilibre financier des chaînes et la garantie d'une politique de diffusion exigeante. La privatisation de TF1 rompt cet équilibre. Pour quel profit ?

A côté des trois chaînes « grand public », trois réseaux thématiques ou spécialisés — tournés vers le cinéma, la musique, les régions — avaient vocation à satisfaire un public plus restreint, pour mieux s'approcher de la diversité des besoins et des goûts et aussi pour appuyer et renforcer les principaux domaines de la création culturelle et artistique dans notre pays. La chaîne régionalisée était maintenue dans le secteur public parce que cela correspondait au choix politique de la décentralisation et constituait une référence pour les initiatives locales, dont le champ demeure très vaste. On casse TF1, on tourne le dos aux régions. Pourquoi ?

Doublement du nombre de chaînes, équilibre entre les réseaux public et privé et entre les chaînes généralistes et thématiques, telles étaient les caractéristiques d'une télévision ouverte, diverse et libre, comme elle ne l'avait jamais été. Une télévision modernisée, apte à affronter l'enjeu européen.

Trois propositions

L'Europe était en effet au cœur de cette rénovation. La septième chaîne, en préparation, avait pour mission d'ouvrir la voie des alliances et des projets communs, premier maillon de coopérations prometteuses. Par l'accord de 1980-1982, la France et l'Allemagne coopèrent pour le lancement des satellites TDF et TV-SAT, et adoptent une norme commune de diffusion, le DZ Max Paquet, dont une des caractéristiques — essentielle pour l'Europe — est d'offrir, pour chaque programme, une retransmission simultanée en plusieurs langues.

Face à l'immense enjeu que représente l'arrivée de la « télévision haute définition », un projet Euréka appuyait les efforts de recherche technologique des industriels européens pour les armer dans la concurrence après qu'ils devront affronter et pour conquérir des marchés qui se chiffrent par milliards.

Voilà l'état que le gouvernement est en train de briser. Pourquoi ? Au service de quels intérêts ? Certainement pas ceux de la France.

Pour notre part, nous préférons les voies de l'avenir, celles que nous offre un véritable espace audiovisuel européen, dont nous avons posé les principes, et en souhaitant que la funeste parenthèse de la politique actuelle n'en compromette pas durablement la réalisation.

L'idée d'un projet Euréka pour l'audiovisuel, récemment évoquée par le président de la République, indique la voie à suivre. L'avance ici trois propositions simples pour y parvenir :

Établir un code européen de l'audiovisuel. — Il s'agit d'utiliser la dynamique de marché sans frontières inscrite dans l'acte unique — dont le passage au stade de loi a été adopté en 1985 et ratifié en 1986 en dépit des réserves d'une partie de la droite — pour créer une législation et un corps de règles communes d'ici à 1992. Cela concerne, notamment, l'accès aux ressources, les règles de concurrence, la protection des auteurs, le soutien à la création, une norme commune (le Max Paquet) pour la production et la diffusion d'images et de sons.

Créer un fonds européen de soutien à la production audiovisuelle. — C'était une des propositions formulées en 1984 à Fontainebleau dans le cadre de l'Europe des citoyens. Un tel fonds est indispensable et urgent. Le déficit croissant, pour l'Europe, de l'industrie des programmes est préoccupant. Sans mesure de soutien, il ne peut que s'aggraver face à la concurrence d'une production américaine trois à quatre fois moins chère.

Instituer une structure permanente de concertation. — A l'image de ce qui a été fait pour Euréka et en relation naturelle avec la Communauté européenne, une telle structure permettrait de favoriser et de coordonner les coopérations en matière de production comme de diffusion des programmes. Elle pourrait ainsi contribuer à la répartition, à l'utilisation et à l'exploitation de nouveaux réseaux satellites et permettre une meilleure identification du rôle et de la place des réseaux thématiques et spécialisés.

Tournons-nous donc vers l'Europe et bûissons notre espace audiovisuel avec notre savoir-faire, nos traditions, la richesse et la diversité de nos cultures ; pour l'avenir d'une civilisation plurielle et libre, faisant de la différence un atout et non une tare, cette civilisation que notre jeunesse chantait hier, sur TF1, et qu'elle porte aujourd'hui dans ses espérances.

(*) Ancien ministre, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Pub et TV : un peu de sérieux !

Il est faux de dire que la télévision commerciale constitue un danger mortel pour la presse

par ALAIN GRANGÉ-CABANE (*)

AINSI qu'un témoignage nombreux d'affirmations récentes, télévision et publicité engendrent tant d'idées reçues — hâtives et, partant, erronées — qu'il convient de les examiner à la seule lumière des faits et d'une analyse rigoureuse.

Il est entendu que la télévision commerciale constitue un danger mortel pour la presse. Cette affirmation, jamais discutée, se fonde sur la théorie des vases communicants : le marché publicitaire étant supposé constant, la publicité télévisée ne pourrait croître qu'au détriment des autres médias, notamment de la presse écrite. Ce raisonnement — toutes choses égales par ailleurs — s'il n'était qu'injurieux pour les annonceurs et les agences — dont toute la stratégie consiste justement à évaluer, campagne par campagne, les avantages et les inconvénients respectifs de chaque média — serait admissible... s'il n'était totalement faux, en France comme à l'étranger, à court comme à moyen terme.

Constatons d'abord, à la lumière des chiffres de l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP) que depuis dix ans (1977-1986) les recettes publicitaires de la télévision se sont accrues de 8,4 % par an en France constante, c'est-à-dire décompte fait de l'inflation. Cette augmentation, forte, s'est-elle faite par ponction sur les recettes publicitaires de la presse ? Pas du tout, puisque, dans le même temps, celles-ci augmentaient de 3,1 % par an ; cette progression, qu'on ne peut qualifier de faible — elle est double de celle du PNB, — est d'autant plus méritoire que, pendant ces dix ans, la presse, hélas ! a globalement perdu des lecteurs, ce qui aurait dû, en toute logique, conduire à une diminution de ses recettes publicitaires. Ajoutons, pour être complet, que pendant la même période, les trois autres grands médias (affichage, radio, cinéma) voyaient leurs ressources publicitaires s'accroître respective-

ment de 6,2 %, 4,5 % et 4,9 % par an (soit trois à quatre fois plus vite que le PNB).

L'explication de ce pseudo-mystère ? Pendant ces dix ans, le marché publicitaire français s'est élargi de 52 % (soit + 4,2 % par an) ; autrement dit, dans un « gâteau » qui a formidablement grossi, tous les médias ont vu leurs ressources progresser, au moins à un rythme double de celui de la production nationale.

Où, mais, dira-t-on, ce n'est guère qu'à partir de 1986 que la télévision privée s'est vraiment développée (redémarrage de Canal +, création de la Cinq et de TF6) ; et c'est vrai que la publicité télévisée s'est accrue, en 1986, de 27 %. Mais simultanément les ressources publicitaires collectées par la presse s'élevaient de 13 % (celles de l'affichage : + 12,5 % ; radio : + 7 % ; cinéma : + 3 %). Cette année encore, tous les médias ont donc vu leurs recettes publicitaires augmenter en France constante.

Où, mais, dira-t-on, qu'en sera-t-il en 1987, avec la privatisation débridée de la télévision qui s'annonce ? Faisons donc les comptes : TF1 a besoin de 1,4 milliard de plus (en recettes brutes) pour compenser la perte de redevance ; admettons que son audience permette à la 5 de Robert Hersaut de tripler ses ressources par rapport à 1986, soit un supplément de 600 millions ; attribuons une progression de 100 millions à l'ensemble Canal +, RTL-TV et TMC (soit + 30 % par rapport à 1986) ; quant à M6, elle n'est pas autorisée, par décision de la CNCL, à collecter plus de 10 % de la publicité télévisée, soit 800 millions, en admettant que son audience naissante le lui permette (par comparaison, TF6 a collecté moins de 50 millions en 1986). La somme de toutes ces augmentations — qui ont toutes été cal-

culées de manière très optimiste — s'établit à 2,9 milliards (A2 et FR3 voient leurs recettes plafonnées).

Pendant le même temps, les prévisions de l'IREP — qui se sont toujours vérifiées dans le passé — font état, pour 1987, d'une croissance globale du marché publicitaire de 6,2 milliards. C'est dire que, par la seule tendance naturelle du marché, l'accroissement des investissements des annonceurs sera plus de deux fois supérieur aux recettes supplémentaires que la télévision, toutes chaînes confondues, peut espérer de la publicité.

Belles perspectives pour un mourant...

C'est dire aussi que le choix fait par la CNCL de doter la France de cinq chaînes « généralistes » n'est, publiquement parlant, pas critique (notons au passage qu'il y a quelque contradiction à demander la création d'une chaîne musicale destinée aux jeunes et à continuer d'interdire à la publicité télévisée les secteurs d'activité s'adressant à ce même public, tels que disques, presse, cinéma...).

C'est dire enfin que les autres médias (notamment la presse) doivent s'attendre, en 1987, à se partager quelque 3 milliards de recettes supplémentaires provenant de la publicité, soit une progression de 8 à 9 % par rapport à 1986 : belles perspectives pour un mourant.

Pour surprendre qu'elles soient, ces perspectives sont conformes aux exemples étrangers : dans ces pays, le développement de la télévision commerciale ne s'est traduit par un appauvrissement publicitaire des autres médias ; bien au contraire

(*) Directeur général de l'Union des annonceurs, directeur de cabinet à Antenne 2 (1975-1981).

Le Monde
dossiers et documents

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE

TRENTE ANS D'EUROPE

Histoire et chronologie de la construction européenne. Les institutions. Le budget et la fiscalité. La politique agricole commune. Les grands programmes de coopération industrielle et scientifique. La défense européenne. Chômage et syndicats. L'Europe de l'enseignement. Le rôle de la Cour de Luxembourg. L'acte unique.

24 pages. Un dossier complet sur l'histoire et l'avenir de l'Europe.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

COURRIER DES LECTEURS

La liberté prostituée ?

Un véritable tollé s'est élevé devant les mesures d'interdiction, envisagées par M. Pesqua au nom de la loi de 1949, à l'encontre de certaines publications. Or il existe dans cette affaire un danger d'amalgame. On ne peut confondre celle-ci avec une interdiction qui aurait frappé des magazines s'adressant à des mineurs sexuelles, celles-ci ayant le droit de s'exprimer, et les mesures qui visaient des revues à caractère pornographique portant atteinte à la dignité de la personne humaine, qu'il s'agisse de l'enfant, de l'homme ou de la femme.

Toutefois, dans ce domaine, la femme est, à l'évidence, la principale victime, et il nous faut le crier haut et fort. Qu'on ne vienne pas nous dire que l'image est innocente : les représentations obscènes de femmes photographiées à quatre pattes comme des chiennes, les photos ou affiches exposant des femmes enchaînées subissant des sévices divers, appelent à toutes les violences. Elles finissent par modeler notre conception de la femme et des rapports « amoureux ».

Les mesures envisagées récemment n'apportent pas de solution réelle. Pourtant, il existe des moyens de rétablir la liberté d'expression pour tous la loi antisémitisme, par exemple. Ce projet de loi proposé par la Ligue du droit des femmes en 1974 et partiellement voté par le gouvernement socialiste en 1985 aurait pu être ce jour-ci un instrument légal : le titre 3, une voix, permettrait à des associations de se constituer partie civile dans d'éventuels procès pour délits sexuels, sur le modèle de la loi antiraciste.

ANNE ZELINSKI
MARIE-JOSÉ COURRY,
de la Ligue du droit des femmes.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 698572 F
Télécopie : (1) 45-23-66-91
Tél : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Faurel (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :

Daniel Vermet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : MONDIPUS 286 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 520 F

ÉTRANGER (par avion)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 494 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

remettre leur dossier deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les montants en espèces d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

150-21-11

1501

Etranger

L'arrivée de Jean-Paul II au Chili

Une Eglise sur la brèche depuis plus de treize ans

Après une courte halte, mardi 31 mars, en Uruguay, où il a été accueilli par le président Julio María Sanguinetti, Jean-Paul II devait arriver, mercredi 1^{er} avril, au Chili pour une visite de six jours. Dans son premier discours à Montevideo, le pape a déclaré qu'il venait « apporter un message d'amour, de justice et de liberté » à l'Amérique du Sud et demander « des garanties pour le respect de la dignité de la vie humaine ». Le message a déjà été entendu à Santiago, où l'épiscopat a remis aux deux mille journalistes couvrant la visite un imposant dossier dans lequel sont énumérées en détail toutes les atteintes aux droits de l'homme au Chili.

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre envoyé spécial

L'Eglise chilienne est aujourd'hui, avec celle d'Amérique centrale, l'une des plus exposées et des plus engagées du continent. Elle est sur la brèche depuis plus de treize ans. C'est à la fin des années 60, lorsque la crise des vocations sacerdotales et la faible participation aux offices faisaient dire à certains que l'Eglise catholique avait amorcé un irrésistible déclin. Elle joue actuellement un rôle essentiel sur les plans moral, social et politique.

Rôle moral d'abord : il n'est pas une lettre pastorale, pas un message épiscopal, depuis 1973, qui ne fasse allusion à « la défense de la vie et de la dignité », ou qui ne dénonce avec vigueur les violations des droits de l'homme. Le Vicariat de la solidarité, qui prend, en 1976, la relève du comité pro-Paz constitué à la hâte aux lendemains du coup d'Etat, représente le rempart principal de ceux que le régime persécute. Y travaillent côte à côte religieux et laïcs, dont bon nombre de militants de gauche, comme le dirigeant communiste José Manuel Parada, assassiné en 1985 avec deux de ses camarades. Le Vicariat met à la disposition des victimes de la répression avocats, médecins, assistantes sociales. Il recense et dénonce les atteintes aux droits de l'homme et établit les listes des plus flâches de personnes disparues et d'exilés.

On comprend sans peine que le gouvernement ait cherché plus d'une fois à affaiblir cette institution des plus gênantes. L'an dernier, deux collaborateurs du Vicariat, un médecin et un avocat, étaient inculpés de protection à « terroristes » pour avoir donné des soins à

Le dossier de l'épiscopat a recensé, à la date du 30 septembre, 5629 arrestations, soit plus qu'en 1985 (3535) et qu'en 1984 (2836). « Du total de ces personnes détenues, précise le rapport, seulement 436 ont été soupçonnées d'un procès ». « Selon les statistiques du Vicariat de la solidarité, écrivent les rédacteurs du dossier, 46 cas de mort violente ont été commises dans le pays ». Ce rapport a été dirigé au moment où le général Pinochet, interrogé par TFI, a estimé que « l'Eglise catholique, apostolique et romaine, a apparemment été infiltrée. Ainsi est née la théologie de la libération qui est en fait une déviation, une dérive de la théologie classique ».

un militant du Front Manuel Rodríguez, blessé par balle.

Rôle social aussi : les laïcs-pour-compte de la politique économique néo-libérale, ces 20 % de Chiliens officiellement recensés comme vivant dans des conditions d'extrême pauvreté, ont très souvent recours aux subsides de l'Eglise catholique pour survivre. Ses moyens ne sont pas illimités, et plus qu'une aide matérielle, elle facilite l'organisation, plus ou moins stable, de milliers de chômeurs autour de repas communautaires préparés par les intéressés. Autre exemple, une partie importante de l'aide nationale et internationale aux sinistrés du tremblement de terre de mars 1985 fut canalisée grâce à l'Eglise.

Acteur
de la vie politique

Rôle politique enfin, même si on est plutôt réticent à le reconnaître au sommet de la hiérarchie. Et pourtant, si en 1983 s'amorce un dialogue entre le gouvernement et une partie de l'opposition, c'est grâce au cardinal Juan Francisco Fresno, archevêque de Santiago, qui offre ses plus tardifs, huit parties politiques se prononçant pour des mesures de démocratisation à travers l'accord national, c'est encore le cardinal qui leur sert de coordinateur provisoire.

Quoi qu'elle en dise, l'Eglise est aujourd'hui l'un des acteurs principaux de la vie politique chilienne. Le général Pinochet ne s'y trompe pas et affirme après la publication, en octobre 1985, des dernières « orientations pastorales » de la conférence épiscopale : « J'ai cru qu'un nouveau parti s'était fondé... » Il est vrai que la conférence demandait que toute la vérité

soit faite sur l'assassinat de l'ancien ministre Orlando Letelier... Ironie pour ironie, un évêque faisait récemment remarquer que « les militaires, eux aussi, sont passablement engagés en matière politique ».

Cette irruption de l'Eglise chilienne sur la scène politique ne va toutefois pas sans soubresauts internes. Car si le clergé et les fidèles ne forment une masse politiquement homogène. Entre le Père Hasbun, chroniqueur de presse et directeur de conscience de la bonne société santiaguine, et le Père Marston, porte-parole officiel du MIR, il existe un abîme que la seule référence ecclésiale ne suffirait à combler. Et lorsque Mgr Camus, évêque de Linares, estime que les auteurs de l'attentat contre le président Pinochet ont fait preuve d'« héroïsme moral », il provoque une tempête dans les milieux gouvernementaux, mais suscite aussi un certain désarroi chez de nombreux fidèles.

L'orientation imprimée par le cardinal Fresno représente grosso modo celle de la majorité du clergé et très probablement celle du plus grand nombre de catholiques (80 % de la population). Elle se résume à une idée : transition pacifique à la démocratie, et lui vont quelques frictions avec la gauche, voire avec certains ecclésiastiques. L'ancien évêque de la solidarité, le jésuite espagnol Ignacio Gutiérrez, expulsé du pays en 1984, lui reproche dans un livre de souvenirs son manque de combativité envers les autorités. Et certains lui opposent l'attitude jugée plus ferme de son prédécesseur, Raúl Silva Henríquez, qui lui céda la place en 1983. Mais ces critiques laissent le cardinal Fresno de marbre, puisqu'il possède un atout majeur : la confiance de Jean-Paul II.

MARCEL NIEDERGAANG.

« Fascinée » par ses entretiens avec M. Gorbatchev

M^{me} Thatcher est restée ferme sur le principe de la dissuasion nucléaire

MOSCOU
de notre correspondant

M^{me} Thatcher devait achever mercredi 1^{er} avril par quelques heures de tourisme en Géorgie une visite de cinq jours en URSS au cours de laquelle elle a réussi à manifester à la fois son enthousiasme pour les réformes intérieures entreprises par M. Gorbatchev et sa fermeté sur la question des missiles à courte et moyenne portée en Europe. Le premier ministre a, en outre, marqué quelques points vis-à-vis de son opinion publique dans la perspective des prochaines élections générales en déjeunant tranquillement mardi à l'ambassade de Grande-Bretagne avec M. Andreï Sakharov. Elle a enfin reçu mercredi matin le dessinateur juif, récemment libéré, Iosif Begun.

M^{me} Thatcher a redit mardi après-midi au cours d'une conférence de presse tout le bien qu'elle pensait de M. Gorbatchev. Elle a révisé avoir en la personne le très bon support consacré à la démocratisation de la société soviétique prononcé par ce dernier le 27 janvier devant un plénum du comité central qui a fait date. M^{me} Thatcher est apparue fort bien informée sur le processus en cours en URSS et elle a plusieurs fois émis ses propres propositions de réformes aux motifs-fiches du secrétaire général : transparence, réforme, démocratisation.

Le premier ministre britannique a rappelé qu'il recevait à Londres en décembre 1984 celui qui n'était alors que le numéro deux du parti et l'héritier présumé de Constantin Tchernomko elle avait affirmé qu'on pouvait « faire affaire » avec lui. « Nous avons fait affaire hier », a-t-elle lancé, tout sourire, au début de sa conférence de presse. M^{me} Thatcher estime qu'il faut souligner le succès des réformes en URSS. « Une société soviétique plus ouverte, plus libre, avec un système économique basé davantage sur les stimulants matériels et la responsabilité individuelle, est dans l'intérêt à long terme de l'Occident », a-t-elle déclaré.

M^{me} Thatcher est allée jusqu'à dire que cette visite avait été « la plus fascinante et la plus tonique » qu'elle ait jamais effectuée depuis qu'elle est premier ministre. La Dame de fer semblait sincèrement conquise par la personnalité du secrétaire général, qu'elle a vu au

total pendant plus de dix heures en tête à tête ou lors de séances élargies aux ministres des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe et M. Edouard Chevardnadze. Elle a en outre dîné une seconde fois avec lui mardi soir. Il s'agissait d'un dîner « privé », événement sans précédent en URSS, offert par le secrétaire général et son épouse Raïssa.

« Nouvelle
mentalité »

Le premier ministre britannique n'a cependant cédé à aucune sirène pacifiste. Malgré les appels du pied répétés de M. Gorbatchev, qui est volontiers véhément quand il dénonce le principe même de la dissuasion nucléaire, M^{me} Thatcher a affirmé solennellement que la Grande-Bretagne « n'était pas prête à accepter la dénucléarisation de l'Europe ». Le débat a été à la fois philosophique et technique. M. Gorbatchev va répétant sans cesse qu'il faut une « nouvelle mentalité » pour éviter l'Apocalypse. Il juge l'arme nucléaire en elle-même profondément déstabilisante et immorale et se propose donc de l'éliminer totalement d'ici à l'an 2000. Son objectif présent est de commencer par les armes à moyenne portée en Europe (inférieure à 5 000 kilomètres).

M^{me} Thatcher, pour sa part, est fidèle à la doctrine traditionnelle de la dissuasion. Elle estime que, face à la supériorité conventionnelle et chimique de l'armée rouge, la Grande-Bretagne ne peut renoncer à son potentiel nucléaire. Elle a opportunément rappelé que Londres avait cessé dès la fin des années 50 de produire des armes chimiques, ce qui n'est évidemment pas le cas de Moscou.

Un déjeuner
avec M. Sakharov

Le désaccord n'est pas moins grand sur le plan technique. M^{me} Thatcher le dit à la question des carnisseries (SS 20 soviétiques, Pershing 2 et missiles de croisière de l'OTAN) à celle des armes nucléaires de plus courte portée. Elle a demandé sans succès à M. Gorbatchev qu'il ait « égalisation » du nombre de ces armes tactiques (dont le rayon d'action varie entre quelques dizaines et quelques centaines de kilomètres) dans les deux camps.

Le premier ministre britannique a enfin réaffirmé par un geste specta-

culaire son attachement aux droits de l'homme en recevant mardi à déjeuner M. Andreï Sakharov et M^{me} Elena Bonner. L'académicien était rentré, il y a quelques jours, de Gorki, la ville fermée aux étrangers, où il était allé se reposer loin des journalistes occidentaux. Il a déclaré sur les marches de l'ambassade de Grande-Bretagne qu'il soutenait, « sans conditions », les mesures humanitaires prises par M. Gorbatchev.

Les relations commerciales soviéto-britanniques devraient bénéficier de cette visite. La Grande-Bretagne, qui était jadis un des principaux partenaires économiques occidentaux de l'URSS, est tombée à la neuvième place. M^{me} Thatcher est venue mardi avec M. Ryjkov, le président du conseil des ministres, qu'il fallait porter en 1990 à 2,5 milliards de roubles (environ 25 milliards de francs) le chiffre d'affaires global des échanges entre les deux pays, ce qui constitue un objectif très ambitieux.

Des accords ont également été passés en matière de coopération spatiale et culturelle. Les deux pays ont enfin réglé la question négociée depuis plus de quarante ans de la construction de nouvelles ambassades.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Une interview à la télévision soviétique. — A l'issue de ses entretiens, M^{me} Thatcher a accordé à trois journalistes soviétiques une interview télévisée de plus d'une demi-heure qui a été diffusée mardi soir 31 mars à Moscou. Elle a exposé à cette occasion sa conception des rapports Est-Ouest et de la réduction des armements. La dernière partie de l'interview a été consacrée aux changements en cours en URSS. M^{me} Thatcher s'est félicitée que M. Gorbatchev souhaite instaurer « une société plus ouverte ». « Nous voulons mieux vous connaître », a-t-elle ajouté (...). Vous devriez voyager plus fréquemment pour venir chez nous. »

HAÏTI

Le référendum constitutionnel s'est déroulé dans le calme

Port-au-Prince. — Le ministère haïtien de l'information et de la coordination a communiqué, dimanche 29 mars au soir, un premier résultat partiel du référendum sur la nouvelle Constitution, faisant état d'une victoire des « oui » par 99,81 %. Selon M. Robert White, ancien ambassadeur américain au Salvador, le vote s'est déroulé de manière « régulière ». Le diplomate, qui se trouve à la tête d'une mission religieuse et parlementaire de neuf observateurs venus suivre le déroulement du scrutin, a estimé que la tenue, en elle-même, du référendum constituait « un vote massif contre le passé et en faveur d'un nouveau futur démocratique ».

Dans une atmosphère bon enfant, portant souvent un bandeau blanc, couleur du bulletin « oui », autour de la tête pour marquer leur adhésion à la nouvelle Constitution, les électeurs ont accompli leur devoir électoral dans le calme, sous l'œil débonnaire de quelques soldats, qui n'ont pas eu à intervenir.

L'armée haïtienne, seule force de maintien de l'ordre dans le pays, a reçu l'ordre d'observer une « stricte neutralité ». Cet ordre, donné par les chefs de l'armée, les généraux Henri Namphy et Williams Regala, respectivement président et membre du Conseil national de gouvernement (CNG), a été accompagné d'un certain nombre de mises à la retraite et de transferts d'officiers supérieurs destinés à renforcer la tendance « professionnelle et légaliste » de l'armée.

Les résultats officiels du référendum ne seront pas communiqués avant quinze jours. — (AFP, AP, Reuters.)

● SURNAME : adoption d'un projet de Constitution. — L'Assemblée constituante du Suriname a, selon l'agence néerlandaise ANP, adopté, mardi 31 mars, un projet de Constitution, premier pas vers l'instauration d'une démocratie, après sept ans de régime militaire. Si le calendrier gouvernemental est respecté, la Constitution devra être ratifiée par référendum dans les six mois. Des élections législatives seront organisées avant le 31 mars 1988. Des changements de dernière minute seraient intervenus quant au rôle dévolu à l'armée. Dans une première mouture, l'armée devait « promouvoir le développement national ». Sa fonction n'est plus que d'« assurer la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationales ». — (Reuters.)

Le voyage de M. Chirac aux Etats-Unis

(Suite de la première page.)

En effet, les Etats-Unis n'avaient jamais donné le sentiment de vouloir oublier dans les négociations en cours avec l'Union soviétique sur les armes de courte portée. Ainsi, la veille encore, un haut fonctionnaire avait paru mettre sur le compte des préoccupations purement françaises l'insistance de M. Chirac sur la nécessité d'obtenir de la Maison Blanche des garanties sur la prise en compte de ces « SRINF », comme on les appelle dans le jargon américain du contrôle des armements.

A l'heure où les Soviétiques ne perdent pas une occasion de rappeler leur opposition à l'établissement d'un lien entre euromissiles et missiles à courte portée, cette réaffirmation de la détermination américaine conduit à s'interroger sur les délais dans lesquels les Etats-Unis et l'URSS pourraient boucler un accord sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI). C'est un membre de l'entourage du premier

ministre, spécialiste des questions stratégiques, qui disait en marge des entretiens : « On pensait que 1987 serait l'année des euromissiles ; ce pourrait être seulement l'année des SRINF ». Autrement dit, la difficulté à s'entendre sur les rapports entre les deux dossiers et à définir les modalités d'un équilibre sur les missiles de courte portée pourrait occuper pour de nombreux mois encore Américains et Soviétiques.

La bonne humeur du premier ministre n'aurait pas été ébranlée, mardi matin, par la suppression — pour cause de gros orage — de la traditionnelle cérémonie d'accueil sur la pelouse de la Maison Blanche. Les photos en ont été plus ternes, mais l'atmosphère n'en a pas plus, tant les deux hommes avaient insisté à ce que tout se passe bien. On en a eu un exemple supplémentaire lorsqu'ils ont abordé, dans le bureau ovale, l'épineux dossier du protectionnisme. M. Chirac a bien pris soin, en effet, de précéder à l'issue de ses entretiens que se sa garde contre les dérapages politiques que

pourrait entraîner parmi les Occidentaux la formation de marché américain ne visitait pas le président Reagan, mais s'adressait essentiellement aux membres du Congrès et à l'opinion publique américaine. Cette courtoisie aura certainement été d'autant plus appréciée à la Maison Blanche que le premier ministre n'ignorait pas que M. Reagan a, vendredi dernier, pris des mesures de rétorsion tarifaire contre le Japon.

La situation « inacceptable »
de tiers-monde

Dernier sujet soulevé par M. Chirac devant le président américain : la « situation inacceptable et dangereuse » dans laquelle souffrent de nombreux pays du tiers-monde du fait de leurs dettes, de la chute du prix des matières premières qu'ils produisent et de la récession croissante à leur égard des investisseurs occidentaux. Manifestement passionné par le sujet, le premier ministre voudrait que les Occi-

dentaux en général, et les Etats-Unis en particulier, prennent rapidement une initiative spectaculaire en ce domaine. A-t-il été entendu par M. Reagan ? Il n'est pas sûr, et les relations Est-Ouest qui venaient en tête, et la « vocation d'homme de cœur » du président américain.

Après avoir annoncé aux côtés de M. Reagan la conclusion de l'accord franco-américain sur le SIDA (le 1^{er} avril), M. Chirac s'est rendu au département d'Etat, où M. Shultz donnait en son honneur un déjeuner de deux cents couverts. C'est dans une ambiance chaleureuse que le premier ministre a repris, dans son discours, l'essentiel des thèmes qu'il avait abordés avec M. Reagan, et encore, ce sont les relations Est-Ouest qui venaient en tête, et M. Chirac n'a pas manqué de rappeler à ses hôtes que la France entendait « poursuivre avec détermination la modernisation de sa force de dissuasion ».

Faisant écho aux propos tenus la veille à Moscou par M^{me} Thatcher, il a invité son auditoire à juger

M. Gorbatchev sur ses actes : « Nous devons nous garder de toute démobilitation (...). Nous attendons de nouvelles preuves tangibles de sa volonté d'ouverture et de changement, tout d'abord dans le domaine des droits de l'homme, qu'il s'agisse de l'Afghanistan, des prisonniers politiques ou de la situation de la communauté juive ».

Après avoir rappelé sa proposition faite devant l'Union de l'Europe occidentale (UEO) de rédiger une charte réaffirmant les principes de la sécurité européenne, M. Chirac s'est enclenché : « Quels que puissent être par moments les conflits d'intérêts entre l'Amérique et les Etats-Unis, nous devons bien qu'ils ont, comme nous, intérêt à voir se fortifier une Europe partageant leurs valeurs et leurs idéaux ».

Avant de terminer son discours par un long développement consacré aux problèmes du tiers-monde, le premier ministre avait passé en revue un certain nombre de conflits régionaux : le Tchad, où « les récents succès remarquables (...) confirment le bien-fondé d'une politique d'aide patiente mais déterminée » ; le Proche-Orient, où la France « appuie l'idée d'une conférence internationale » ; l'Amérique latine, enfin, où Paris « soutient, comme vous, le double combat du développement et de la démocratie ».

M. Chirac n'a consacré que deux phrases au terrorisme, pour rappeler que la France « entend entretenir des relations avec tous les Etats du Proche-Orient, mais sans faire aucune compromission avec les éléments soutenant le terrorisme ». « L'action que mon gouvernement a entreprise à cet égard depuis dix mois, les verdicts rendus par la justice française, en sont la preuve », a ajouté le premier ministre, en faisant bon marché du réquisitoire du ministre public lors du procès Abdallah.

La journée de mardi s'est terminée par le dîner de rigueur à la Maison Blanche. Dans l'après-midi, M. Chirac avait eu des entretiens avec M. Weinberger, le secrétaire à la Défense, et M. Baker, le secrétaire au Trésor, auprès duquel il a une nouvelle fois plaidé en faveur de mesures de stabilisation des changes.

JACQUES AMALRIC
et BERNARD GUETTA.

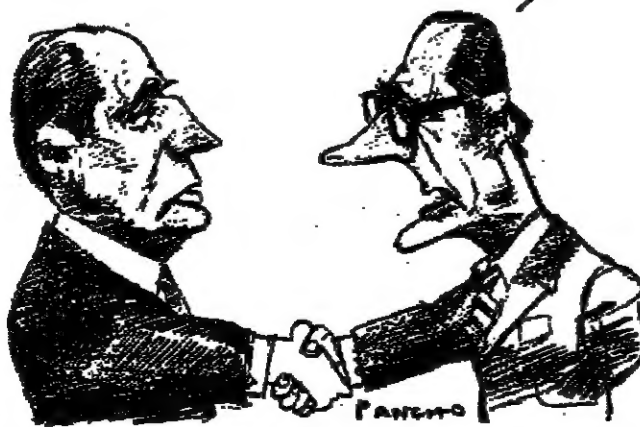
Le premier ministre assure qu'à l'extérieur la France « parle d'une seule voix »

Interrogé mercredi 1^{er} avril sur Europe 1, en direct de Washington où il effectue un voyage officiel, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a affirmé que c'était bien au nom de tout l'exécutif français qu'il s'était exprimé au cours de ses conversations avec le président M. Ronald Reagan. « Dans les domaines de la défense et des affaires étrangères, il n'y a pas de divergence de vues entre le président de la République et le chef de gouvernement. Nos amis américains le savent très bien, c'est d'ailleurs une très grande force pour notre pays », a expliqué M. Chirac, qui a également affirmé qu'il n'y avait qu'« une seule voix, celle de la France ».

Le premier ministre s'est refusé à toute « polémique » sur ce terrain, étant sans doute les leçons du sommet franco-espagnol de Madrid, qui avait donné lieu à des échanges pour le moins vifs avec le chef de l'Etat sur les conditions dans lesquelles l'Espagne était

VOUS AVEZ
TRÈS BIEN PARLÉ

VOUS AVEZ
TRÈS BIEN
ECRIT...



entrée dans la CEE (le Monde du 13 mars).
Pour bien marquer l'unité de vue avec M. Mitterrand, M. Chirac

a précisé qu'il était parfaitement au courant de la lettre que le président de la République a fait parvenir à M. Reagan il y a une semaine :

Asie

JAPON : trente ans après le drame de Minamata

L'Etat est, pour la première fois, condamné à indemniser des victimes de la pollution

Le jugement rendu, lundi 30 mars, par le tribunal de Kumamoto (Kyushu) condamnant la préfecture et l'Etat à verser 674 millions de yens (1,6 million de francs) à cent quinze plaignants victimes de la pollution par le mercure organique (le Minamata du 31 mars) marque un tournant dans la dramatique affaire, vieille de trente ans, de la « maladie de Minamata ». Jusqu'à présent, seule l'usine Chisso avait été reconnue coupable d'avoir déversé dans la mer le mercure qui a causé la mort de huit cent cinquante-sept personnes, provoqué des troubles du système nerveux chez près de deux mille malades reconnus, et continue, encore aujourd'hui, à faire des victimes.

MINAMATA
de notre envoyé spécial

La vieille femme contemple ses mains nouées de paysanne : « Aucune indemnité ne me rendra ce que j'ai perdu ». Chaque nuit, ses mains se mettent à trembler : une agitation qui la tient éveillé plusieurs heures. Aujourd'hui, elle a gagné son procès contre l'Etat, mais elle pleure silencieusement dans son mouchoir devant les caméras de la télévision.

Désormais, le cercle des responsabilités, dans ce qui fut le premier grand drame de la pollution et demeure le symbole d'une douleur humaine évitable, a été bouclé. Les deux premiers procès, au début des années 70, avaient été faits à l'usine coupable d'avoir déversé du mercure organique dans la mer. Aujourd'hui, ce sont la préfecture et l'Etat qui sont également jugés responsables. La cause de la maladie a été médicalement établie dès 1957. Deux ans plus tard, la municipalité de Minamata demanda au ministre de la Santé l'application des dispositions de la loi sur l'hygiène alimentaire pour faire interdire la vente du poisson pêché dans la baie de Minamata. Mais les autorités gouvernementales cherchaient à étouffer l'affaire et tergiversèrent pendant dix ans. Ce n'est qu'en 1968 que l'Etat ordonna l'arrêt des versements de mercure organique dans la mer par Chisso.

Au cours de ces dix années, les habitants de la région de Minamata avaient continué à consommer du poisson contaminé. Selon le professeur Masazumi Harada, de l'université de Kumamoto, « si à l'époque de la découverte de l'origine de la maladie, l'usine avait cessé de produire et si des mesures avaient été prises, le nombre des malades serait cent fois moindre ».

Aujourd'hui, il y a près de 1 800 malades ; 11 000 personnes ont d'autre part

● **AFGHANISTAN** : le dernier incident sérieux avec le Pakistan. Radio-Kaboul a affirmé, mardi 31 mars, que l'appareil afghan abattu la veille par la chasse pakistanaise (le Monde du 1^{er} avril) était un « avion de transport » avec quarante personnes — dont deux enfants — à son bord. La radio ne précise pas le sort des passagers. L'avion se serait écrasé dans la province de Pakia (est de l'Afghanistan). Il s'agirait d'un Antonov-26 qui assurait la liaison Kaboul-Khost (provinces de Pakia). Les Pakistanais avaient affirmé lundi qu'il s'agissait d'un avion de reconnaissance afghan. — (AFP.)

déposé des demandes d'indemnités. Mais, selon le responsable de l'association des malades, M. Nohaka, près de 200 000 personnes habitant sur le pourtour de la mer de Shiranui, qui baigne Minamata, ont été contaminées et 50 000 sont des malades en puissance.

« Plus jamais... »

« Plus jamais de Minamata ». A la sortie de la gare de ce qui n'aurait pu être qu'un petit port parmi d'autres de la côte ouest du Kyushu, la pancarte semble le vœu d'une population meurtrie qui n'en finit pas d'oublier. Minamata, revisité à dix ans d'intervalle, n'a pas changé. Il pèse toujours sur la ville, derrière les sourires, cette tristesse calme qu'engendre l'innocence. Personne n'a oublié : ni les malades aux membres déformés ou les parents des enfants-larves, ni ceux qui craignent de n'être que des victimes en suris.

Minamata s'est habituée à vivre avec la gangrène qui la ronge. Quatre habitants sur dix sont partis (de 50 000 en 1959, leur nombre, est, en effet, tombé à 30 000). Les pêcheurs affirment qu'ils vendent des poissons pêchés ailleurs que dans la mer de Shiranui, mais on continue à s'abstenir d'en faire manger aux jeunes enfants et aux femmes enceintes. « C'est aussi une maladie de classe », commente un journaliste local : « Les riches ont changé leurs habitudes alimentaires : les pauvres, à commencer par les pêcheurs, n'ont pas le choix. » Selon l'association des malades, il faudrait interdire la pêche dans une bonne partie de la mer de Shiranui, qui baigne un chapelet d'îles. Les courants, en effet, transportent le mercure, et il s'est formé là des sédiments. Mais une telle mesure supposerait le versement d'indemnités considérables aux pêcheurs. Aussi n'est-elle pas à l'ordre du jour.

La baie de Minamata, surnommée la « mer de souffrance », est fermée par des filets sur une longueur de 3,7 kilomètres. Plusieurs fois par mois, la municipalité fait prendre les poissons qui ont pu y pénétrer. Considérés comme contaminés, ils doivent être détruits : les 10 tonnes de poissons pris ainsi chaque année sont mélangés au béton destiné à la construction des blocs de 4 mètres de côté qui servent à combler une partie de la baie. Les travaux d'assainissement dureront encore quatre ans.

Mais, pour les habitants de Minamata, même lorsque la baie aura été nettoyée, la maladie n'en aura pas disparu pour autant.

PHILIPPE PONS.

Les pensionnés de Pondichéry

(Suite de la première page.)

Le coup de tabac oublié, on découvre que la loi française permet à tout citoyen indien né avant 1962 dans la région de redevenir français s'il peut justifier d'une résidence d'un mois six mois en métropole. La course au visa est ouverte. Les gens de Pondi inventent, avant tout le monde, le « zapping ». Il ne s'agit pas encore de changer de chaîne, mais de passer, plusieurs fois en cours de vie...

« On peut, explique M. Subramanian, un ex-Français qui veut le redevenir, faire une belle carrière indienne et redemander la nationalité française à mon âge. La retraite pour les vieux est plus avantageuse... » Aujourd'hui, « miracle » démographique sans précédent même en Inde, ils sont quarante mille Pondichériens français, dont quinze mille ont définitivement moulté leur ancêtre sur les rives sabbies du Decan (2), et, au consulat, les « prévis » de Paris ne savent plus comment reformer cette « fenêtre ouverte sur la France » que l'illustre grand-père de Rajiv Gandhi a laissée béante en partant.

L'un des trente soutiers métropolitains de l'Institut résume d'une longue bordée le sentiment de tous, rue de la Marine : « Nous sommes les derniers tenants d'un conservatoire du colonialisme tropical, minable et déshéant. Les deniers de l'Etat ne servent qu'à entretenir une fiction, une communauté d'assistés permanents dans une société en pleine déliquescence. On finance une vraie mafia d'usuriers, on encourage le trafic, l'ivrognerie, l'alcoolisme, la prostitution, le proxénétisme, le clientélisme et la corruption en tout genre. Les plus défaits du système indien se sont infiltrés jusqu'au cœur de la souveraineté française. Vous avez devant vous la caricature néo-coloniale de tous les abus possibles et imaginables. Et personne ne peut, ni ne veut, y mettre fin... »

Racket
et escroquerie

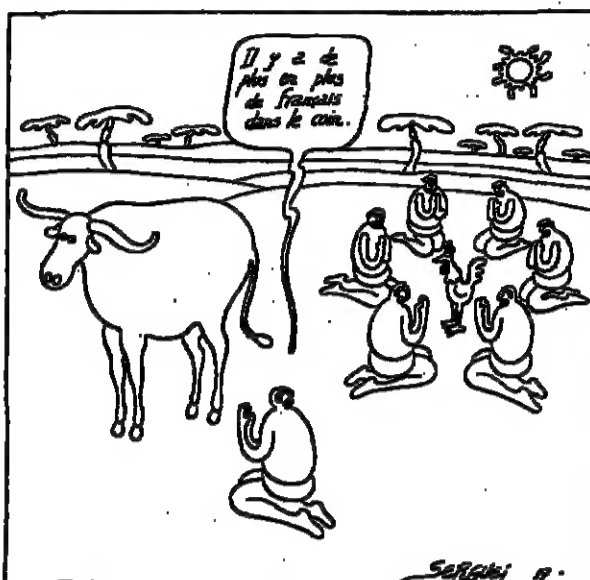
Ouf ! L'omerté est rompue. Sous le soleil humide du Decan, lorsque les langues se délient, il y a de la boue dans les hibiscus... Récapitulons. Paris dépense entre 100 millions et 120 millions de francs par an sous les coquilles de Pondi. Le consulat local est celui au monde qui manie le plus de liquide. Les trois quarts de ce trésor, qui n'inclut pas la solde des cent cinquante expatriés, représentent les trois mille retraites et pensions des anciens troupiers, civils et militaires, de l'empire. Le reste est consacré à l'effort culturel et à l'aide sociale sous toutes ses formes.

« Le quart des allocations aux handicapés, versées aux Français de l'étranger (un million et demi de personnes environ) est capté ici », précise-t-on au consulat. Les faux certificats médicaux et les ordonnances de complaisance abondent, évidemment. « En moyenne, une famille française, tamoule ou crétole, reçoit de 6 000 à 7 000 roupies de subsistance par mois » (envi-

ron 3 500 FF). C'est-à-dire plus de dix fois l'équivalent du salaire moyen des 400 000 Tamouls indiens du district ! « Pourquoi voudrait-on que Crépus s'échine à travailler ? Plus de 95 % des Français du Decan, dont la moitié ont moins de vingt et un ans, sont inactifs. Et forcément jaloux. »

Alors, bons princes, des fibustiers de la côte, avec réseaux et relais en métropole, ont mis en place une véritable organisation de racket et d'escroquerie. Objectif des forbans : tirer le maximum d'argent, bien sûr, et agrandir autant que possible l'armée de leurs obligés et clients. Méthodes ? Impossibles d'être exhaustif.

Cela va de la vente de passeport (10 000 roupies) à des réfugiés



tamouls sri-lankais, qui n'auront aucun mal à passer pour des Pondichériens, aux faux certificats de naissance, de résidence, d'état civil etc. Cela passe aussi par des épousailles arrangées, contre espèces sonnantes, avec des autochtones prospères. « La plupart des Tamouls français et beaucoup de ceux établis à Paris viennent ici réclamer des Tamouls indiens qui deviennent à leur tour français », fulmine-t-on au consulat. Le livre bien, c'est la dot, ou la contre-dot...

Outre la possibilité de prendre un jour le grand large, il ouvre à son titulaire les tiroirs-caisses du coq gauchiste. Pension d'invalidité, bourse scolaire, retraite vieillesse, aide aux handicapés, remboursement des soins médicaux, etc. « La France, ici, est une vache à lait d'autant plus vénérée qu'on peut la traire à volonté », chuchote-t-on sous les verandas de la « ville blanche », l'ancien quartier français. Et tout cela pourquoi ?

Un lycée, où les six cents élèves parlent tamoul à la « récré », une école primaire tenue par des sœurs, un institut scientifique, performant mais plutôt tourné vers l'indologie et souvent considéré comme un établissement indien, une Alliance française unique au monde où les élèves sont essentiellement français, deux

courts, un monument élevé aux deux cent quarante « morts pour la patrie » entre 1914 et 1945, une Jeanne d'Arc statufiée dans un jardin, un marquis de Duplex en bronze abandonné sur un coin de plage, vingt rues aux noms familiers et quelques pancartes oubliées dans les beaux quartiers de la « ville blanche ». Et vogue la galère ! Voilà, avec les kékis rouges façon Madeleine, laissés sur le chef des policiers indiens de la cité, tout ce qui reste de la présence française à Pondichéry.

Des vestiges coûteux, en dérive perpétuelle autour d'un gallion échoué il y a trente-trois ans, rue de la Marine... sous la duette, seul maître à bord après Dieu et l'ambassadeur de France à Delhi, cerné par des bancs de marabouts et promis à



voix, c'est toujours bon à prendre... », susurre, venimeux, un râleur expatrié (3).

Antoine Sundiram, l'un des deux représentants du coin au Conseil des Français de l'étranger, n'est pas d'accord. Mais alors pas d'accord du tout. « Tout ça, c'est des mensurations », émet-il de sa voix de stentor. « La vérité, c'est que nous sommes exploités, maltraités, pas respectés et discriminés ! ». Gaillarde de cœur — « Voilà mon papa », dit-il en désignant un portrait en pied du général — giscardien jusqu'en 1981, brièvement mitterrandiste par la suite, et bariste depuis peu, Antoine Sundiram, « navigateur » émérite, est en quelque sorte le grand timonier des Français de Pondichéry.

« Je fais un peu fonction d'ambassadeur », dit-il. Elu en 1983, réélu en 1986, après que la consultation précédente eut été annulée pour fraude (4), président du Comité des Français déshérités des ex-Indes françaises, fondé par lui en 1981, et chevalier de la Légion d'honneur depuis le 31 décembre 1986 — « j'avais fait la demande il y a dix ans » — Antoine Sundiram, soixante-cinq ans, dont vingt-trois dans l'armée française, est aussi le chef des « papy de Pondi ». « Il y a six cents anciens combattants ici, et on voudrait nous abandonner ? Jamais ! »

Ami personnel de Jacques Médecin et de François Léopard — « j'ai un appartement à Fréjus et mes deux enfants travaillent à la municipalité de Nice », réclame grandiloquement de Raymond Barre — « vous êtes, monsieur, le flambeau de la jeunesse (...). Votre sagesse et vos mûres réflexions nous sont une grande admiration et une vénération (sic) (discours d'accueil le 12 janvier 1987) », M. Sundiram aime les « grands hommes » et pas beaucoup les fonctionnaires. « Au consulat, ce sont des gogines et des radotes. Ma parole, mais ils se prennent pour le gouverneur en personne ! » Ah chère, très chère nostalgie...

PATRICE CLAUDE.

Le chef
des « papy de Pondi »

Jacques Médecin naguère, Michel Rocard en 1984, Guy Pénne au début de 1986, Raymond Barre en janvier dernier, et, entre-temps, une bonne dizaine de sénateurs « en mission », le sous-préfet de Pondi, ce territoire d'outre-mer où ne flotte plus depuis longtemps le pavillon tricolore, est plus visité, plus choyé par les hommes politiques français que bien des circonscriptions de métropole. « Cinq mille

(2) Il y a environ vingt-cinq mille Français pondichériens en métropole. Globalement bien intégrés, ces derniers vivent en majorité dans la banlieue parisienne.

(3) Depuis 1982, les Français sans résidence en France ne peuvent plus participer aux législatives. Certains Pondichériens ayant des enfants en métropole continuent cependant de le faire. Tous sont inscrits régulièrement pour les présidentielles et les référendums.

(4) La moitié environ des votes exprimés l'avaient été par correspondance alors que plus de 70 % des inscrits sont illettrés.

PENSONS D'ABORD FINANCE



LE MERCREDI 25 MARS 1987

PLUS DE 85 MILLIARDS
DE FRANCS* ONT ÉTÉ
TRAITÉS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE
AVEC NOTRE PROGICIEL CONCEPT
SALLE DE MARCHÉS FRANCS.

(*) A L'EXCLUSION DES OPÉRATIONS HORS BILAN.



Présentation le 9 avril 1987,
à 14 h 30

Maison de la Chimie

28 bis, rue St-Dominique,

75007 Paris

Jeanne DUPOUY-BERNARD

Tél. : (1) 46.09.95.15

L'ESPRIT DE FINANCE

1504 de 1504

Europe

ITALIE : le congrès du PSI

M. Craxi propose à nouveau l'élection du président de la République au suffrage universel

RIMINI, de notre envoyé spécial

« Be-ti-no, Be-ti-no, Be-ti-no » : le congrès d'un parti, c'est d'abord dans une intense passion. Celle des socialistes pour leur secrétaire, M. Bettino Craxi, auréolé de ses quatre années de succès à la tête du gouvernement italien, a éclaté le mardi 31 mars dans la grande salle du Palais des congrès de Rimini, au bord de l'Adriatique.

Follement applaudi, le leader du PSI a fait un petit tour de piste pour aller saluer quelques-uns des invités de ce quarante-quatrième congrès. Une politesse contrastant avec la rudesse de l'assemblée à l'égard de deux des principaux partenaires de la majorité défaits le 3 mars : M. Giovanni Spadolini, chef des Démocrates, et surtout M. Ciriaco De Mita, leader de la démocratie chrétienne, accueilli par des bordées de sifflets en dépit des rappels à la courtoisie édictés des organisateurs.

Étrange discours inaugural que celui lu par M. Craxi dans un décor non moins étrange : une solennelle façade de temple dorique au fronton de laquelle paraît l'écusson rouge qui a définitivement expulsé la famille et le marteau comme symbole du parti. Un rapport de plus de deux heures mais d'où n'émergent que bien peu de traits saillants, car le moment politique obligeait l'orateur à une très grande prudence.

Comme les délégations se mettaient en place pour la fête, on apprendit en effet qu'à Rome la présidence communiste de la Chambre des députés venait de rendre compte au président de la République des résultats de sa mission exploratoire en vue de résoudre la crise de gouvernement. Or, déjouant tous les pronostics pessimistes de la veille, M. Nilde Jotti avait indiqué à M. Francesco Cossiga qu'il lui semblait concevable de recomposer une majorité « dans le cadre du pentaparti ». Et l'on se remit à murmurer dans les travées le nom du démocrate chrétien, M. Giulio Andreotti — qui avait renoncé, six jours plus tôt, à la compétition —, parmi ceux des quelques autres futurs possibles « présidents ». M. Craxi n'avait pu, lui, être surpris par les nouvelles

venues de Rome : M. Jotti n'aurait pas fait preuve, en effet, de la moindre once d'optimisme si, du PSI lui-même, ne lui étaient pas parvenus quelques signaux encourageants.

« Un réformisme moderne »

L'essentiel du discours prononcé par le leader socialiste peut se résumer en quelques points. Avec tous ses défauts, dont le principal est de prétendre renouer avec « une très ancienne hégémonie » dont ni le PSI ni l'Italie ne veulent plus désormais, la démocratie chrétienne demeure une force avec laquelle les socialistes sont prêts à rechercher une « entente raisonnable et équilibrée » en vue de mener à bien des « réformes substantielles ». Le Parti communiste, d'autre part, tout en ayant accompli de grands pas en direction des gauches européennes, demeure empêtré dans une « défense de son identité » qui lui interdit encore de « dépasser de façon cohérente les expériences appartenant à une époque révolue ». Ceux qui, dans le PSI, attendaient une plus nette « ouverture à gauche » seront ainsi restés sur leur faim.

Pour l'avenir, M. Craxi n'en a pas moins vigoureusement défendu le

projet « réformiste moderne » du PSI en appelant sans exclusive les « forces de progrès », des démocrates chrétiens aux communistes, à se mêler aux socialistes. Le président du conseil démissionnaire a, par ailleurs, martelé que, pour améliorer cette démocratie « au souffle court et au pas lent » qu'il a expérimentée au plus haut niveau près de quarante-trois mois durant, il convoitait d'approuver sa proposition « d'élection directe par le peuple du président de la République ».

Revenant enfin à l'actualité immédiate, le leader du PSI a vigoureusement dénoncé le « préalable à la solution de la crise » gouvernementale en cours posé par la DC à l'encontre des cinq projets de référendum défendus par les socialistes : ainsi que par l'ensemble des forces de gauche et d'extrême-gauche — trois en faveur d'un coup d'arrêt au nucléaire civil et deux pour porter le fer dans certains disfonctionnements de la justice. Cette hostilité de la principale force politique italienne à cette « réserve de démocratie directe » que constitue le référendum a contre elle, a rappelé M. Craxi, non seulement la quasi-totalité des autres partis mais aussi, selon les sondages, « une très large majorité des citoyens ».

JEAN-PIERRE CLERC.

Extradé par le Venezuela

Le terroriste d'extrême droite Delle Chiaie est arrivé à Rome

Stefano Delle Chiaie, terroriste d'extrême droite, extradé par le Venezuela à la demande de l'Italie (le Monde du 31 mars), est arrivé à Rome mardi 31 mars. Fondateur du mouvement néo-fasciste Avanguardia Nazionale, Delle Chiaie était en fuite à l'étranger depuis dix-sept ans. Il était notamment recherché par le parquet de la ville pour son rôle dans la préparation de l'attentat de la gare de Bologne, le 2 août 1980, qui avait fait quatre-vingt-cinq morts et quelque deux cents blessés. La cour d'assises de Bologne a d'ailleurs reporté au mercredi 1^{er} avril le débat prévu mardi, dans le cadre du procès sur cet attentat. Delle Chiaie est disposé

selon ses avocats à assister à ce procès. Le parquet de Catanzaro accuse, d'autre part, Delle Chiaie d'avoir été l'instigateur de l'attentat contre le banque de l'agriculture de Milan, en décembre 1969 (seize morts, quatre-vingt-sept blessés).

Delle Chiaie intéresse également la police espagnole. Il aurait, en effet, participé en 1976, à la messe de Montejurra, en Navarre, à l'occasion du rassemblement annuel du mouvement carliste. Son nom est en outre associé au Bataillon basque espagnol, responsable de l'assassinat de réfugiés basques en France et de militants de gauche ou nationalistes en Espagne.

SUÈDE : les ventes d'armes illégales

Le groupe Nobel Industries passe aux aveux...

STOCKHOLM, de notre correspondant

La direction du groupe Nobel Industries, leader suédois et nordique de l'industrie des armements, a reconnu officiellement, le lundi 30 mars, avoir vendu du matériel militaire à certains pays figurant sur la « liste noire » des États vers lesquels la Suède, en raison de sa politique de neutralité, interdit toute exportation. Les responsables de la société ont décidé de jouer cartes sur table, car la situation devenait pour eux intenable.

Les deux enquêtes en cours, menées depuis le printemps 1985 par la brigade criminelle et la police des douanes, devaient sans doute aboutir dans les semaines ou les mois qui viennent à l'inculpation d'une bonne dizaine de cadres des deux entreprises-filiales du groupe, Nobel Kemi et Bofors. Par ailleurs, l'Association pour la paix et l'arbitrage, groupe pacifiste dans les révolutions, a présenté les résultats de l'enquête interne qui avait été confiée à un bureau d'audit. Ce rapport établit que 161 RBS 70 (missiles sol-air de très courte portée) ont été vendus à l'émirat de Bahreïn entre 1978 et 1981. Le gouvernement suédois s'y était certes opposé,

mais Bofors avait assuré les livraisons par l'intermédiaire de la société Unioncom à Singapour, pays qui ne figure pas sur la liste noire et qui a été l'un des principaux importateurs d'armes suédoises ces dernières années.

D'autre part, 143 RBS 70 ont été exportés, encore une fois grâce à la complicité de l'entreprise de Singapour, à partir de 1979 vers Dubaï, qui commande, quatre ans plus tard, des équipements militaires à la filiale suédoise de Bofors. Ces installations furent fabriquées, sous licence, par une firme... néerlandaise ! Singapour a constitué la plaque tournante du réseau de réexportation des missiles RBS 70 et des canons de 70 mm (fournis en 1983 à Oman), mais le matériel de Bofors empruntait aussi d'autres voies. M. Anders Carlberg a indiqué que des sociétés italiennes et yugoslaves ainsi qu'un fabricant de munitions autrichien avaient également servi d'intermédiaires, en 1983 et 1984, pour acheminer notamment 155 tonnes de poudre de Nobel Kemi vers l'Allemagne de l'Est.

Ces aveux viennent confirmer les informations de l'Association pour la paix et l'arbitrage et d'un ancien ingénieur de l'entreprise, M. Ingvar Bratt, converti au pacifisme. Mais M. Carlberg assure que ces opérations illégales ont été effectuées sous l'ancienne direction de Nobel Industries et qu'une réorganisation en profondeur avait eu lieu depuis. Une série de contrats douteux ont été annulés en 1985 et 1986, plusieurs cadres commerciaux se sont vu attri-

buer de nouvelles fonctions, et Bofors a maintenant décidé de réverser les 40 % du capital social qu'elle détenait dans sa société filiale de Singapour. Par ailleurs, Claes-Ulrik Winberg, PDG de Bofors de 1973 à 1985 et ancien dirigeant du patronat suédois, vient d'annoncer sa démission du conseil d'administration de Nobel Industries — tout en indiquant qu'il n'avait rien à se reprocher.

Des implications politiques

Toutes les cartes ne sont probablement pas abattues, et il faut s'attendre à de nouvelles réouvertures de l'enquête menée à l'intérieur de l'entreprise, et il a souligné, au cours de la conférence de presse, qu'il n'avait pas eu accès aux dossiers de la brigade criminelle et de la police des douanes. « Toutefois », a-t-il déclaré, « aucune information nous permet de penser que des missiles suédois RBS 70 se trouvent actuellement en Iran ».

L'affaire a naturellement aussi une dimension politique. Les exportations de matériel militaire sont contrôlées en Suède par l'Inspection du matériel de guerre (KMI), qui dépend du ministère des affaires étrangères. Selon certains anciens cadres de Bofors, plusieurs hauts fonctionnaires de l'administration publique étaient plus ou moins au courant de ces opérations illégales. Selon d'autres, non ; la société a légué les autorités.

Mais les deux personnes principalement concernées, MM. Bengt Rosenius et Carl-Erik Algenon, qui ont dirigé la KMI ces dernières années, ne sont plus de ce monde. Le contre-amiral Carl-Fredrik Algenon a été renversé et étranglé par une rame de métro le 15 janvier dernier à Stockholm, une heure après avoir reçu le directeur de Nobel Industries. Celui-ci voulait savoir si, comme le lui avait affirmé des ventes d'obus de 40 millimètres à l'Oman. L'enquête de la police a conclu au suicide du chef de l'Inspection du matériel de guerre.

ALAN ROBERTS.

GRANDE-BRETAGNE : un nouveau décès suspect

Le mystère s'épaissit autour de la disparition de quatre scientifiques travaillant pour la défense

LONDRES, de notre correspondant

En l'espace de sept mois, quatre scientifiques qui travaillaient sur d'importants projets militaires ont disparu en Grande-Bretagne, dans des circonstances pour le moins étranges. La dernière en date de ces disparitions, lundi 30 mars, soulève de multiples questions dans la presse et au Parlement.

M. David Sands, un expert en informatique, employé dans une filiale de la firme Marconi, a été retrouvé mort brûlé dans sa voiture sur une route du Hampshire. Selon les premiers résultats de l'enquête, il apparaît que le véhicule, dont le coffre était chargé de plusieurs bidons d'essence, a percuté à très grande vitesse le mur d'un bâtiment abandonné. S'il ne s'agit d'un suicide, celui-ci a pu tout aussi bien être simulé. M. Sands venait d'achever une étude de trois ans concernant le projet ultrasécure d'un nouveau type de système de radar. La plupart de ses amis et collaborateurs soulignent qu'il n'avait « aucune raison de se suicider ». Même réflexion de la part des proches des deux autres spécialistes des ordinateurs, également employés dans différents services du groupe Marconi.

En août 1986, le cadavre de M. Vimal Dajibhai, Londonien d'origine pakistanaise, avait été découvert au fond d'une gorge sous un pont, dans l'agglomération de Bristol. La police avait conclu provisoirement au suicide, mais sans conviction. M. Dajibhai semblait avoir d'autant moins de motifs de se donner la mort qu'il venait d'être embauché au prix fort par le département informatique d'une grande société de la City.

Deux mois plus tard, non loin de Bristol, le corps de M. Ashraf Sharif était retrouvé, pendu à un arbre, auprès de sa voiture. M. Sharif

aurait dû accueillir quelques jours plus tard sa fiancée venue du Pakistan. Le magistrat chargé de l'instruction ne pouvait qu'évoquer l'hypothèse d'une relation « à la James Bond » entre ces deux décès.

En janvier, dans les Midlands, M. Avtar Singh-Gida, un ami de M. Dajibhai, disparaissait mystérieusement en plein milieu d'une journée de travail avec l'un de ses collègues. Les deux hommes étaient en train de se livrer, au bord d'un lac artificiel, à des expériences d'acoustique sous-marine. Le lac a été sondé, en vain. Membre de l'université de Loughborough, M. Singh-Gida participait à des recherches pour le ministère de la défense, pouvant conduire à la mise au point de nouvelles méthodes de localisation des sous-marins. Il était sur le point d'obtenir son diplôme de fin d'études.

Discretion gouvernementale

Après l'annonce de la mort de M. Sands, le porte-parole des partis centristes de l'Alliance, M. John Cartwright, a déclaré, mardi 31 mars, à la Chambre des communes, qu'il était « impossible de penser que ces quatre disparitions ne puissent pas être liées ». Il a demandé des éclaircissements au gouvernement, afin de savoir notam-

ment si les services secrets britanniques étaient impliqués dans l'enquête. Au début du mois, M. Cartwright avait fait la même démarche, en compagnie d'autres députés de la majorité comme de l'opposition. Mais, jusqu'à présent, le gouvernement et la justice se montrent très discrets. Ainsi ne saient-on pas si des mesures de sécurité et de protection ont été prises dans les sociétés qui employaient les quatre disparus.

Les experts des problèmes de sécurité soulignent, dans les médias, que les travaux de chacune de ces quatre personnes peuvent s'être croisés, donner une idée très complète de l'état d'avancement, en Grande-Bretagne, des nouveaux systèmes de défense aérienne et navale. On signale, d'autre part, que MM. Dajibhai et Sharif avaient concouru à la mise en œuvre de la torpille téléguidée Sting Ray particulièrement destinée à la destruction des sous-marins nucléaires, une arme actuellement considérée comme la plus perfectionnée au monde dans ce domaine. En outre, M. Dajibhai avait travaillé sur un projet baptisé Cosmos dans le cadre de l'initiative de défense stratégique américaine (IDS), tandis que M. Sharif était engagé dans des recherches concernant un autre projet appelé Zeus pour la détection des sous-marins depuis l'espace.

FRANCIS CORNU.

(Publicité)

Californie, Floride, Nord-Est, par importance organisation U.S.

ETUDES EN USA

● L'année américaine après le bac (17 à 24 ans).
● Diplôme de Business en 12 mois (18 à 25 ans).
● Stages linguistiques : anglais, allemand, espagnol (18 à 35 ans).
● Préparation tous diplômes (B.A., M.B.A., MASTER ; Ph. D.).
Simplification des formalités et des délais. Doc. contre 3 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 ou 47.45.08.18.

PARIS-TORONTO DIRECT.

COMME VOUS, NOUS ALLONS DROIT A L'ESSENTIEL.

Le plus court chemin pour aller d'un point à un autre étant la ligne droite, n'allons plus à Toronto par quatre chemins.

Air Canada vous offre Paris-Toronto direct. En première classe et en classe affaires. Trois fois par semaine. A bord, profitez du service renommé d'Air Canada. A l'arrivée à Toronto, disposez de toutes les correspondances vers les États-Unis ou bien bénéficiez du service d'hélicoptères Air Canada qui vous transporte en dix minutes au centre de la ville (gratuit pour les passagers 1^{re} classe).

Appréiez dès aujourd'hui tous les avantages que seul Air Canada peut vous offrir.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS AIR CANADA

Le Monde

sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

L'accord franco-américain sur le SIDA

3615 TAPÉZ LEMONDE

19. 1990年12月15日，在北京市召开的“中国环境与发展”高层论坛上，江泽民总书记发表了重要讲话，指出：“中国的环境问题，已经到了非解决不可的时候了。我们决不能走一些发达国家走过的老路，决不能走先污染后治理的老路。我们必须在经济发展的同时，把环境保护放在突出的位置，实行可持续发展战略。”

Cheikh Fadlallah exclut un règlement imminent du problème des otages

Selon le DILP, l'état de santé de l'enseignant américain Alan Stern

Un accord serait intervenu sur la participation du FPLP au Conseil national palestinien

Il a, en outre, souligné que le Fatah est « prêt à rencontrer toutes les fractions palestiniennes sans exception et à examiner avec elles toutes les questions, avec un esprit ouvert ».

La fausse ingénuité de l'ambassadeur d'Egypte en Israël

Et qu'on dire du refus d'Israël de parler à l'OLP ? Là, M. Bassoulon frotte le sourcil. « Il s'explique, dit-il, aucun substitut à l'OLP. Israël ne peut continuer d'ignorer son adversaire principal. On ne négocie jamais, c'est bien connu, avec les gens qu'on aime. Améliorer la vie quotidienne dans les territoires occupés, c'est bien. Mais cela ne règle pas le problème de fond. Israël doit offrir l'autodétermination aux Palestiniens. » Et de conclure, le ton grave : « Faut-il un règlement global, notre paix, à terme, sera en danger. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Des avocats israéliens dénoncent les « violences physiques » exercées contre les détenus palestiniens

années en arrière », a-t-elle estimé, ajoutant : « Il faut prendre très au sérieux les menaces proférées contre les grévistes par le commandant Maimon, qui, contrairement à son prédécesseur, refuse de recevoir les délégués ou même les avocats des prisonniers. »

M. Mohamed Horani, un Palestinien libéré la semaine dernière qui a entamé une grève de la faim avec six autres anciens détenus dans les locaux du Comité international de la Croix-Rouge à Jérusalem, a décrit les méthodes utilisées « pour casser le moral des prisonniers ».

« Les fouilles humiliantes, les passages à tabac, les mises au sacoch, l'utilisation de gaz lacrymogènes d'un nouveau type se sont multipliés récemment », a-t-il souligné, ajoutant : « Notre lutte n'est pas politique, nous demandons seulement à être traités en êtres humains ».

Le porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne a confirmé pour sa part qu'environ 60% des 4100 Palestiniens détenus pour des « raisons de sécurité » poursuivaient une grève de la faim pour l'amélioration de leurs conditions de détention.

Au cours de la conférence de presse, M^{re} Félicia Langer a déclaré que « depuis la nomination du commandant David Naimon, à la tête de l'administration pénitentiaire en décembre dernier, tous les droits acquis des prisonniers ont été remis en question. Les pratiques de l'administration pénitentiaire constituent un sort de plusieurs

**L'armée
gouvernementale
poursuit son avance
dans le Nord**

Les autorités de N'Djaména, via l'ambassade du Tchad à Paris, ont annoncé, le mardi 31 mars, que l'armée gouvernementale a pris le contrôle total de la localité d'Ounianga-Kébir, jusque-là occupée par les troupes de Tripoli, qui est située au nord-est du Tchad, dans le massif de l'Ennedi, sur la piste menant aux bases libyennes de Manten-Es-Sara et Khoufra.

Le bilan de cette opération, qui s'est déroulée lundi, ne mentionne aucune perte en vies humaines, ce qui implique que le garrison libyenne - évaluée à environ sept cents hommes, - avait évacué la localité avant l'arrivée des troupes turques. L'état-major des FANT (Forces armées nationales libyennes) a indiqué qu'une trentaine de soldats ennemis - dont la nationalité reste incertaine - ont été faits prisonniers. Du matériel militaire a, d'autre part, été récupéré, notamment, selon le bilan diffusé par les FANT, un avion Migr Manchetti et quinze chars T-55.

A NDjamena, M. Ahmed Korom, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération, a dénoncé mardi la présence « massive » et « inquiétante » de troupes libyennes dans la zone frontalière entre le Tchad et le Soudan, précisant que, « loin de quitter la région » (comme l'ont récemment affirmé les autorités de Khartoum), les forces libyennes « s'installent ». « Les escarmouches avec les forces tchadiennes sont fréquentes », a-t-il indiqué. — (AFP, Reuters.)

Libération d'un homme d'affaires japonais enlevé il y a quatre mois

M. Nobuyuki Wakaoji, l'homme d'affaires japonais qui avait été enlevé le 15 novembre dernier, quelques jours seulement après le retour de la présidente Aquino d'une visite officielle au Japon, a été libéré dans la soirée du mardi 31 mars, ont annoncé, ce mercredi 1^{er} avril, les autorités de Manille. Aucun détail n'a cependant été rendu public sur les ravisseurs de M. Wakaoji ni sur les circonstances de cet enlèvement et de son dénouement.

Représentant aux Philippines du groupe Industriel Misui & Co., M. Wakaoji avait été enlevé à la sortie d'un terrain de golf, près de la capitale. Selon un porte-parole du gouvernement, il a été libéré dans une église d'un faubourg de Manille et hospitalisé pour des examens médicaux, bien qu'il semble être en bonne santé. Contrairement à ce que les ravisseurs avaient tenté de faire croire à l'aide d'une photo diffusée pendant la détention de M. Wakaoji, ce dernier n'est pas un intellectuel.

Le porte-parole a assuré que les autorités japonaises ne payent un « pizzo » de rançon pour le libérer. L'homme d'affaires et le N'a fait d'aucune arrestation. L'affaire avait quelque peu ébranlé les relations des Philippines avec le Japon. M^{re} Aquino avait admis que l'aide économique promise par Tokyo durant sa visite officielle s'en était trouvée « fortement compromise ».

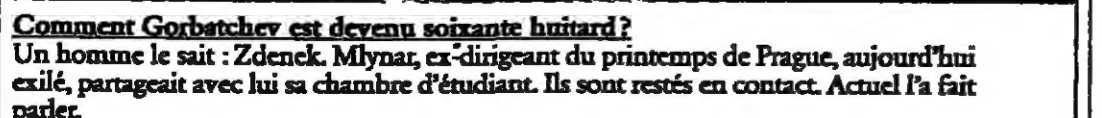
Le secteur privé japonais, sur lequel le Japon comptait également beaucoup à l'heure de la crise, se trouvait dans une situation économique, d'outre, souvent dit peu soucieux de renforcer sa présence aux Philippines tant que M. Wakaïki était détenu. La presse japonaise avait instruit que des membres des forces de l'ordre étaient venus des Philippines. (Correspondant)

Relance du dialogue avec Madrid

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, a quitté Alger, mardi 31 mars, au terme d'une visite officielle de quarante-huit heures qu'il a qualifiée de « positive et constructive ». Reçu par le président Chadli, il s'est également entretenu avec plusieurs ministres, dont son homologue, M. Ahmed Tahar Ibrahim.

Cette visite tombait à point nommé pour relancer des relations bilatérales affectées dernièrement par la présence, sur le territoire algérien, de militants basques espagnols du « commando Madrid ». Cette question, déjà abordée la semaine dernière au cours du voyage à Alger de M. Rafael Valls, ministre espagnol de l'Intérieur, a été reprise par le ministre espagnol à la sécurité, à des de nouveaux évoqués. Les deux pays ont conclu, en novembre dernier, un accord sur l'accueil, en Algérie, de séparatistes basques expulsés de France ou susceptibles de l'être; mais il n'y aurait pas eu déclaré persécution politique en Espagne, ce qui n'est pas en question en Algérie. A propos d'autre part du conflit du Sahara occidental, M. Ordoñez a notamment déclaré : « Nous considérons la situation comme une décolonisation interne », précisant que « le régime de l'Algérie n'a pas de rôle à jouer dans ce processus » et qu'il n'a jamais été rompu ». Enfin, sur le problème palestinien, M. Ordoñez s'est déclaré « optimiste sur les résultats de la prochaine réunion du Conseil (conseil national palestinien) à Jérusalem ».

La deuxième volet de la visite du ministre espagnol était d'ordre économique avec, en perspective, la réunion de la commission mixte à la fin du mois d'avril. Le balance commerciale entre les deux pays a été favorable en 1988 à l'Algérie, qui a exporté vers l'Espagne pour 468 millions de dollars et n'a importé en produits espagnols que la contre-valeur de 256 millions de dollars. — (Can-



Comment Gorbatchev est devenu soixante huitard ?
Un homme le sait : Zdenek Mlynar, ex-dirigeant du printemps de Prague, aujourd'hui exilé, partageait avec lui sa chambre d'étudiant. Ils sont restés en contact. Actuel l'a fait parler.

ACTUEL

Ca change de la télé.

150

صلى الله عليه وسلم

Afrique

ALGÉRIE : la création de deux nouvelles associations des droits de l'homme

Une étape sur la voie de la libéralisation ?

ALGER

de notre correspondant

Les droits de l'homme et les libertés individuelles sont des sujets sensibles et des principes souvent bafoués dans les pays en voie de développement, ce qui rend plus périlleuse la libéralisation. L'Algérie n'échappe pas à la règle. En une semaine, les progrès accomplis sont plus importants qu'en près de vingt ans d'indépendance. Le 19 mars, une poignée d'avocats algériens se réunissent et décident de créer une section locale d'Amnesty International, ainsi qu'une Ligue algérienne des droits de l'homme, la troisième du genre. Les démarches auprès d'Amnesty sont aussitôt faites et les statuts déposés deux jours plus tard auprès du ministère de l'intérieur, pour obtenir le sacre sans visa d'agrément sans lequel aucune association ne peut légalement fonctionner.

Le 23 mars, les mêmes avocats, tous membres du conseil de l'ordre, sont reçus en audience par le président Chadli qui, finalement, les encourage. Mieux, il donne des ordres aux services de sécurité qui, le lendemain matin, libèrent les vingt-trois personnes assignées à résidence dans le sud du pays.

Ce retournement spectaculaire avait en fait été annoncé dès le 1 mars. Ce jour-là, le réalisateur de la télévision algérienne, M. Rachid Ben Brahim, condamné le 12 janvier à huit mois de prison ferme pour avoir distribué des tracts, voit sa peine réduite en appel à trois mois. En prison depuis le 29 décembre, il est immédiatement élargi. L'annonce de sa libération sur la scène d'une grande salle de spectacle algérienne avant le début du programme enthousiasme la foule. Son arrestation avait soulevé un tollé dans les milieux intellectuels, qui avaient spontanément manifesté sur solidarité. Une pétition, signée par plus de mille personnes, avait aussitôt commencé de circuler et une délégation de signataires avait

été reçue par toutes les instances du pouvoir.

Ces récentes décisions mettent fin à deux ans de débat interne suscité par la création de deux ligues de défense des droits de l'homme qui n'ont jamais été autorisées. L'une, présidée par M. Omar Menouer, est proche des milieux trotskistes ; l'autre, présidée par M. Abdennour Ali-Yahia et qualifiée de « berbériste » : plusieurs de ses membres sont encore emprisonnés, après leur condamnation par la Cour de sûreté de l'Etat, en décembre 1985, à des peines allant jusqu'à trois ans de prison. Sur le moment, les autorités, embarrassées, n'ont pas trouvé d'autre réponse que la répression. Elles ont bien essayé, par la suite, de favoriser la première pour contraindre la seconde, mais sans succès. Le parti unique algérien, jaloux de ses prérogatives, n'entendait pas qu'une association, fût-elle de défense des droits de l'homme, échappe à sa tutelle.

En toute indépendance

De répression en tergiversations, le pouvoir vient de trouver la solution en donnant sa bénédiction à la création de ces deux nouvelles associations qui devraient, l'une comme l'autre, regrouper des adhérents de tous horizons et au-dessus de tout soupçon. L'occasion est trop belle, il est vrai, de se « refaire une virginité » sur ce délicat sujet des droits de l'homme en reléguant les associations existantes, mais non reconnues, au second plan. Dernière finesse : la section locale d'Amnesty, selon la structure même de cette association, n'aura pas compétence pour traiter des affaires algériennes.

En tout cas, si le « label » du ministère de l'intérieur leur est accordé, ces deux associations auront le mérite d'exister et de fonctionner en toute indépendance du parti, ce qui est une garantie minimale pour leur crédibilité. Peut-être auront-elles du mal à se défendre de la « protection » que leur a imposée le président Chadli et qui fait déjà naître, ici et là, quelques suspensions.

Les dossiers qu'elles auront à traiter dans l'avenir indiqueront de quelle liberté de mouvement elles disposent réellement.

Comme les proches du chef de l'Etat se plaisent à le dire : « Le moment est venu : l'Algérie a été exemplaire dans la reconquête de son indépendance, puis de ses richesses nationales, elle se doit maintenant d'être exemplaire en matière de libertés individuelles ». La paix sociale, en effet, est sans doute à ce prix : les Algériens, dans leur majorité, sont dépourvus de conscience politique, et ils reportent leur attention sur les contingences de la vie quotidienne, les problèmes corporatifs et les libertés individuelles, qu'ils ne réclament cependant pas encore à cor et à cri. Mais les troubles qui se sont produits à Constantine, au mois de novembre dernier, sont présents dans les mémoires. Depuis, les revendications les plus légitimes sont prises en considération, les lycéens et les étudiants sont écoutés. Des décisions gouvernementales garantissent la disponibilité des produits alimentaires pour les particuliers ainsi que l'approvisionnement des entreprises en biens intermédiaires, afin que celles-ci ralentissent les suppressions d'emploi en cours. Il convenait donc de faire un geste en faveur des libertés individuelles, ce à quoi le président de la République vient de consentir de la manière la plus symbolique. Il est vrai que l'Algérie ne pouvait pas rester indéfiniment en-deçà des dispositions de la « Charte africaine des droits de l'homme et des peuples », que son Assemblée nationale vient de ratifier.

Les deux nouvelles associations, dont ni la composition de leur bureau ni la liste de leurs membres ne sont encore connues, ne devraient pas manquer d'ouvrage. Il y a encore des gens emprisonnés pour délit d'opinion en Algérie et les cent quatre-vingt-sept jeunes condamnés au mois de novembre à Constantine, qui ont fait appel, attendent toujours d'être jugés.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.



Imposture pour la bonne cause : Notre pseudo journaliste américain fait parler PAUWELS et plusieurs chefs du groupe Hersant.

Ce qu'on voulait voir :

- Étaient-ils pires que prévu ?
- Que seraient les infos de la 5 ?
- Hersant va-t-il mettre Pauwels au placard ?
- Se considéraient-ils comme de la presse militante ?
- Comment étaient leurs petits jeunes ?

ACTUEL D'AVRIL 22 FRANCS.

ACTUEL

Ça change de la télé.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PAU

C'est comme les Pyrénées, ça monte !!

Dynamisme des élèves
INDICE ESC PAU 110
(source L'Étudiant Jan. 87)

Notoriété auprès des entreprises
INDICE ESC PAU 56*
(source Le Monde de l'Éducation Jan. 84)

Ouverture sur l'entreprise
INDICE ESC PAU 148
(source L'Expansion Mars 87)

Ouverture sur l'étranger
INDICE ESC PAU 154
(source L'Expansion Mars 87)

Indice 100 : moyenne des écoles françaises de gestion

74, ALLEES DE MORLAAS
64000 PAU
TEL. 59 02 88 51



*Mais on se soigne, la preuve!

Enquête

La petite planète

A la veille
du congrès
de Lille

La balade des « éléphants »

Clubs, lettres, associations, experts, bureaux indépendants : lorsque, en mars 1986, les ténors du PS — certains les appellent les « éléphants » — ont quitté leurs ministères pour se retrouver dans l'opposition, il a bien fallu « s'installer ». Présidentiables ou « premiers ministres », ont manifesté leurs velléités d'indépendance en s'organisant en marge du parti. Une indépendance qui fait parfois grincer des dents rue de Solferino. Le congrès de Lille devrait, espère-t-on, remettre un peu d'ordre dans tout cela : les « éléphants » vont y être instamment invités à rejoindre le troupeau. Craignent-ils qu'ils lui fassent, de loin, un peu trop d'ombre ?

AU 266, boulevard Saint-Germain, à la fin des années 70, Michel Rocard, déjà, avait planté sa tente. Son départ du gouvernement a réactivé la machine. Cet appartement bourgeois transformé en bureaux d'édition broilonne et chaleureuse. Les dossiers s'entassent, un peu empoussiérés. C'est le lieu du « cabinet » de Michel Rocard : une petite dizaine de personnes, secrétaires et « détachés », de grandes entreprises publiques ou d'administrations qui ferment les yeux sur leur autonomie et les paient sans rechigner, alors qu'ils se consacrent essentiellement à Michel Rocard. Ce genre d'arrangement avec le ciel est d'ailleurs fort répandu. A 8 h 30, chaque jeudi, le cabinet Rocard s'y réunit pendant une heure, une heure trente. Ils sont là, les toujours fidèles, la dizaine du premier cercle.

Plus loin, c'est le deuxième cercle, celui des experts : trente-cinq à quarante personnes (« On ne veut pas faire comme Fabius avec ses cent dix experts », souligne-t-on avec une ironie un peu méprisante). Des hommes et des femmes d'un « excellent niveau », qui travaillent soit à la com-

mande, soit de leur propre initiative. Plus loin encore, appendices obligés du 266, les clubs (une centaine dans toute la France, plus une trentaine de clubs jeunes qu'on appelle « Forum »...) et la lettre d'information bimensuelle *Convaincre*, que l'on peut se procurer contre 150 francs pour vingt numéros (à partir de 500 francs s'il s'agit d'un abonnement de soutien). Totalement autofinancées, nous dit-on, elle a huit mille abonnés, et le nombre ne cesse de monter.

Le seul regret devant l'insuffisance des débats internes au PS explique-t-il une telle organisation ? Sans doute non. Et l'on ne s'en cache guère. « L'arrière-plan présidentiel est évident : on ne peut attendre la dernière minute pour se préparer à la présidentielle. A fortiori, on ne peut le faire à l'intérieur du Parti. » Est-ce pour cela que des publicitaires ou des conseillers en communication, « estimant qu'il s'agit d'un investissement à long terme », ne facturent pas leurs prestations ? Est-ce pour cela que Michel Rocard, à deux pas du 266, vient de louer un deuxième appartement où il a installé son bureau personnel ? La moquette beige est douce, et superbe le canapé de l'entrée, où patiente un visiteur. Ici, c'est plus luxueux, plus confidentiel aussi. On vous demande de ne pas révéler l'adresse. De même, on se montre fort discret sur le budget de la maison Rocard. « Il serait délicat, nous dit-on, de trop parler de gros sous... »

Souvenirs de Matignon

Chez Pierre Mauroy, avenue Boquet, n'étaient les cendriers de porcelaine blanche marqués « Premier ministre — Souvenirs de l'hôtel Matignon », ou se croient chez un médecin de province. Tranquillement installés dans des bibliothèques de bois blond de ce

style si indéterminé qu'on le dirait bien « faubourg Saint-Antoine », les publications du maître des lieux attendent d'être données en souvenir aux visiteurs. On ne peut oublier que l'on est chez le maire de Lille : de l'immense photographie en couleurs du beffroi posée près du bureau aux gravures ici ou là, Lille est présent partout.

Dès 1983, décidé à ne pas reprendre son poste de député, Pierre Mauroy a cherché un appartement à Paris : son petit studio montmartrois faisant un peu trop étudiant, c'est l'UAP qui lui loue celui-ci, plus coquet, sans être luxueux, pour 11 000 F (la moitié payée par Pierre Mauroy, l'autre par le CEDEP — Centre d'études et de promotion, — qui existe depuis 1965). Ici, c'est à la fois le bureau et l'appartement privé de Pierre Mauroy. Son secrétariat, dit-on officiellement, même si lui-même l'appelle son « kibboutz ». « Quand il n'est pas là, tout est calme. Autrement, ça bouillonne... »

Une fois par an, nostalgie et camaraderie confondues, les cent vingt anciens collaborateurs de l'ex-premier ministre se retrouvent autour d'un pot dans la grande salle de réunion. De même, une fois par mois environ, une quinzaine d'amis y prennent le petit déjeuner, ou se retrouvent autour d'un buffet dressé dans la grande cuisine, sur la table de pin.

C'est ici qu'à n'importe quelle heure — parfois en robe de chambre s'il est tard — Pierre Mauroy reçoit ses intimes. « Il a toujours besoin de discuter, de parler, d'échanger avant de décider... »

Amoureux de Paris, le premier ministre que la gauche s'est donné ne fait pas — c'est sûr — dans la prétention, et les lambris, à lui au moins, n'ont pas tourné la tête (encore que, lorsqu'il déjeune avec la presse, c'est un maître d'hôtel en gants blancs qui assure le service). Les deux policiers des voyages officiels qui lui sont atta-

chés se sont fait un petit nid dans un coin. Une secrétaire est là aussi, avec une collaboratrice (salariée de la *Revue politique et parlementaire*, propriété depuis longtemps d'amis de Pierre Mauroy), et la femme d'un copain passe — bénévolement — faire des revues de presse.

Il est vrai qu'il ne s'agit que de l'une des bases de cet « éléphant ». Il dispose aussi de la mairie de Lille, d'un bureau à la Fédération des villes jumelées, dont il est le président mondial (et qui lui permet de voyager à sa guise), et d'un autre à l'Assemblée nationale.

Autres prolongements de la planète Mauroy : l'association « Socialisme et réalités », dont les statuts viennent d'être déposés (les cotisations vont de 30 à 200 francs), une lettre du même nom (en principe mensuelle, elle coûte 22 francs le numéro et est livrée à 5 000 exemplaires) et la *Revue politique et parlementaire* dirigée par Thierry Pfister.

Pour discret qu'il soit, le petit empire Mauroy existe bien. Il ne fait d'ombre à personne, mais il lui permet de continuer à exister publiquement. Comme si, pour lui aussi, le Parti désormais un peu petit, c'était devenu une nécessité. « Le passage au pouvoir a fait émerger des idées fortes. Après avoir quitté le gouvernement, les ministres se sont retrouvés à la rue et sans boulot, dit-on dans son entourage. Au PS, on souffre d'un trop-plein d'intelligence et c'est absurde. Alors, soit on assume, soit on prévoit d'intégrer les gens... »

3615 : taping « J. LANG »

Le trop-plein d'intelligence, chez Jack Lang, on le revendiquerait presque. « Après le 16 mars, se rappelle Monique Lang, cette petite femme pétillante aux allures d'imprésario de choc, à la maison, c'était la folie. Et on ne s'y attendait pas... » Les gens se précipitaient place des Vosges — au domicile privé des Lang — comme s'ils allaient rue de Valois, au ministère. « On a été submergés. Je pouvais à peine m'habiller. On faisait attendre les gens sur le palier. On se cachait dans la cuisine. On n'avait rien prévu. » Jack Lang lui-même n'a mesuré que tardivement qu'il allait passer dans l'opposition.

Alors il a bien fallu prendre des mesures. Une mutuelle, propriétaire d'un immeuble de bureaux près des Champs-Élysées, lui a fourni — contre un loyer de 6 500 F par mois et pour deux ans maximum, c'est-à-dire jusqu'au printemps 1988 — quatre petites pièces. « C'est retrouvé en pièce », Michel Delchambre et l'association Espaces 89 autour de Françoise Castro (la femme de Laurent Fabius) étaient installés un étage plus haut. Le mouvement, la télé est à nous, est à côté, ainsi qu'une radio libre.

Alors, avec de l'huile de coude et un sens fort soixante-huitard de la débrouille (revu et corrigé *Pantheon* version 81) on s'est organisé en lançant, sous le patronage du publicitaire Jacques Séguéla (c'est lui qui a trouvé le nom), l'association Allons z'idées. Trois bénévoles de base : Jack Lang et Monique Lang, l'architecte Patrick Bouchain, une secrétaire de direction, une standardiste, une dactylo, deux étudiants (l'un chargé de la documentation est défrayé, l'autre est payé 3 000 francs par mois) et un journaliste ont complété l'équipe. Pour pas un sou, un service minitel (3615 taping « J. LANG ») s'est mis en place (le serveur se rembourse au fur et à mesure des rentrées).

Le journaliste qui s'en occupe à mi-temps se rémunère selon les profits dégagés. Le minitel fonctionne de trente à trois cents heures par jour, ce qui est un beau succès (on a dénombré jusqu'à six cents participants pour un jeu) — « Jack, tu es beau, socialiste et vengien. Tu aimes Tonton. Décidément, tous nous rapproche », lance l'un. « Jack, reviens-nous encore plus sexy », supplie un autre.

On est jenne et on s'amuse. On s'organise aussi : grâce à « la lettre d'Allons z'idées » (qui fonctionne sous forme de chaîne, chaque adhérent donnant six noms de sympathisants potentiels), dix-huit mille contacts ont répondu présent dans toute la France. « Et il faudrait presque freiner le

mouvement, sinon on serait débordé », soupire Patrick Bouchain. Une fois par semaine, debout (il n'y a pas de place pour asseoir tout le monde), d'anciens membres du cabinet du ministre de la culture se retrouvent. Chacun repart avec un dossier sous le bras.

Pas facile de faire comprendre aux enthousiastes et aux solliciteurs que Jack Lang n'est plus ministre. « Le comprend-il lui-même ? », sifflent les méchantes langues. « Je ne m'irrite pas qu'on s'agace. Cela ne me préoccupe pas », répond Jack (ne pas prononcer à l'américaine...) avec son sourire de jeune homme. « Chaque fois que le parti m'a demandé quelque chose, j'ai dit oui. On peut peut-être se demander pourquoi il ne le fait pas plus souvent... Le congrès de Lille est en partie destiné à donner une plus grande cohésion à tout cela et à créer une nouvelle dynamique. C'est ce qu'on m'a dit », souligne-t-il avec malice. Plus sérieusement, l'association n'est pas qu'un club de rencontres artistiques : on y adhère pour 50 francs mini-

8 000 exemplaires (2 500 abonnés à 100 francs) et d'un groupe de deux cents experts.

C'est ici que l'ancien ministre reçoit ses conseillers quand il n'est pas à Belfort, ou ailleurs, et organise ses « réunions de cabinet » tous les lundis à 8 h 30. Et si certains au parti prennent ombrage de cette activité ? « Le parti s'est décalé avec l'expérience gouvernementale, et c'est un peu dommage. Avant 1981, il y avait un grand régulateur au parti : François Mitterrand. Jospin, lui, n'arrive pas à le tenir. Chevènement, lui, avait besoin d'un cline d'œil dans la signature de l'éditorial de la lettre de Jean-Pierre Chevènement. L'éditorial du président ? »

Le « prototype » Fabius

« Avoir son lieu à soi n'est pas solenniser une notoriété personnelle, c'est d'abord répondre à une demande », estime Thierry Lajoie, ancien chef de cabinet de

Chez « Béré », un sou est un sou

BIEN sûr, Pierre Bérégovoy a « sa » lettre (*Economie et Liberté* tirée à 3 500 exemplaires). Mais c'est tout. Un point c'est tout. N'allez pas lui parler d'une permanence, ou d'un appartement en ville. Son domicile, son bureau à l'Assemblée et sa mairie de Nevers le satisfont pleinement.

A son départ du gouvernement, Pierre Bérégovoy s'est acheté une petite Renault et qu'il conduit lui-même. Ses proches — une trentaine d'experts (on prête le terme de conseillers professionnels) qui travaillent autant pour lui que pour le PS — se retrouvent de temps en temps au Bourbon en face de l'Assemblée pour un déjeuner amical et, vous assure-t-on, « frugal ». Et quand Pierre Bérégovoy se déplace, c'est parfois tout seul. Avec son « cartable »,

comme il appelle son portedocument.

« Quand il était ministre, il disait souvent : un sou est un sou. Il connaît la valeur de l'argent. Nous, avec la lettre, on fonctionne un peu dans le cadre d'une économie rurale et familiale. Et puis « Béré » dit souvent qu'il n'est pas présidentiable. Alors, il s'organise en fonction... »

Que pense-t-il des autres « éléphants » qui, ces temps-ci, font un peu bande à part ? « C'est leur problème, dit-il d'un air ronchon. Bien sûr, on ne peut empêcher les gens de faire des clubs, des associations. Mais il faudrait mieux mettre ces efforts en commun. » Plutôt que de jouer à chacun pour soi, avec des fusils à tirer dans les coins...

mum. Mais certains généreux donateurs envoient jusqu'à 100 000 F. « On roule sur un budget de 1 à 1,2 million de francs », vous dit-on, tout prêt à ouvrir les livres de comptes.

C'est aussi sur cette dynamique que continue de s'affirmer l'image de Jack Lang, sur laquelle très sérieusement le cabinet CSA (Claude Suquet associés) vient gratuitement de réaliser une « étude qualitative » sur le « produit Lang » où l'on apprend entre autres que « l'on se moque de son appartenance politique du moment qu'on l'a au ministère de la culture » et que « seul Malraux soutient la comparaison... »

M. Chevènement ne paie pas de loyer

Moins bouillonnant, mais diablement organisé, Jean-Pierre Chevènement a lui aussi sa « chambre en ville ». Il est mieux organisé que ses anciens camarades de gouvernement puisqu'il ne paie pas de loyer. Gracieusement hébergé — au titre d'une convention d'occupation précaire — par une association d'aide aux handicapés et aux jeunes en difficulté, la vie active, dont il est le président d'honneur depuis trois ans, Jean-Pierre Chevènement occupe ces bureaux assez luxueux près du Trocadéro, depuis le mois d'avril dernier. La vie active, dont une plaque est posée sur la porte palier, est fort discrète, car elle n'apparaît pas sur l'interphone. « On n'a aucune charge salariale », explique un des collaborateurs de l'ancien ministre. Ici aussi fonctionne à plein le système des « détachements » plus ou moins officiels. On paie tout de même téléphone et électricité. « Certes, on avait plus d'argent lorsqu'il était ministre. On ne roule pas sur l'or, mais le bilan est équilibré. » Demander à rentrer dans les détails n'est pas ici très populaire. Contentez-vous donc de savoir que les députés proches de lui versent 1 500 F par mois, et que le club de Jean-Pierre Chevènement, République moderne, regroupe 1 500 adhérents (la cotisation est de trois cents francs). Le club dispose d'une lettre mensuelle tirée à

Laurent Fabius et aujourd'hui l'un de ses deux attachés parlementaires. Aussi, lorsque Laurent Fabius a quitté Matignon, cet appartement du boulevard Raspail l'attendait. Loué entre 10 000 et 15 000 francs par mois à une compagnie d'assurances, il abrite un « staff » de huit personnes.

Un secrétaire et deux policiers (et une R25 entretenue par Matignon) mis à la disposition de tout ancien premier ministre et les autres, dont trois travaillent pour l'Élu normand. Dans un grand cagibi au fond d'un couloir, des centaines de dossiers numérotés sont suspendus : il s'agit de toutes les lettres reçues (et des suites données). Est-ce bien là la demande dont parle Thierry Lajoie, et que signifie ce petit tableau accroché dans un coin et intitulé *Veille d'Austerlitz* ?

Ici aussi, en tout cas, on s'organise en attendant des jours meilleurs. On crée une association Solidarités modernes (300 membres qui cotisent 200 francs), une lettre du même nom (tirée à 5 000 exemplaires). On organise des dîners-débats au Sénat (une fois tous les deux mois, 170 francs de participation), et, surtout, on bénéficie — cela crée bien des jalouses — d'un réseau d'entraide et d'amitiés efficaces dont le « rendement » est difficile à évaluer. Une ou deux fois par semaine, Laurent Fabius se rend en province. Il reçoit de nombreuses invitations à l'étranger. Et, apparemment, il commence à apprendre à se décontracter : en témoigne son récent passage à « L'oreille en coin », où, sur l'air de son dernier tube, le *Petit Bouchon*, Sabine Paturel, assise sur ses genoux, a réussi l'exploit de débouter les trois premiers boutons de chemise de Laurent Fabius sans lui faire fuir cette gaudriole. Après tout « la politique est une gestion du temps et du possible », se plait-on à répéter boulevard Raspail... Comment interpréter l'hyper-activité fabiusienne ? « Tout dépend », sourit Thierry Lajoie, si l'on considère qu'il s'agit d'un service après-vente ou de la préparation d'un prototype... »

AGATHE LOGEART.



Notre journaliste veut faire libérer ces enfants. Il se retrouve en prison. Déguisé en indien, Christophe Graizon tente de sauver 72 orphelins qui ont fui le Bangladesh. 72 familles françaises les attendent, ils ont des visas, pourra-t-on les sauver ? Ou est-ce qu'on se fout de tout ?

ACTUEL

Ça change de la télé.

1504 de 1504

150

Enquête

du Parti socialiste

La politique extérieure, un domaine en friche...



« **N**ous avons failli être isolés ! » Jacques Hinzinger, ancien secrétaire national du Parti socialiste aux relations internationales, remplacé au congrès de Toulouse par le rocardien Louis Le Pen, se souvient encore des durs moments qu'il dut passer en Allemagne à défendre la politique de son parti sur les problèmes de sécurité et de désarmement après le fameux discours de François Mitterrand, au Bundestag, de janvier 1983.

La politique du parti ? Plutôt celle du chef de l'Etat, et, accessoirement, celle du gouvernement de gauche de l'époque. Car, il faut bien le constater, les questions de politique internationale font rarement l'objet d'affrontements dans les instances dirigeantes du parti et les divers courants se gardent d'en faire des questions de principe.

Bien malins aujourd'hui ceux qui pourraient entrevoir les nuances entre mitterrandistes, rocardiens et tenants de la ligne Chevènement sur les grands problèmes mondiaux de l'heure. Toutes ces questions semblaient être réglées par le discours tenu à l'Elysée, et personne ne se sentait le courage de le remettre en question. Mais en scrutant d'un peu plus près, et si l'on met à part l'accord général — communément proclamé dans le parti — sur la nécessité de faire l'Europe, on peut tout de même noter quelques déplacements d'accent.

Quelques divergences...

Chez les rocardiens, par exemple, la sensibilité aux problèmes du tiers-monde est plus marquée. Cela tient en grande partie aux engagements personnels de plusieurs membres éminents de ce courant : Jean-Pierre Cot, qui a mesuré la difficulté lorsqu'il était ministre de la coopération de traduire en actes gouvernementaux sa sensibilité tiers-mondiste, ou bien encore Edgar Pisani et son engagement néo-calédonien.

On notera, en revanche, une approche originale des problèmes Est-Ouest dans les rangs de Socialistes et Républicains (ex-CERES), où Jean-Pierre Chevènement déve-

loppe une analyse de l'URSS fortement inspirée des analyses de Régis Debray sur la décadence de l'empire soviétique.

Quelques divergences peuvent aussi apparaître çà et là sur le problème du Proche-Orient. Si les socialistes de vieille souche, héritiers de la SFIO d'antan, n'ont jamais varié dans leur soutien à Israël, une partie de la génération venue au PS après avoir fait ses premières armes militantes dans la lutte contre la guerre d'Algérie a gardé quelque sympathie pour la cause arabe. Ceux-ci se retrouveront plutôt dans les rangs rocardiens, à l'exemple de Michel de la Proustière, aujourd'hui ambassadeur à Héli, qui fut le premier président de l'UNEF à prendre contact avec les étudiants du FLN, au plus fort de la guerre d'Algérie.

Mais aujourd'hui, si ces sensibilités demeurent, elles ne servent plus à marquer les différences, à essaimer les tendances, à déterminer les camps. Même les « nationalismes de gauche », modèle Herou ou Chevènement, se sont limités à l'épreuve du pouvoir et ne demeurent, pour l'instant, que des potentialités théoriques, pour le cas où l'un ou l'autre de ces dirigeants accéderait à la charge suprême (et, comme dirait Obélix, c'est pas demain la veille).

La mutation qui s'est opérée au sein du PS à l'occasion de l'exercice du pouvoir par la gauche n'a pas renforcé, bien au contraire, le prestige du secteur international au sein des organes dirigeants. Alors que, dans l'opposition, Lionel Jospin, qui assumait la charge lorsque François Mitterrand était premier secrétaire, avait donné un certain lustre à la fonction, ses successeurs — Véronique Neiertz, Jacques Hinzinger et Louis Le Pen — ont eu bien du mal à faire entendre la voix du parti dans ce domaine. Que pèse en effet l'état-major international de la rue de Solferino — cinq permanents et une vingtaine de bénévoles — face aux poids lourds que sont les conseillers élyséens et qui étaient, avant mars 1986, les membres des cabinets ministériels ?

« Il y a eu crise, mais il n'y a pas eu débat », nous confie encore Jacques Hinzinger en évoquant la démission, en 1983, de Jean-Pierre Cot du ministère de la coopération.

Si, traditionnellement, la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du parti commence, comme le conseil des ministres, par un exposé sur la politique internationale — présenté le plus souvent par Lionel Jospin, — celui-ci fait très rarement

étrangère est affaire de gouvernement et non pas de parti, le PS, comme les autres formations politiques, à l'exception du Parti communiste, ne délègue pas ses étoiles de première grandeur dans ce secteur, ce qui pose parfois certains pro-

blèmes dans les relations avec d'autres partis européens mieux structurés. De plus, lorsqu'un premier secrétaire comme Lionel Jospin fait montre d'un intérêt trop marqué pour ces questions et y consacre du temps, il lui est parfois reproché de négliger les choses jugées plus importantes par les militants.

Cette place modeste réservée par le PS à la politique extérieure, si elle

On sent néanmoins qu'une évolution est en cours et que la force des choses va contraindre, nolens volens,



A la tribune du congrès socialiste de Toulouse, en octobre 1985.

l'objet d'une discussion et on passe bien vite aux autres points de l'ordre du jour.

Une évolution est en cours

« Le poste de secrétaire aux relations internationales n'a jamais été dans le parti un enjeu de pouvoir », poursuit Jacques Hinzinger. Au dernier congrès, les rocardiens ont manifesté l'intention de l'occuper, et cela n'a pas créé de problème majeur. Fidèle reflet de la société française, pour laquelle la politique

les militants du parti à se pencher sur des questions dépassant les contingences hexagonales.

Le grand mouvement impulsé par Mikhail Gorbatchev remet en question les dogmes les plus ancrés. Sous le credo atlantiste et européen incarné par la politique extérieure mitterrandienne, que personne pour l'instant ne s'avise de contester, on perçoit des mouvements divers ; une écoute plus attentive des arguments développés par les partis socialistes nordiques sur le désarmement et la sécurité européenne, une remise en question, bien modeste, certes, mais significative, de la doctrine française de la dissuasion, dans le groupe des experts animé par Claude Allègre.

Prise de conscience

Mais le changement le plus notable dans l'attitude des socialistes vis-à-vis des problèmes internationaux est la prise de conscience par certains leaders de leur importance du fait de leur passage au pouvoir.

Un Pierre Mauroy, par exemple, multiplie aujourd'hui les voyages à l'étranger dans le cadre de ses fonctions de président de la Fédération mondiale des villes jumelées et a été fort tenté par la fonction de responsable international du parti, après avoir envisagé, un moment, de prendre la direction de la coordination des partis socialistes européens. Rocard, Fabius, Chevènement sont assis de la bouillotte qui caractérise les présidents et qui les oblige un jour ou l'autre à passer par Jérusalem. Mais cet intérêt ne semble pas faire tâche d'huile dans le parti.

Et pourtant, l'isolement du PS n'a aujourd'hui plus de vraie raison d'être. Un parti d'opposition se doit d'avoir une réflexion indépendante et originale dans ce domaine. Mais la « raison de parti » a du mal à émerger sous la raison d'Etat.

LUC ROSENZWEIG.

Entre le PS et le SPD, des contacts très limités...

La frontière du Rhin

BONN
de notre correspondant

On pourrait résumer les relations entre la gauche allemande et la gauche française à deux épisodes particulièrement douloureux de ces dernières années : le premier, ce furent les attaques brutales menées au moment culminant du terrorisme allemand contre un gouvernement social-démocrate accusé d'incarner l'image d'un pays répressif, où l'ordre doit prévaloir à tout prix. Le second, la profonde déception suscitée par un gouvernement socialiste français qui, en apportant son soutien au déploiement des euromissiles américains en RFA, a confirmé de

nombreux sociaux-démocrates dans l'idée qu'ils se faisaient d'une France militariste incapable de sortir de son hexagone.

Quarante ans après la fin de la guerre, les deux pays sont, et depuis longtemps, d'étranges partenaires économiques. La réconciliation tant célébrée entre la France et la RFA répond essentiellement à la raison d'Etat. « On s'est enfoncé dans le dogme de l'amitié franco-allemande en oubliant de se parler », note le député social-démocrate de Hambourg, Freimut Duve, en regrettant qu'il n'y ait pas davantage d'échanges entre les partis politiques.

Cette situation vaut pour le SPD et le PS, dont les préoccupations ont paru ces dernières années, s'éloigner les unes des autres. Les questions de désarmement, d'énergie nucléaire, d'environnement, qui monopolisent le débat politique au sein du SPD sont à peine abordées au sein du PS, où l'on observe avec méfiance les prises de position du parti frère. La modernisation industrielle, à laquelle les socialistes français ont consacré une grande attention ces dernières années, fait à l'inverse l'objet d'un profond réexamen critique d'une partie importante de la gauche allemande.

Renverser la vapeur

On peut s'étonner que, sur des questions aussi fondamentales, les responsables politiques socialistes des deux côtés n'aient pas jusqu'à ce jour vraiment pu échanger quelques idées. C'est pourtant un fait attesté par l'absence à peu près complète de contacts réguliers entre les deux partis.

Depuis que M. François Mitterrand est à l'Elysée, on s'est, à Paris, enfoncé dans l'idée facile que la discussion avec les Allemands de l'Ouest passerait forcément par le gouvernement de Bonn. Cela pose effectivement moins de problèmes, dans la mesure où les partis de l'actuelle

majorité libérale chrétienne-démocrate partagent à peu de chose près la méfiance des socialistes et des Français en général pour les inquiétudes de la gauche ouest-allemande. Cela permet également d'éviter d'avoir à se remettre soi-même en cause, en oubliant seulement que, si les contacts entre les deux pays se limitent à ceux des administrations, on risque fort un jour de se trouver devant des barrières infranchissables.

Sans chercher à rejeter la faute sur l'un ou l'autre parti, on estime à la direction du SPD qu'il est en tout cas temps de remédier à cet état de fait. On admet volontiers que les sociaux-démocrates ont longtemps laissé au seul Parti chrétien-démocrate l'apanage de l'idée européenne ; les gouvernements de coalition sociaux-démocrate/libéraux des années 70 étant tout entiers absorbés par l'ouverture à l'Est et la politique de détente.

Encore timidement, certains s'essayent à renverser la vapeur, non sans se heurter à l'incrédulité d'une bonne partie des militants. Des dirigeants comme Horst Ehmke, responsable de son groupe parlementaire pour la politique étrangère, ou M. Freimut Duve, chargé de la culture, estiment le moment venu de reprendre les choses en main. Il est question de créer une cellule chargée des relations avec la France, dont M. Duve prendrait la responsabilité. Le député de Hambourg, qui s'est depuis longtemps engagé pour l'environnement et le désarmement nucléaire, d'abord comme écrivain et directeur de collection puis comme député, connaît bien la France. Il a de nombreux amis parmi les dirigeants du PS, comme Jack Lang et Michel Rocard.

Le problème sera de trouver du côté français des gens intéressés. Personne ne se fait d'illusions à Bonn sur ces difficultés, tant les principaux dirigeants du PS paraissent obsédés par leurs querelles de chapelles en prévision de l'élection présidentielle de 1988.

HENRI de BRESSON.



Soweto : où sont passés les émeutes ?

Ce malheureux a été martyrisé par les vigiles, les collabos noirs qui matent leurs frères de couleur. Notre envoyée spéciale n'a pas hésité à rentrer dans les ghettos sud-Africains.

ACTUEL

Ça change de la télé.

ECONOMIE LIBERTÉ



La lettre de Pierre Bérégovoy

Abonnement annuel : 150 F. Soutien : 500 F. minimum. Règlement à l'ordre de « Economie et Liberté », BP 9 58003 Nevers Cedex.

Nom, Prénom

Adresse

Politique

Le voyage de M. Mitterrand en Franche-Comté

Laissez venir à moi les Français !

(Suite de la première page.)

Jamais, depuis 1981, M. Mitterrand n'avait été ainsi fêté, sans retenue, sans que lui soit adressé le plus petit reproche. Au mois de 1981 à 1983, le rappelait-on, au cours de ses déplacements en province, au respect de ses engagements. Il y avait, parfois, soupçon. Puis, à partir du plan de rigueur de mars 1983, la CGT mobilisa ses bataillons protestataires et à compter de juillet 1984 (sortie des ministres communistes du gouvernement) dépecha ses gros bras chargés, non seulement de jeter du muscle afin de chasser tout ce qui ressemblait à un militant socialiste, mais aussi de lancer pétards, montants de banderoles, légendes diverses et autres bécotements d'effluves de marque TUC.

A l'occasion, de 1981 à 1986, quelques tribulations d'opposition, voire plusieurs milliers de personnes comme à Angers, en 1984, au plus fort de la querelle scolaire, scandaient en chœur : « Mitterrand, fous le camp ! ».

Aujourd'hui, rien de tout cela. Les Français s'expriment en présence de la République tout désagrément. Pas un cri hostile, même pas une revendication collective de travailleurs inquiets pour leur avenir. Un incident seulement, vite apaisé, à Luxeuil (Haute-Saône). Sur la place de la mairie, une femme d'une quarantaine d'années, blouson rouge molletonné, saute les barrières et tente de déployer à l'envers, puis enfin à l'endroit, une banderole de fabrication artisanale : « Sans référence, je meurs ». On comprendra, un peu plus tard, que cette agricultrice a été privée de production laitière par le système des quotas. Deux gendarmes zélés la ceinturent et la refoulent, sans ménagement, derrière les barrières. M. Mitterrand, du haut du porche de l'hôtel de ville, observe la scène et exige sèchement : « Empêchez cela, Glavany ! ». M. Jean Glavany, chef de cabinet du président de la République s'écroule au pas de course, enlève prestement la dame à ses gardiens et la conduit jusqu'au chef de l'Etat. En larmes, la dame explique son cas et son drame : « On me nie, vous savez, on me nie... ». « Je vois bien à quel point vous êtes malheureuse », remarque M. Mitterrand ; vous vous adresserez à moi, maintenant. Bonne chance ! Je ne vous laisserai pas tomber. » « Le père de la nation », comme on dit à l'Elysée a rempli son office.

M. Mitterrand, « touché », « ému » par ces rassemblements de Français soudainement si gentils, si empressés à exiger de lui qu'il ne reprenne pour sept ans, s'est senti un peu « isolé des autres », « isolé », et alors que M. Chirac est en tournée antichiracienne, « presque éloigné des problèmes internationaux ». Il n'en reste pas moins, si l'on entend bien son discours, préoccupé par l'essentiel et le contingent, tous deux étroitement mêlés. Le chef de l'Etat a, de son côté, une vision plus vaste que l'on croyait. Il l'affirme hautement. Il n'est pas enfermé dans la case-

Le maire communiste de Montluçon privé de majorité et de budget

Pour la première fois depuis l'entrée en application des lois de décentralisation, une ville importante se retrouve sans budget. Le projet pour 1987 proposé par le maire communiste, M. Pierre Goldberg, n'a, en effet, pas été adopté par le conseil municipal de Montluçon (30 000 habitants) dans les délais réglementaires. Le préfet de l'Allier, M. Alfred Leroux, après avoir constaté que la municipalité ne lui a pas transmis sa copie budgétaire dans un délai de quinze jours, devrait désormais solliciter l'avis de la chambre régionale des comptes.

Après avoir fait l'objet de nombreuses heures de débats les 26 janvier et 2 mars derniers, se soldant chaque fois par le renvoi du texte en commission des finances, le budget n'a plus été inscrit à l'ordre du jour des travaux de la municipalité. Le maire a d'ailleurs adressé, ce week-end, une lettre à ses concitoyens expliquant en substance qu'il renonçait à convoquer le conseil municipal. Le maire est en effet privé de majorité au sein du conseil de quarante-trois membres élus en 1983.

Le groupe majoritaire était composé de vingt-trois communistes et d'un radical de gauche. Mais ce dernier a rallié le groupe des douze socialistes en 1985, et un élu du PC est décodé l'été dernier, remplacé par un socialiste (le suivant de la liste d'union de la gauche émise en 1983).

mate de la défense et de la politique extérieure. La garantie des grands principes de la République, c'est lui, en vertu du préambule et de l'article 2 de la Constitution (1) !

Cet article 2 est bien pratique, puisqu'il y est question de « liberté, égalité, fraternité » ainsi que de la République « sociale » (« laïque », aussi, mais c'est une autre affaire). La Constitution sous le bras et au fond de la tête son « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », M. Mitterrand peut à l'aise parcourir les provinces et proclamer là où il passe que ce qui l'intéresse, c'est-à-dire tout, est bien. Il en va ainsi de la Sécurité sociale, conquise de la Résistance imposée à la Libération sous le gouvernement du général de Gaulle et à laquelle il convient de ne point toucher. Il en va de même du chômage, cette « gangrène », dont il ne faut pas croire qu'il est une « fatalité ». Du revenu national, qu'il est nécessaire de « partager ». Des immigrés (première, deuxième, cinquième génération, « Polonais du Nord, Portugais ou Espagnols de l'Aquitaine... »), des personnes âgées, des étudiants. Tout le monde, quoi ! « Nul n'est de trop. Nul ne sera de trop. Nul n'est exclu », dit-il. Laissez venir à moi les Français !

Il y viendront, et cela plaît à celui qui fut si mal aimé. Sans doute M. Mitterrand a-t-il si bien réussi à accorder l'idée qu'il n'est pour rien dans les aspects impopulaires de la politique du gouvernement que nul ne songe plus à lui faire reproche de quoi que ce soit.

Préoccupé par le contingent ? Certainement. M. Raymond Barre l'inquiète, qui grimpait sans vergogne dans les sondages, à mesure que M. Chirac perd du terrain. Il ne serait pas de bonne politique d'enfoncer plus que nécessaire un gouvernement dont le chef devra rivaliser, dans son propre camp, avec M. Barre en 1988. M. Mitterrand fait entendre sa différence, exprime ici ou là une mise en garde, mais ne manque pas une occasion de saluer les « hommes gens » de l'équipe Chirac. Le chômage, depuis mars 1986, « c'est pire », qu'avant, mais qui dispose d'une solution miracle ? La Sécurité sociale n'a pas atteint le fond de l'abîme, contrairement à ce que laisse entendre M. Séguin, mais le gouvernement ne songe certainement pas à la remettre en cause. Et le reste à l'avenant.

Des Etats-Unis d'Amérique, M. Chirac nous signale que « la campagne est en fleurs ». En France aussi.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) L'article 2 de la Constitution est ainsi rédigé :

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. »

« L'hymne national est la « Marseillaise ».

« La devise de la République est : Liberté, égalité, fraternité ».

« Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

A l'initiative du PR

Une nouvelle proposition de loi sur le financement des partis

M. Philippe Vasseur, député du Pas-de-Calais, déposera dans les prochains jours de la session parlementaire qui commence le jeudi 2 avril, au nom du Parti républicain, une proposition de loi « relative à la transparence et à la moralisation du financement de la vie politique en France ».

Cette proposition prévoit que les partis et groupements politiques, « constitués conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 relative aux associations », peuvent recevoir de l'Etat une subvention annuelle. Deux conditions : ils devront se soumettre annuellement à un contrôle de la Cour des comptes et à une « limite aux opérations d'ordre comptable et financier », et il leur faudra rassembler « au moins trente parlementaires » ou avoir obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du territoire national aux élections au Parlement européen ou à l'Assemblée nationale.

Cette subvention annuelle (fixée par la loi de finances) serait répartie par moitié proportionnellement au nombre des parlementaires inscrits à chacun de ces partis et pour moitié proportionnellement au nombre de voix obtenues lors de l'un ou l'autre de ces deux scrutins nationaux.

La proposition prévoit encore un système de financement public des dépenses électorales soumis, lui aussi, à des critères de représentativité (plus sévères pour les scrutins locaux). Le montant minimum de cette contribution serait de 10 centimes par électeur inscrit pour l'élection présidentielle, au Parlement européen et pour les élections régionales ; de 50 centimes par électeur

pour les élections cantonales et départementales, et de 1 franc par électeur pour les élections législatives.

Pour bénéficier de ces dispositions, les candidats ou listes de candidats, ne peuvent, précise la proposition de loi, dépasser un plafond de dépenses (le triple de la subvention de l'Etat) pour leurs campagnes électorales.

Des sanctions allant du remboursement des sommes allouées à des peines de prison sont prévues en cas de violation des obligations édictées par le texte.

La proposition de loi du PR prévoit enfin que les dépenses découlant de cette proposition de loi seraient financées par une taxe forfaitaire (« participation civique ») versée par « tout contribuable acquittant l'impôt sur le revenu ». Les dons, par des personnes physiques ou morales, à des partis, seraient limités. La législation sur les déclarations prévues par le code général des impôts leur serait applicable.

« Curieusement », observe l'exposé des motifs de la proposition de loi du PR, aucun des textes de même nature déposés auparavant n'a été examiné par le Parlement, pas plus les diverses propositions que le projet de loi déposé en 1979 par M. Raymond Barre, alors premier ministre. « On peut imaginer, a affirmé, le mardi 31 mars, M. Vasseur en présentant sa proposition de loi, une démarche commune des ministres PR » pour assurer à ce dernier texte un sort plus heureux.

M. K.

Le « cancer qui ronge » le Parti socialiste selon M. Thierry Pfister

Le numéro de janvier-février de la Revue politique et parlementaire (1) publie un dossier de six articles sur le thème « La gauche veut-elle encore changer la société ? ». Ce débat est précédé d'une introduction de M. Thierry Pfister, l'un des conseillers politiques de M. Pierre Mauroy, introduction consacrée au PS.

M. Pfister affirme notamment : « Le PS se pense toujours, plus ou moins confusément, en situation de gouverner. Le débat au sein du bureau exécutif et du comité directeur du PS s'est, un temps, polarisé sur le point de savoir si les socialistes avaient les deux pieds dans l'opposition, comme l'affirmait notamment Pierre Mauroy, ou si seule comme le suggère Lionel Jospin, à donner ainsi d'un pied sur l'autre, le PS s'est très vite mis à ressembler à ces fameux choristes d'opéra qui scandent « marchons, marchons » en plénitude sur place. La vague de protestation de la jeunesse scolaire puis les conflits

sociaux dans le secteur public se sont développés sans lui, même s'il leur a, parfois, servi de caisse de résonance. Certes, dans ses contributions de congrès, le PS s'est attaché à réintégrer ces mouvements dans sa démarche. Ces explications a posteriori ne sont de nature qu'à convaincre ceux qui le veulent bien ».

Après avoir remarqué que « l'après de la compétition » au sein de la droite et de l'extrême-droite peut permettre « à un socialiste de se frayer le passage même dans un pays demeurant majoritairement à droite », M. Pfister conclut : « Seulement, dans cette perspective, à quel point bien servir le Parti socialiste ? La question mérite d'être posée car, qu'il s'agisse de François Mitterrand ou de Michel Rocard, les deux principaux présidents du PS donnent souvent l'impression d'être davantage embarrassés par leurs positions qu'autre chose. Ni l'un ni l'autre n'attend d'elle un projet



La vérité sur la femme corrézienne

La femme corrézienne, selon M. Jacques Chirac, a une qualité essentielle : elle « ne parle pas » à table. Un exemple à méditer ?

Le mercredi 25 mars, à l'heure de vérité, il a répondu à la question d'un téléspectateur qui lui demandait s'il était toujours d'accord avec la définition d'avant qu'il avait émise en 1978 : « La femme idéale, c'est la femme de Chirac, dure à la tâche, qui ne parle pas et qui sort debout les hommes à table ». M. Chirac s'était renversé en arrière dans son fauteuil, extasié par pareille impudence. « J'ai trop de respect pour les femmes corréziennes, qui ont été décrites de façon admirable, notamment par Mitterrand pendant la guerre et la Résistance, pour que j'aie jamais tenu un propos de cette nature », avait-il dit.

M. Chirac l'aurait bien tenu, si l'on en croit Catherine Ney, qui a rapporté ces propos dans le premier numéro de F. Magazine en janvier 1978. M. Chirac, alors elle, était exactement débarrassé.

Pour moi, la femme idéale, c'est la femme corrézienne, celle de l'ancien temps, dure à la tâche, qui sort les hommes à table, ne s'assied jamais avec eux et ne parle pas. Catherine Ney ajoutait un commentaire de son cru : « Pour séduire d'embellie Jacques Chirac, mieux vaut savoir résister une chanceuse et risquer le rôle de votre rivale que lire Confucius dans la cuisine, diriger une pièce ou alexandrin ou diriger une entreprise ».

Un catéchisme avec M. Bruno Mégret

M. Le Pen espère obtenir de M. Barre et de M. Chirac un accord de désistement mutuel

A la veille du rassemblement organisé le jeudi 2 avril au Zénith, porte de Pantin à Paris, par le Front national, pour réclamer l'application d'un code de la nationalité, le directeur de la campagne présidentielle de M. Jean-Marie Le Pen a tenu un catéchisme à l'usage de ses électeurs.

« A un an de l'élection présidentielle, quel slogan pourrait, selon vous, résumer le mieux la démarche de candidat Jean-Marie Le Pen ? »

« L'idée la plus simple », Jean-Marie Le Pen a répondu, « est : s'en sortir. La classe politique actuelle est incapable de faire face aux grands défis qui conditionnent l'avenir de notre pays. Le redressement de la France ne viendra pas maintenant que d'un coupant peut permettre au peuple de reprendre le pouvoir, un grand mouvement de droite de conviction. Car aujourd'hui le peuple français, dans ses aspirations profondes, s'oriente à droite alors que la classe politique dérive vers le centre, ce « triangle des Bermudes » où l'on disparaît quand on l'attire. Cela nous persuade qu'une large fenêtre s'ouvre désormais devant nous ».

« Quel horizon imaginez-vous dessiner au travers de cette fenêtre ? »

« Jean-Marie Le Pen ne s'engage pas dans cette campagne pour dépeindre le monde tel qu'il est, mais pour dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Il sera, dans cette bataille, celui qui fera ce que les autres candidats n'ont pas fait. En réalité, c'est le premier combat que nous allons mener pour le pouvoir. L'élection présidentielle est très ouverte. Pour la première fois, une opportunité de gagner s'offre à nous. Jean-Marie Le Pen dispose aujourd'hui d'un électoral potentiel estimé à 30 %. C'est un atout que les autres candidats n'ont pas. Et déjà cette dynamique se met en place, comme l'ont montré les résultats des élections régionales en Haute-Corse ».

« Quelle stratégie allez-vous déployer pour entretenir cette dynamique ? »

« Toute notre stratégie sera de convaincre ces 30 % de Français que Jean-Marie Le Pen répond à leurs aspirations et qu'il peut les mettre en œuvre. Il est particulièrement bien placé pour combattre le candidat de la gauche au second tour, car il est le seul à proposer une véritable rupture avec le socialisme ».

« La manifestation du Zénith, le jeudi 2 avril, ne sera pas une simple manifestation de protestation mais celle d'une volonté partagée avec les Français traduite par notre détermination à nous affirmer comme un parti de gouvernement. Parallèlement, nous allons faire en sorte que ce qui reste de l'image pénalisante et caricaturale de Jean-Marie Le Pen disparaisse. Cette campagne va démontrer ses capacités d'homme d'Etat ».

« Dans l'hypothèse où M. Le Pen ne pourrait être présent

au second tour, quel candidat adopteriez-vous comme M. Chirac ou M. Barre ? »

« Les deux hommes sont différents. Il n'est ni le même personnage, ni le même profil politique, ni la même attitude à notre égard. Pour autant, nous savons que c'est la classe politique qui gère notre pays depuis plusieurs décennies et qu'elle est collectivement responsable de la situation actuelle. M. Chirac et Barre ont tous deux une démarche identique que nous condamnons, celle du Yalta politique : se préoccuper uniquement des questions économiques en abandonnant à la gauche tous les problèmes de société. Il n'y a de salut ni par l'un ni par l'autre ».

« Il semble néanmoins que Jean-Marie Le Pen ait plutôt apprécié M. Barre ».

« On a dit en effet que nous avions une certaine préférence pour lui. Ce n'est pas vrai. M. Barre n'a-t-il pas été le premier ministre du socialisme avant M. Chirac ? L'Etat n'est-il pas le premier ministre du socialisme ? C'est la classe politique qui gère notre pays depuis plusieurs décennies et qu'elle est collectivement responsable de la situation actuelle. M. Chirac et Barre ont tous deux une démarche identique que nous condamnons, celle du Yalta politique : se préoccuper uniquement des questions économiques en abandonnant à la gauche tous les problèmes de société. Il n'y a de salut ni par l'un ni par l'autre ».

« Si Jean-Marie Le Pen n'est pas au second tour, il y a un risque qu'une part non négligeable de notre électoral se reporte sur ses voix sur M. Barre ou M. Chirac. Cela se produira si les électeurs ont le sentiment qu'ils vont être trahis et que l'on prendra leurs voix pour combiner la politique du compromis avec les socialistes. Si M. Chirac ou M. Barre veulent un bon report de voix, ils auront à faire la démonstration éclatante qu'ils sont prêts à prendre en compte, dans leur politique, dans leur majorité, un gouvernement et un Parlement, les préoccupations de nos électeurs. La balle est dans leur camp ».

« N'est-ce pas paradoxal de voir, malgré toutes ces prévisions, M. Le Pen proposer à M. Barre et à M. Chirac un accord de désistement ? »

« Jean-Marie Le Pen a en effet affirmé qu'il l'est », dit-il, « prêt, au deuxième tour, à se désister pour M. Chirac ou pour M. Barre, si réciproquement l'un et l'autre disent clairement qu'ils sont prêts à se désister pour lui. Là encore, nous attendons la réponse. Ce simple accord de désistement mutuel est souhaitable et montre la bonne volonté de Jean-Marie Le Pen ».

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

1520

501 150

... Le Monde • Jeudi 2 avril 1987 11

La surprise de Victor à [REDACTED] pour lui gâcher son Sicob: le VPC3/286 à 24990 F*



On ne peut pas vraiment dire que les choses s'arrangent pour [REDACTED]. Voici le temps du Sicob et c'est le moment que Victor choisit pour présenter son VPC3/286.

Il s'agit d'un nouveau micro construit autour du microprocesseur 80286** avec

512 Ko RAM et qui utilise le système d'exploitation MS-DOS** 3.2. Ce qui est déjà bien. Mais, et c'est ça la désagréable surprise pour [REDACTED], il offre, en standard et complètement intégrée à l'unité centrale, une interface pour disque de sauvegarde enfichable "ADD-PAK" de 30 Mo, ce qui est un concept nouveau, origi-

nal et qui simplifie énormément son utilisation.

Et tout cela pour 24990 F*: [REDACTED] n'en revient pas, on le comprend... J'oubliais : si vous n'avez pas le temps d'aller voir le VPC3/286 au Sicob, les 650 revendeurs agréés Victor se feront un plaisir de vous le montrer.



* Prix public hors taxes conseillé. ** Marques déposées.

VICTOR

Comme [REDACTED] moins cher qu'[REDACTED]

Victor Technologies - BP 200 - 92502 Roissy-Mainville Cedex.
Tél.: (1) 47.52.22.22.

Nom: _____
Société: _____
Adresse: _____
Ville: _____ Code postal: _____
Application: _____ Tél.: _____

LM 192/8

Politique

A Marseille

M. Michel Pezet
se démarque davantage du maireMARSEILLE
de notre correspondant régional

Après avoir voté le budget primitif de la ville pour 1987 - qui fait apparaître une augmentation de la pression fiscale de 6,86 % - les seize élus « pezetistes » du conseil municipal de Marseille ont annoncé leur intention de remettre leurs délégations entre les mains du maire, M. Robert Vigoroux.

Cette décision, qui fait suite à de vives discussions au sein du groupe socialiste (le Monde du 25 mars), a pour effet d'affaiblir considérablement la position du maire de Marseille. M. Pezet a justifié son initiative en invoquant « la prépondérance du pouvoir technocratique à la mairie par rapport au pouvoir des élus », tout en appelant à « une large rassemblement pour Marseille ».

Ce faisant, l'homme fort de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a peut-être échoué dans sa première tentative pour recréer un rapport de forces favorable à la mairie. La discussion du budget de la ville, le lundi 30 mars (le Monde du 1^{er} avril) était, pour lui, l'occasion de concrétiser sa supériorité

politique au sein du PS, afin de se mettre sur orbite, avec des chances accrues pour les élections de 1989.

Or M. Pezet n'a pu renverser la majorité favorable aux « defferristes » au sein du groupe socialiste du conseil municipal. Il n'a pu, non plus, s'assurer la collaboration du PC pour recomposer une majorité municipale. A l'intérieur du groupe socialiste, vingt élus contre seize restent fidèles à M. Vigoroux.

Dans ces conditions, pour M. Pezet, la seule et dernière porte de sortie était de se démarquer ostensiblement de la gestion de la municipalité Vigoroux. Ce qu'il a fait en annonçant que ses amis se démettaient de leurs délégations, sans renoncer à leurs quatre postes d'adjoints.

A une guerre éclair déclenchée dans la foulée du congrès départemental du PS, le député des Bouches-du-Rhône pourrait désormais faire reculer une guerre de tranchées avec le conseil des quatre élus du MRG et des sept membres du Groupe d'action municipale, économique et sociale (GAMES) qui se sont rangés à ses côtés.

GUY PORTE.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Tjibaou reçu par M. Barre

M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, a été reçu, le mardi 31 mars, par M. Raymond Barre, avec lequel il s'est entretenu pendant près d'une heure de la situation en Nouvelle-Calédonie.

Cette nouvelle entrevue - M. Tjibaou avait déjà rencontré le député de Lyon le 17 novembre - s'inscrit dans une « démarche d'information et de contacts » qui est celle de M. Barre sur ce sujet, indiquant dans son entourage, en précisant que l'ancien premier ministre recevra prochainement MM. Jacques Laffont et Dirk Uchiré, respectivement député et sénateur RPR du territoire.

L'ancien premier ministre a affirmé à plusieurs reprises que l'affaire calédonienne ne pourrait se résoudre que par le dialogue entre les différentes ethnies. Cette politique de dialogue, M. Barre l'applique avant tout à lui-même, et il tient à réaffirmer auprès des personnalités représentatives des différentes tendances politiques en Nouvelle-Calédonie, ajoutant ses amis.

De sources indépendantes, on précise que la délégation du Front de libération nationale (FLN) socialiste actuellement à Paris s'est entretenu ces derniers jours avec deux dirigeants centristes, MM. Bernard Stasi et Jacques Barrot - qui avaient récemment affirmé leur « vigilance » sur la question calédonienne - ainsi qu'avec des parlementaires communistes et socialistes, dont MM. Pierre Joxe et Michel Rocard. M. Tjibaou a également été reçu par M. Amadou Mahor M'bow, directeur général de FUNESCO.

D'autre part, une délégation du Rassemblement pour la Calédonie

dans la République, conduite par MM. Laffont et Uchiré, doit engager, à partir de la semaine prochaine, à Paris, une série de contacts avec des personnalités politiques, notamment MM. Pierre Joxe, Jacques Chaban-Delmas et Jacques Toubon, a-t-on appris de sources RPR. Un entretien est également prévu le 9 avril avec le premier ministre, M. Jacques Chirac, la veille de la réception des dirigeants du RPR à l'Elysée.

● Un Médanien blessé par un coup de feu. - Un Médanien âgé de vingt-huit ans, M. Charles Marin-Dour, a été blessé par un coup de feu dans la nuit du mardi 31 mars au mercredi 1^{er} avril sur le côté est de la Grande-Terre, à proximité de la gare maritime, mercredi, à Nouméa. Cet incident pourrait avoir une connotation politique. M. Marin-Dour étant connu pour ses sympathies anti-indépendantistes. Atteint à la poitrine par une décharge de petite puissance, il a été évacué sur le centre hospitalier de Nouméa ; ses jours ne sont pas en danger. Les quatre Médanais auteurs de l'agression sont activement recherchés. Des renforts de gendarmes ont été envoyés dans la région de Moné, près de Poni-houan où s'est produit l'incident.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'auteur du coup de feu, un militant indépendantiste, souhaitait détruire par le feu, avec ses complices, du matériel de terrassement que surveillait la victime. Par ailleurs, deux engins de terrassement ont été incendiés, tôt mercredi matin, dans la tribu de Pô, non loin de Moné. - (AFP.)

EN BREF

● M. Longuet en Guadeloupe. - Au cours d'une visite d'une journée en Guadeloupe, M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat chargé des postes et télécommunications, a annoncé, le lundi 30 mars, une baisse des tarifs des communications téléphoniques, à partir du 1^{er} novembre prochain, dans les départements d'outre-mer par rapport à la France métropolitaine. Celle-ci résultera de l'application de taux différentiels de TVA dans les DOM-TOM par rapport à la France métropolitaine. Ainsi, avec un taux local de TVA de 7,5 %, contre 17,6 % dans l'Hexagone, la taxation téléphonique aux Antilles devrait être d'environ 10 % inférieure à celle de la métropole. Pour ce qui concerne le minitel, la secrétaire d'Etat a annoncé que la « zone rubis » serait, au cours de l'année 1987, étendue à la Guadeloupe, permettant une modulation toutes les cent vingt secondes, une consultation de l'annuaire téléphonique pour 21,90 francs de l'heure, « Des versions spécifiques pour les départements français d'Amérique », a ajouté la secrétaire d'Etat aux PTT seront mises en place d'ici à la fin 1987 pour le service télécom. » (Corresp.)

● L'anniversaire de la mort de Georges Pompidou. - Le troisième anniversaire de la mort de Georges Pompidou, survenue le 2 avril 1974, sera célébré, comme chaque année, par une messe dite en l'église Saint-Louis-en-l'île, vendredi 3 avril, à 9 heures, à l'initiative de ses anciens collaborateurs et en présence de M^{me} Claude Pompidou.

● MARTINIQUE : six semaines de grève du bâtiment. - Aucune solution n'est en vue dans la grève du bâtiment commencée en Martinique le 18 février contre le travail clandestin et contre les licenciements de travailleurs anciens. Sur le premier point, les grévistes ont obtenu que des contrôles plus stricts soient effectués. Sur le second point, la revendication d'une indemnité de licenciement portée à un demi-mois de salaire par année d'ancienneté, est repoussée par les employeurs. Ceux-ci se déclarent prêts à verser seulement 40 % d'un mois de salaire en réservant cet avantage aux ouvriers âgés de plus de quarante-cinq ans et comptant quinze années d'ancienneté. Le syndicat CGT Martinique, instigateur du mouvement, a lancé pour le jeudi 2 avril un ordre de grève d'avertissement dans tous les secteurs. Les sections du commerce, des PTT, de l'enseignement, des garages, de la santé, de la métallurgie, du port, de l'usine à sucre et de la cimenterie ont répondu cet ordre et préparé une manifestation. (Corresp.)

● RECTIFICATIF. - Un erreur s'est glissée dans le compte rendu de l'élection cantonale partielle de Cergy-Sud (Val-d'Oise). Au deuxième tour du scrutin de 1985, c'est Jean Gillon (PS) qui avait battu M. Chausson (RPR) de 19 suffrages, et non l'inverse, comme nous l'avions écrit dans nos éditions du 31 mars.

Communication

La compétition autour de TF1

La privatisation de TF1 est entrée dans sa phase finale. Pour l'unique répétition générale avant les auditions publiques du vendredi 3 avril, les trois exécutifs de la commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) ont procédé mardi à un premier interrogatoire, « sur », « haïssant », « ravissant », « perfide », de l'avis même des deux candidats.

Préférant abandonner un instant les débats juridiques les opposant aux « sages », M. Francis Bouygues et ses associés ont mis l'accent sur ce qu'ils estiment être le point fort de leur dossier : la dynamisation de la création audiovisuelle. Ils envisagent en effet de doubler le nombre des chaînes à l'écran, sans déstabiliser

leur les comptes de la chaîne. Leurs tentatives secrètes ? La généralisation du système d'appel d'offres et la multiplication des coproductions. Un message dont on estimait mardi soir, dans l'entourage de M. Bouygues, qu'il était passé, bien que les critiques d'une éventuelle partialité du jury - « un peu naïf » - n'aient pas été totalement démenties. D'autres messages, il est vrai, ont été plus subtils, la CNCL ayant, par exemple, demandé l'expansion de la première chaîne autour des projets de coproductions amorcés avec la SEPT, la Société d'édition de programmes de télévision.

Hachette, de son côté, a été longuement contrainte d'expliquer ses intentions en matière publicitaire. Les « sages » avaient sou-

haité que le temps maximum fixé par les pouvoirs publics pour la publicité (neuf minutes en moyenne, quinze pour une heure donnée) soit abaissé dans le cahier des charges de la chaîne. Ils semblaient déterminés à obtenir des candidats respectant ce qu'ils n'ont pu obtenir du gouvernement. Contrairement à M. Bouygues, le groupe présidé par M. Lagardère n'a pris aucun engagement dans ce sens. Il estime qu'un bon sens logique libère le marché doit dans ce domaine s'autoréguler.

Enfin, le débat portant sur les problèmes de concentration n'a pas été étudié, non plus que - à la demande de M. Pierre Huet - celui portant sur les fonds propres dont dispose Hachette pour se lancer dans son projet.

Bouygues tente de séduire la SET-Press

Dans leur lutte « au combat » pour la reprise de la Une, les deux candidats ont cherché et noué des alliances avec la presse. Hachette a principalement conclu avec deux groupements de journaux : l'Union nationale de la communication et des libertés (UNCL) et SET-Press (1).

Le groupe Bouygues a passé des accords avec le Point, le Quotidien du Médan, l'Expansion, les Editions mondiales et Marie-Claire.

Ce partage semble pourtant remis en question par une « petite phrase » du dossier défendu par M. Francis Bouygues devant la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). « Conscient de la nécessité de faire participer le plus largement possible à la vie de la chaîne la presse quotidienne, les magazines, précise le document, le groupe a signé un engagement de partenariat associatif, non capitaliste, avec SET-Press. »

Cette affirmation du groupe Bouygues a pourtant été démentie devant la CNCL par le président de la SET-Press, M. Bernard Porte qui, tout en reconnaissant avoir reçu une offre « unilatérale », a déclaré n'avoir « rien signé ». Il a en outre précisé que la SET-Press s'était engagée « définitivement » et « irrévocablement » avec Hachette.

L'offre de la SET-Press au monde du secteur bâtiment-travaux publics avait été faite par lettre. Elle accordait à la SET-Press des avantages équivalents à ceux négociés au départ avec Hachette : un représentant au conseil d'administration ; un poste à la direction générale, au comité des programmes et à celui de la commercialisation, etc. Et cela sans aucune contre-partie financière et sans participation au capital comme cela est le cas pour son concurrent.

La proposition est tentante et a suscité un certain trouble au sein de la SET-Press. M. Bernard Porte, qui doit prochainement céder sa présidence à M. Jean-Louis Frérot, directeur général de la Voix du Nord, n'écrit nullement, en effet, que certains titres aujourd'hui regroupés aux côtés d'Hachette « se déterminent en fonction de cette offre » si la Une allait à l'attribuer à M. Francis Bouygues.

P.-A. G.

(1) La SET-Press regroupe des éditeurs nationaux comme Bayard-Press (la Croix, le Pèlerin, etc.), le groupe Média et des quotidiens régionaux comme le Progrès de la Côte d'Or, le Nord, les Dernières Nouvelles d'Alsace, etc. Paricommunications regroupe le Monde, Ouest-France, Sud-Ouest, Sud-Est, le Montagne et la Nouvelle République du Centre-Ouest.

Des producteurs satisfaits d'Hachette

L'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA) a reçu du groupe Hachette une lettre l'assurant que cette dernière faisait de la production de fiction « la priorité absolue de son action » dans le cadre de la reprise de TF1. Hachette s'engageait à « dépasser largement les contraintes réglementaires » en la matière.

Cette déclaration, indique l'USPA, est « tout à fait rassurante » et « est assortie d'objectifs satisfaisants » : « des heures, en volume financier et par rapport au chiffre d'affaires avec une progression constante du volume horaire et des investissements pour 1988 et 1989. » Il en est de même, précise la lettre, sur le plan de la production de films d'animation, « de fillette des démarches des deux concurrents ».

Préavis de grève à Antenne 2

La fronde d'une rédaction

Antenne 2 sera-t-elle en grève le 6 avril prochain ? La CFTD, la CGT et le Syndicat national des journalistes de la chaîne ont déposé, mardi 31 mars, un préavis de grève devant le conseil d'administration. Les trois syndicats ont demandé que la chaîne cesse de participer au mouvement de la rédaction. Malgré l'expansion des militants du RPR et l'irritation de certains membres du gouvernement, on a reporté sur le terrain, Claude Sérillon, ministre de la République et de la culture, qui a fait le public d'une attention qu'il ne lui avait jamais accordée.

« Alors, de quoi diable, se plaignent-ils ? »

De tout justement. « Ils » - les journalistes se plaignent d'une « dégradation prévisible » des rapports sociaux et humains entre eux et la direction. « Ils » s'insurgent de « l'acharnement mis à causer une machine qui tourne bien, à court-circuiter sa propre hiérarchie et à refuser le dialogue avec l'ensemble du personnel et ses représentants ».

« Ils » - ces chômeurs, s'insurgent contre la disparition « gravissime » d'un principe d'indépendance de l'information dans le projet de cahier des charges de la chaîne. Un télégramme d'ailleurs été envoyé au président de la République par le ministre de la culture et de la communication afin de les « interpeller solennellement » à ce sujet.

Ref : « ils » sont mal à l'aise. Ils, « ils » sont malheureux. « C'est du sabotage, dit l'un d'eux. Et un travail de sape. Voilà sur le point d'être causé une redaction télévisuelle qui, pourtant, paraissait la mieux organisée ». Encore les journalistes, qui rivalisent d'anecdotes, ont-ils du mal à expliquer ce à fonder leur appréhension. Tout ici, on presque procède d'un régime de soupçon.

Il y a les problèmes de type structurel. La décision d'Elie Vannier, le nouveau directeur de l'information, de créer un pool de reporters indépendants des services est toujours mal acceptée. Il s'agit, disent les journalistes, de recentraliser, afin de mieux contrôler, de court-circuiter

les services en les desservant de certains dossiers, confiés alors à des reporters dépendant directement de la direction.

L'affaire des pigistes a ravivé cette insécurité. Devant la commission paritaire et le comité d'entreprise, la direction a refusé d'intégrer la dizaine de pigistes réguliers qui travaillent depuis plusieurs mois dans la chaîne. Dans le même temps, elle confierait le recrutement de quelques collaborateurs extérieurs à la chaîne.

Il y a également des problèmes quotidiens sur la couverture et le traitement des événements. L'attribution de la Cinq à Robert Hersant méritait-elle un commentaire politique ? Non, disait Elie Vannier, laissez cela aux experts politiques qui vont réagir. Oui, a tranché la rédaction. Le PDG de Radio-France devait-il être l'invité du journal de 20 heures pour présenter son projet de radio d'informations non-stop ? Oui, disait le directeur, qui était même convenu de la chose avec M. Roland Paturel. Non, a tranché la rédaction. Le sujet ne le méritait pas. OK pour un reportage, qui n'a jamais été diffusé, le journaliste s'estimant victime de pressions.

Les exemples sont multiples et la tension grandit. Aucun des journalistes présents à l'assemblée générale delmudi ne s'est opposé au vote de la grève. Une grève décidée auparavant chez les techniciens et qui concerne aujourd'hui les différentes catégories de personnel.

Ce type d'initiative s'affaiblissent rare à Antenne 2 pour que la menace pèse de tout son poids. Chacun connaît l'enjeu et les risques - en termes d'images, d'audience, de publicité - d'un tel processus. Chacun sait également combien l'ouverture d'une crise grave dans la chaîne handicaperait durablement l'avenir de service public face à trois chaînes privées. « Que Berlusconi s'amuse à déboucher les clés ou six stars sur lesquelles repose la chaîne, observe un journaliste, à Antenne 2 la fièvre s'effondre, tuée de l'intérieur. »

ANNICK COLEMAN.

Les propositions de la SEPT pour le « mieux-disant culturel »

La Société d'édition de programmes de télévision (SEPT) publique et TF1 privatisée vont-elles faire cause commune et se lancer de concert dans la bataille des chaînes par satellite ? Lundi 30 mars, la chaîne culturelle a fait à chacun des candidats à la Une une double proposition. Acceptez-vous de consacrer 30 millions de francs à des coproductions ? Etes-vous prêts à négocier avec nous l'exploitation en commun d'une télévision par satellite ? Sur ces deux points, Bouygues et Hachette ont répondu par l'affirmative... sous réserve bien sûr que la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) leur attribue la chaîne.

L'emprisonnement des candidats s'explique aisément. Pour l'importer, il doit d'une part rencherir sur le « mieux-disant culturel » cher à M. Léotard. D'autre part, il doit solliciter pour participer au financement de la société de commercialisation du système satellite TDF 1-TDF 2 et à l'exploitation d'un canal. En acceptant de collaborer avec la SEPT, il fait d'une pierre deux coups. Et se donne les gants de tirer d'affaire un projet gouvernemental à l'avenir incertain.

A l'origine, la SEPT devait être une chaîne culturelle et européenne. Faute de moyens suffisants, elle n'est aujourd'hui qu'un éditeur de programmes audiovisuels. Très important sur le marché certes (la SEPT est, par le nombre, le premier coproducteur public de films), mais sans réseau de diffusion. Les responsables de la SEPT ont provisoirement contourné l'obstacle en s'associant à la diffusion en FR 3 de six journaux spéciaux dont ils viennent d'obtenir la reprise sur TV 5, la chaîne francophone par satellite.

PIERRE-ANGEL GAY.

Grande-Bretagne

Hachette et M. Murdoch lancent « Sky »

Le groupe Hachette et le groupe de M. Rupert Murdoch, News Corporation, vont lancer le 23 avril, en Grande-Bretagne, un nouveau magazine destiné aux quinze-vingt ans. Sky, bimensuel de langues anglaise, sera tiré à 250 000 exemplaires et vendra environ 6,50 francs. Après une période de tests, il pourrait ensuite être diffusé en Allemagne de l'Ouest et aux Pays-Bas. Ces pays rejoindraient en effet la chaîne européenne par satellite de M. Rupert Murdoch, Sky Channel, ce qui permettrait aux deux médias de bénéficier de synergies.

Le groupe Hachette et le groupe de M. Murdoch ont investi dans Sky à hauteur de 50 % chacun. La même alliance a déjà donné naissance à la version américaine de l'hebdomadaire Elle. Publiée en octobre 1985, l'édition américaine de Elle est aujourd'hui diffusée à 700 000 exemplaires et talonne les deux leaders des magazines haut de gamme d'outre-atlantique, Vogue (1,2 million d'exemplaires) et Harper's Bazaar (725 000). Ce succès avait convaincu Hachette de lancer, l'automne dernier, une version anglaise et une espagnole de Elle.

Y.-M. L.

● M. Robert Hersant et le Soir de Bruxelles : vers un jugement au fond. - La participation exacte que pourna obtenir M. Robert Hersant dans la société éditrice du quotidien bruxellois le Soir - 24 % ou 42 % - ne sera pas connue avant plusieurs mois, voire un an. Le tribunal de commerce de Bruxelles a en effet décidé, le 31 mars, que la validité du rachat d'une partie des actions du Soir (18 %) par les actionnaires majoritaires (opposés à M. Hersant) devait être décidée par un jugement au fond. En attendant, le tribunal a demandé de préciser dans les registres de la société éditrice que ce rachat est suspendu.

سكاي

Après l'accord franco-américain sur la lutte contre le SIDA

Un partage équitable

Dans un communiqué publié dans la soirée du 31 mars, l'Institut Pasteur s'est félicité de l'accord qu'il venait de conclure avec le département américain de la santé et qui avait été annoncé peu avant par le président Ronald Reagan. Estimant que cet accord « va donner un nouvel élan à la coopération scientifique franco-américaine », l'Institut Pasteur rappelle qu'il prévoit « la reconnaissance des deux brevets déposés par Luc Montagnier et ses collaborateurs, en décembre 1983, et Robert Gallo (National Institute of Health) et ses collaborateurs en avril 1984, dans la mesure où l'Office des brevets américains, qui ont été déposés ces deux brevets, acceptera que l'ensemble des noms des inventeurs de chaque brevet soit porté sur les deux brevets ».

L'Institut Pasteur maintiendra d'ailleurs sa plainte jusqu'à ce que l'Office des brevets américains publie l'acte de copropriété des deux

brevets. Cette publication devrait intervenir « dans plusieurs semaines », confie-t-on à l'Institut Pasteur.

L'accord ne prévoyant aucun effet rétroactif avant le 1^{er} janvier 1987, l'Institut Pasteur se bénéficiera donc d'aucun dédommagement d'ordre financier. Jusqu'à présent, la procédure judiciaire engagée aux États-Unis lui avait permis de collecter, confie-t-on de bonne source, « un peu moins de 5 millions de dollars ». M^{me} Michèle Barzack, ministre déléguée chargée de la santé, avait d'ailleurs estimé, dans une note datée du 30 mars 1987, que « le dommage résultant de la déviance à l'égard du professeur Gallo d'un brevet qui aurait dû être délivré à l'équipe du professeur Montagnier peut être évalué de 25 millions à 50 millions de dollars ».

Quant à la répartition des bénéfices liés à la commercialisation des

tests de dépistage, elle se fera de la manière suivante : 20 % des sommes serviront à rémunérer les inventeurs français et américains du brevet, les 80 % restant étant reversés à une fondation internationale gérée par un conseil d'administration de six membres : trois désignés par le ministre de la santé des États-Unis et trois autres par l'Institut Pasteur. Sur les 80 % de la somme versée à cette fondation, 25 % seront reversés à la coopération internationale, c'est-à-dire à tous pays ou instituts de recherche, exceptés l'Institut Pasteur et le NIH. Le reste sera partagé entre l'Institut Pasteur et le NIH. Au total, chacun de ces deux instituts recevra donc directement 30 % des bénéfices engendrés par la commercialisation des tests de dépistage. A l'Institut Pasteur, on estime à un peu moins de 1 million de dollars les retombées financières annuelles de cet accord.

FRANCK NOUËL

Les redevances de la morale

A U-DELA d'un règlement commercial, enfin en vue après trois ans d'une coûteuse procédure, on peut espérer que l'accord signé à Washington (1) mettra fin à une querelle scientifique qui a empoisonné l'atmosphère des laboratoires de recherche mondiaux depuis l'apparition, en 1981, de la maladie, nouvelle à l'époque, qu'était le SIDA.

Quelle que soit la décision, « la pire que l'on puisse relever dans toute l'histoire de la science », « qui jette une ombre sinistre sur un principe essentiel de la recherche : la coopération internationale », et qui « laisse des cicatrices légères », selon les multiples déclarations qui lui ont consacré toutes les grandes revues scientifiques mondiales.

Les équipes qui se sont ainsi déchirées, celle du Pr Montagnier à Paris et celle du professeur Gallo à Washington, avaient collaboré étroitement, jusqu'au moment où les pérorateurs, qui avaient apporté en septembre 1983 à Washington un échantillon du virus LAV, qu'ils tenaient pour l'agent du SIDA, publièrent dans une revue scientifique une courte lettre précisant que « ce virus ne pouvait être utilisé à des fins commerciales ».

Démarche tout à fait inhabituelle, choquante selon Robert Gallo, et qui montrait que, dès l'été 1983, la confiance ne régnait plus entre des équipes dont l'une, à Pasteur, avait identifié l'agent du SIDA et l'autre, à Washington, déjà célèbre dans le monde entier pour ses travaux sur le rétrovirus, avait eu la première l'idée que l'un de ces virus devait être responsable de la terrible maladie.

La confiance ne régnait plus du tout lorsqu'au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, en mars 1984, le ministre de la santé américain accordait à Robert Gallo et à son équipe tout le crédit de la victoire sur le SIDA. Ce crédit sanctionné par une série de brevets et, pour l'Institut national de la santé américaine, des dizaines de millions de dollars montant des redevances versées par les

firmes fabriquant les tests aujourd'hui, et, sans doute, le vaccin demain.

Les uns (les Français), appelaient leur virus « LAV », les autres « HTLV III ». Et il fallut un comité international de taxonomie des virus pour décider, en mai 1986, qu'il se nommerait dorénavant HIV... Les pérorateurs d'une redoutable procédure judiciaire et le droit qu'eurent les avocats américains à s'inscrire au cœur même du laboratoire de Robert Gallo conduisirent en avril 1986 à la publication, dans la revue Science, d'un rectificatif pour le moins embarrassant dans lequel Gallo reconnaissait que l'une de ses publications princeps, sur laquelle reposaient les fameux brevets, contenait des photographies de microscopie électronique du virus... pasteurien, alors qu'il avait toujours affirmé qu'il n'avait pu le cultiver correctement.

Batailles d'antériorité

Les Français se voyaient dès lors confortés dans l'idée que c'était « leur virus » qui avait prospéré dans le laboratoire américain, idée confortée plus encore par l'étrange similitude moléculaire entre le LAV et le HTLV-III.

Toutes ces batailles d'antériorité peuvent paraître absurdes au commun des mortels. Elles le sont, en effet, au regard de la gravité du drame de santé publique créé par le SIDA, et de l'urgence extrême d'une mise en commun de toutes les capacités de recherche mondiales pour tenter de trouver un traitement et un vaccin, tâche parmi les plus difficiles qu'ait jamais dû affronter la science.

Le fait que la cause exacte de cette maladie et un test permettant de la diagnostiquer aient pu être découverts moins de deux années après son identification constitue un véritable tour de force des chercheurs qui ont contribué à ce succès sans aucun précédent dans toute

l'histoire des maladies infectieuses. Et cela qu'ils soient américains ou français.

Comme le disent une dizaine de signataires, lauréats du prix Nobel, dans un communiqué qui vient de paraître dans la revue Nature, « ce travail doit être célébré et séparé de la bataille légale opposant leurs instituts respectifs ».

Pour qu'il soit réellement célébré, il convient à présent que renaissent une confiance et un esprit de coopération, que le cours des choses et à la gloire et à la gravité altérée, et dans lequel l'éthique scientifique et dans la science elle-même ne seraient plus que la caricature dérisoire de leur passé.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Le communiqué officiel des deux gouvernements s'accompagne d'un historique retraçant, depuis les découvertes des années soixante-dix sur les rétrovirus, l'apport des différentes équipes scientifiques à cette victoire. Ce historique, signé par les deux parties en présence (Gallo et Montagnier) devrait mettre fin à la polémique concernant l'antériorité et souligner, s'il en était besoin, l'importance de la coopération internationale.

● Menace de grève des internes de médecine générale. — Les internes de médecine générale, regroupés en comité inter-CHU parisiens, menacent d'entreprendre une grève des cours et des stages, le 3 avril, pour protester contre la transformation de leur titre d'interne en « résident ». M. Jacques Chirac avait en effet annoncé récemment (le Monde du 10 mars) un nouveau projet de réforme du troisième cycle des études médicales, supprimant les internes pour tous — qui permettrait à tous les étudiants d'exercer des fonctions d'interne pendant au moins deux ans — et donc l'internat de médecine générale. Le rétablissement de l'ancien concours d'internat devrait permettre aux seuls étudiants choisissant une spécialité de devenir « internes », ceux choisissant la médecine générale devenant « résidents ».

REPÈRES

Chasse

La France pêcheur

La France va-t-elle comparaître le 8 avril prochain devant la cour de Luxembourg pour non-application de la directive européenne sur les oiseaux ? Cette directive de Bruxelles interdit certaines modes de chasse comme le tir des tourterelles au printemps, toujours pratiqué en Gironde malgré une répression accrue. C'est ainsi que quatorze chasseurs du Médoc ont été condamnés à être condamnés chacun à 200 F d'amende, 1 000 F de dommages-intérêts aux parties civiles (deux associations de protection de la nature) et un mois de suspension du permis avec sursis.

Invité au congrès annuel de l'Union des fédérations départementales des chasseurs, mercredi 25 mars, le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, a fermement rappelé que la directive s'appliquait à la France et qu'elle devait être transcrite dans les textes réglementaires, qu'elle soit par la suite des dérogations selon des modalités à définir. Les amateurs de chasse dite « traditionnelle », qu'on ne trouve pratiquement plus qu'en France et en Italie, vont devoir se plier aux règles communes.

Nucléaire

Lait radioactif décontaminé

Le gouvernement ouest-allemand a décidé, mercredi 1^{er} avril, de confier à des entreprises privées la décontamination des 5 000 tonnes de lait en poudre irradié que des laitières peu scrupuleuses avaient tenté de vendre à des pays du tiers-monde. Selon un porte-parole du ministère de l'environnement, la poudre de lait va être rendue liquide pour être débarrassée des quantités de césium radioactif qu'elle contient grâce à des résines échangeuses d'ions. Le lait épuré sera ensuite utilisé pour nourrir les animaux. L'opération devrait coûter quelque 12 millions de francs. Ce lait, qui avait été contaminé à la suite des retombées de radioéléments émis par l'explosion de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, avait été intercepté en février par les pouvoirs publics ouest-allemands, juste avant qu'il ne soit exporté vers l'Égypte. Il était stocké depuis en Basse-Saxe et en Bavière, sur des terrains de l'armée ouest-allemande.

Les endormis

de Peach Bottom

La centrale de Peach Bottom (Pennsylvanie), où sont installés deux réacteurs de 1 100 mégawatts chacun, a été fermée, mardi 31 mars, sur ordre de la Commission de surveillance américaine des installations nucléaires (NRC). Cette décision fait suite à une enquête de cinq mois au cours de laquelle les inspecteurs de la NRC ont constaté à plusieurs reprises que les équipes de quart de la centrale dormaient ou ne prenaient pas attention à leur tâche entre 23 heures et 7 heures du matin. La compagnie qui exploite les deux tranches nucléaires de Peach Bottom, la Philadelphia Electric, a d'ailleurs été avertie qu'elle ne serait pas autorisée à remettre en route ses installations tant que ces « très sérieux problèmes » ne seraient pas corrigés. Aucun commentaire n'a été fait par l'exploitant, mais il y a fort à parier que ce coup de semonce sera entendu des autres propriétaires de centrales dans la mesure où chacun sait que le pire — les accidents les plus graves — l'ont montré — ne vient pas tant du matériel que des erreurs involontaires commises par les hommes. A fortiori quand ils ne sont guère vigilants.

Le procès de Baby M. aux États-Unis

La mère porteuse doit exécuter son contrat

WASHINGTON
Correspondance

Après trois mois d'un procès riche en émotions, le juge Sorkow, du New-Jersey, a décidé que la garde définitive de l'enfant ne de la mère porteuse Mary Whitehead devait être donnée à son père biologique, William Stern. Elisabeth, sa femme, a immédiatement adopté l'enfant. Baby M., ainsi nommé car attendant la conclusion de l'action judiciaire, portera donc le prénom de Melissa et non plus de Sara comme l'appellait sa mère Mary. Les avocats de celle-ci ont immédiatement annoncé qu'ils allaient faire appel de la décision du juge devant les instances supérieures, puis éventuellement devant la cour suprême fédérale de Washington (1).

Dans l'immédiat, la décision du juge Sorkow concerne seulement le New-Jersey, mais elle crée un précédent appelé à encourager plusieurs États à adopter une législation sur les cas des mères porteuses. Le juge s'aventurait en effet sur un terrain juridique inconnu. Les quelques cas antérieurs analogues à celui de Baby M., c'est-à-dire se référant à une mère porteuse refusant de rendre l'enfant aux parents adoptifs, avaient été réglés à l'amiable. D'autre part, plusieurs États ont seulement mis à l'étude ce problème sans aboutir à élaborer un texte législatif.

Le juge estime que le contrat passé entre la mère Mary et le couple Stern, doit être reconnu comme valable parce qu'il repose sur le droit fondamental de procréer et donc de se reproduire en dehors des relations sexuelles. Le juge a rappelé qu'aux termes du contrat, le père biologique avait payé la mère porteuse en contre-partie son engagement d'être « fécondée » par lui et de mener sa grossesse à terme. « À la naissance, le père biologique n'a pas acheté l'enfant il lui appartient génétiquement... Il ne peut acheter ce qui est déjà à lui... » a conclu M. Sorkow qui répondait ainsi à l'avance aux objections de ceux qui voient dans sa décision une législation de la vente d'enfants.

Les avocats de M^{me} Whitehead espèrent obtenir que son droit de visite bimensuel soit rétabli tant que durera la longue procédure d'appel. Mais si le juge, en rejetant la demande de garde de la mère naturelle, a fait preuve d'une grande sévérité à son égard, c'est parce que, après avoir refusé les 10 000 dollars

négoiés par une officine, elle s'était enfuie en Floride avec l'enfant.

De l'avis du juge, Mary est une femme « instable, impulsive... une manipulatrice » à qui on ne peut faire confiance. D'autre part, il a souligné que le couple Whitehead, « sans éducation », changeait souvent de résidence, que le mari de la mère porteuse était un alcoolique, bref que les Whitehead n'étaient pas en mesure d'offrir à l'enfant un foyer décent.

Il n'était pas possible, à dit le juge, de ne pas envisager une garde conjointe de l'enfant. L'hostilité des deux couples est profonde. Ils ont des styles de vie différents, des valeurs différentes. En fait, le juge estime avoir tranché dans « l'intérêt de l'enfant ».

Toutefois, de nombreux groupes parmi lesquels les féministes critiquent fortement cette décision de justice. Ils est inadmissible, disent-ils, d'enlever un enfant à sa mère à cause de son manque d'éducation, de sa grossièreté ou même d'un certain déséquilibre psychologique.

Le débat n'est pas terminé. Nous ne devons pas permettre, a dit l'avo-

cat de Marty, « de laisser un homme avoir une femme pour partager sa vie et une autre pour accepter de se sacrifier et de supporter la peine de la grossesse ».

Les dirigeants des organisations qui négocient à prix d'or les contrats pour les mères porteuses, se déclarent satisfaits. La décision donne aux couples infertiles une plus grande assurance que leur contrat avec la mère porteuse sera reconnu comme valide. D'autres groupes par contre dénoncent la décision. Irrationnel, disent-ils, chercher la police pour enlever un enfant à sa mère quand elle décide, sous l'effet d'une attitude très normale, de garder son bébé...

M^{me} Stern a déclaré que l'épreuve avait été éprouvée pour Mary, ajoutant : « Malgré les tensions entre nous elle nous a donné une jolie fille ». Les Stern ont ajouté que plus tard ils informeraient Melissa de ce qui s'était passé et qu'ils l'aideraient à rencontrer sa mère si elle le désirait un jour.

HENRI PIERRE.

(1) voir l'article « Baby M. » Le Monde de la médecine du 1^{er} février 1987.

L'entremetteur

M^{re} Noel Keane, quarante-huit ans, dirige dans le Michigan un institut qu'il appelle « clinique pour le parent de substitution ». Il dispose d'un fichier de plusieurs centaines de noms de jeunes filles (vierges pour certaines) ou de jeunes femmes disposées à porter, puis à mettre au monde un enfant pour un couple dont l'épouse est stérile, et cela après avoir été fécondée par le sperme du mari. Moyennant finance (le remboursement de ses frais plus 80 000 F d'honoraires), l'avocat présente ses candidatures aux couples en mal d'enfant, et rédige le « contrat » par lequel l'une s'engage à porter, puis à abandonner l'enfant aux autres qui lui remettent pour salaire 80 000 F et assurement tous les frais médicaux et une assurance-vie.

M^{re} Keane est débordé de travail : il a plus de cent cinquante « contrats » en route cette année, et il a ouvert des succursales à New-York et Detroit. C'est lui qui avait arrangé le contrat entre les Whitehead et les Stern. Le bruit que fait aux États-Unis le

confit (et le procès) qui les oppose n'a pas l'air de l'émouvoir, pas plus d'ailleurs que les quatre autres procès de ce type dont ses « contrats » sont l'objet actuellement.

La condamnation du Vatican n'a pas non plus ébranlé les convictions, au demeurant très lucratives, de ce catholique pratiquant qui, de séminaires en colloques, en interviews ou en émissions de télévision, plaide inlassablement pour une législation nationale qui légitimerait la parenté de substitution.

Il veut aller plus loin encore, et a fait féconder in vitro l'ovule d'une épouse japonaise par le sperme de son mari, également japonais, pour implanter ensuite l'embryon ainsi obtenu dans la matrice d'une « mère de substitution » américaine qui pourra de la sorte donner le jour à un enfant qui ne lui doit rien sur le plan génétique...

« Ce serait le comble, dit-il, qu'un pays qui a légitimé l'avortement se refuse à légitimer l'engendrement... »

D. E.-L.

Foire d'empoigne

NANCY
de notre correspondant

Parce que trois d'entre eux avaient envoyé leur demande hors délai et qu'ils ne pouvaient pas ainsi prendre part à la grande foire attractive de printemps de Nancy, une trentaine de forains ont très récemment pris d'assaut, le lundi 30 mars, la place Stanislas. Le blocage avec leurs semi-remorques afin de faire fléchir la municipalité. Celle-ci, qui ne dispose que de cent cinquante places pour une demande moyenne de cinq cents ne voulait pas faire de ces particuliers pour les retardataires, même s'il s'agissait d'habituels. Après plusieurs heures de négociations, entre une délégation syndicale nationale de forains et un groupe de conseillers municipaux, la manifestation a tourné vers 20 h 30 à l'ennemi.

Place Stanislas dépeignée, jets de pierres, voitures endommagées, charges de forces de l'ordre avec jets de gaz lacrymogènes, se sont soldés par trois blessés dont deux policiers. Il a fallu toute la force de persuasion et d'apaisement du préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Désiré Carli, pour que les affrontements très violents cessent en fin de soirée. Les trois retardataires ont finalement eu la permission de s'installer. Mais pour les forains, le cas de Nancy n'est que l'illustration des difficultés sans cesse croissantes que rencontre la profession face aux municipalités des grandes villes, comme ce fut le cas à Montpellier, Paris ou Narbonne dernièrement.

J.-L. B.

Le procès des huiles frelatées à Madrid

Qui ment ?

MADRID
de notre correspondant

La tension aux alentours du tribunal qui avait marqué l'ouverture du procès des huiles toxiques en Espagne s'est transposée, la deuxième journée, à l'intérieur du prétoire (le Monde du 1^{er} avril). Un affrontement verbal a opposé, le mardi 31 mars, les avocats de la défense, qui conseillent désormais à leurs clients le silence, et ceux de la partie civile, qui accusent les premiers d'obstruction systématique.

La journée s'ouvrait avec l'interrogatoire d'un accusé de premier plan : Fernando Bengoechea, qui dirige avec son frère Juan Miguel, l'entreprise Rapsa de Saint-Sébastien. C'est cette dernière qui avait importé de France l'huile industrielle incriminée, avant de la redistribuer en Espagne, notamment à l'entreprise Raelca de Madrid, qui devait la vendre au public après un raffinage sommaire.

D'emblée, l'accusé déclare, sur les conseils de son avocat qu'il ne répondra pas aux questions. Il aurait pourtant bien des choses à dire, car c'est lui qui contrôle la commercialisation des produits de son entreprise. Mais les questions de l'accusation resteront sans réponse. Est-il normal que Rapsa ait abandonné tous ses

clients pour vendre tout à coup d'énormes quantités d'huile industrielle à Raelca, une compagnie qui ne s'occupe pourtant que d'huile de consommation ? Pourquoi, sur les documents d'importation de l'huile signés par l'accusé, la mention du destinataire final, légalement exigée, a-t-elle été systématiquement omise ? Fernando Bengoechea ne le dira pas.

Son successeur à la barre, dont l'interrogatoire devait se poursuivre ce mercredi, sera plus disert. Il s'agit d'un autre « témoin » : Ramon Ferrero, directeur, précisément, de l'entreprise Raelca de Madrid. Comme prévu, il défend une thèse exactement contraire à celle des frères Bengoechea. Oui, il a bien vendu au public l'huile qu'il avait achetée à ces derniers, mais c'est parce qu'ils lui avaient donné l'assurance qu'il s'agissait d'une huile parfaitement comestible. Juan Miguel Bengoechea ne vient-il pas pourtant, la veille, de déclarer le contraire ? « Mensonge, mensonge », réplique d'un ton cassant Ramon Ferrero.

Qui ment ? Les responsables de Rapsa ou ceux de Raelca ? Ou les deux, comme le pense le procureur, pour qui tous ont agi de concert ? Il est encore trop tôt pour le dire au deuxième jour d'un procès qui pourrait durer plusieurs mois.

THIERRY MALINAK.

SPORTS

● HOCKEY SUR GLACE : Les Français sur la voie olympique. — Les hockeyeurs français ont franchi, mardi 31 mars, un premier pas sur la voie des Jeux olympiques d'hiver de Calgary. En triomphant des Pays-Bas (5-3), lors de la sixième journée des championnats du monde de hockey sur glace (groupe B), qui ont eu lieu à Caracal, dans les Alpes italiennes, les joueurs tricolores se sont hissés à la deuxième place du classement provisoire.

Le Monde
sur minitel
TeleMarket

achetez chez vous, hors de la cohue.
36.15 TAPEZ LEMONDE

Le Monde EDUCATION

Réduire l'hécatombe du premier cycle

APRÈS la précipitation, l'inertie. Le gouvernement, qui a échoué à faire adopter dans la hâte une nouvelle réforme de l'Université, semble maintenant bien décidé à ne plus toucher à un sujet aussi brûlant. Et pourtant, les problèmes demeurent, dont certains sont dramatiques.

Parmi ceux-ci figure le considérable taux d'échec dans le premier cycle. Si l'Université est accueillante, en acceptant tous les bacheliers, elle le leur fait payer cher, puisque près de deux étudiants sur trois n'obtiendront pas le DEUG (1).

Comment empêcher une telle hécatombe ? Cette préoccupation était présente dans la loi Edgar Faure, la loi Savary et feu la loi Devaquet. Mais, sans apparemment, apporter de réponse satisfaisante. Celle-ci est-elle dans la généralisation de la sélection à l'entrée, comme y tendait la loi Devaquet (mais sur quels critères et avec quelles conséquences) ? Ou dans la systéma-

sation des stages d'orientation, comme le voulaient les lois Faure et Savary, (mais avec quel coût et quelle efficacité) ? Ces questions ne pourront être élucidées longtemps, alors que tous les responsables politiques, à gauche et à droite, semblent s'accorder sur la nécessité d'accroître le nombre des étudiants, — voire de les doubler comme le recommandent hardiment certains. Peut-on sérieusement engager davantage de jeunes dans un système qui ressemble fort à un abattoir ?

Pour pouvoir réfléchir sérieusement à cette question complexe, il faudrait disposer de données précises sur les mécanismes par lesquels s'opère cette élimination sauvage. L'occasion devrait en être donnée par le colloque sur « orientations et échecs dans l'enseignement supérieur et le secondaire » qu'organise, le 22 et 23 mai, l'université de Dauphine, avec le concours du *Monde* et du *Monde de l'éducation*. Cette réunion a en effet été préparée par

Pourquoi y a-t-il tant d'échecs dans l'enseignement supérieur ? Un colloque à l'université Dauphine va tenter de répondre à cette question et, si possible, de proposer des remèdes.

une série d'enquêtes sociologiques, psychologiques et épistémologiques, qui donnent des indications précieuses sur l'articulation entre l'enseignement secondaire et le supérieur.

Ce travail est centré sur les études scientifiques, qui sont caractérisées des particularités et des difficultés de l'enseignement français : concurrence grandes écoles — universités — IUT ; rôle des mathématiques dans l'orientation et la sélection de la section C ; insuffisance du nombre des diplômés par rapport aux besoins. Comment une discipline peut-elle à la fois revêtir une telle importance et tolérer un

tel gâchis ? Voici les éléments de réflexion qu'apportent ces travaux préparatoires.

• Les études scientifiques ne sont accessibles qu'aux bacheliers C avec mention.

Les résultats de l'enquête effectuée à Grenoble par l'équipe de M. Paul Armand sont accablants. Seuls les titulaires d'un bac C avec mention ont de bonnes chances d'obtenir un DEUG A (sciences et structures de la matière) : 80 % d'entre eux y parviennent. Ce pourcentage tombe à 50 % pour les bacs C sans mention ; à 38 % pour les bacs D avec mention ; à 18 % pour les bacs E ; à 14 % pour les bacs D sans mention ; et... à 1 % pour les bacs F.

Or, 20 % des étudiants qui se sont inscrits en DEUG A sont des bacheliers D sans mention, 10 % des bacheliers F, et autant des bacheliers E. Ces chiffres montrent donc que 40 % des inscrits avaient au départ moins d'une chance sur cinq de réussir (et même aucune pour les bacs F) ; et que le bac C n'est pas, à lui seul, une garantie de réussite dans des études qui sont pourtant son prolongement logique.

• Les étudiants des universités sont peu satisfaits de leurs conditions de travail.

L'enquête menée par M. Bertrand Girod de l'AIN auprès de 587 étudiants en sciences de première année montre que plus du tiers des étudiants préparent un DEUG, ne sont pas satisfaits de leurs études. Ce sentiment négatif porte aussi bien sur les conditions matérielles ou psychologiques (environnement, locaux, ambiance) que sur le travail proprement dit (rythme, contenu et organisation des études, enseignements). Les étudiants affirment avoir peu de moyens d'évaluer leur niveau et peu de contacts avec leurs enseignants.

• Les étudiants d'université sont peu de travail personnel.

Les enseignements obligatoires ont sensiblement augmenté, depuis une dizaine d'années, dans

les universités, passant de 18 heures par semaine en moyenne, en 1977, à 25 heures en 1985. Mais cette augmentation ne s'est pas accompagnée d'un accroissement du travail personnel, qui n'excède pas 10 heures par semaine en moyenne. La moitié des étudiants de DEUG A (et 40 % de ceux de DEUG B) estiment qu'ils travaillent moins qu'en terminale.

• Les études universitaires ne sont pas adaptées au niveau des étudiants.

Les recherches sur les capacités cognitives des étudiants montrent que nombre d'entre eux « ne sont pas aptes à recevoir avec fruit un enseignement universitaire qui est caractérisé par une forte tendance à l'abstraction et au formalisme ». Plus du tiers des étudiants jugent que les études sont trop théoriques et pas assez spécialisées.

La majorité estime qu'elle ne leur permet pas d'acquiescer les méthodes de travail qui les aideraient à s'organiser, à mieux gérer leur temps, à améliorer les structures logiques de leur esprit, à classer leurs idées et à leur donner le sens de la synthèse.

Des étudiants démotivés

Ainsi ces enquêtes montrent que les études de premier cycle scientifique sont faibles pour une minorité d'étudiants ; les meilleurs bacheliers C. Elles ne donnent pas aux autres une chance raisonnable de réussir en raison de leur contenu, trop théorique et formel, et de l'absence de formation méthodologique. Cette situation entraîne une démotivation des étudiants, qui estiment ne pas avoir les moyens intellectuels suffisants, et ne consacrent pas au travail personnel le temps nécessaire.

Cette démotivation est encouragée par le sentiment que le diplôme universitaire a peu de

valeur et ne mérite donc pas que l'on y consacre des efforts démesurés.

Une distinction est toutefois sensible entre les étudiants des DEUG A (sciences de la matière) et ceux des DEUG B (sciences de la vie). Les premiers, qui sont souvent venus à l'université, faute de pouvoir entrer dans une classe préparatoire, sont les plus insatisfaits.

Les seconds, parmi lesquels on compte une majorité de filles et de bacs D, ont une motivation plus positive et sont attirés par les disciplines enseignées (notamment la biologie) et par la recherche. Ils se font peu d'illusions sur leurs débouchés professionnels, mais compensent ce pessimisme par l'intérêt qu'ils portent à leurs études et le bénéfice qu'ils en attendent pour leur épanouissement personnel. Ils se plaignent toutefois plus que les autres du caractère trop général et insuffisamment spécialisé de l'enseignement qui leur est donné.

Ces enquêtes posent le problème de fond de la cohérence entre l'enseignement secondaire et le supérieur. Le baccalauréat, qui demeure officiellement le premier grade de l'enseignement supérieur, ne constitue pas une fin en soi — y compris le bac technologique, qui avait pourtant été conçu à l'origine.

Il existe donc une continuité naturelle entre le secondaire et le supérieur, la quasi-totalité des bacheliers désirant poursuivre leurs études. Cette tendance ne peut qu'être encouragée par la crise économique et le chômage.

(1) Ces chiffres ne signifient pas que tous les « redoublés » sortent de l'université sans diplôme. Les études du CEREP (Centre d'études et de recherches sur l'emploi et la qualification) montrent en effet qu'une partie des étudiants qui échouent se réorientent vers d'autres études. Le taux d'échec définitif est de l'ordre de 20 % à 30 %.

Les autres filières

L'ENQUÊTE réalisée par Bertrand Girod de l'AIN porte non seulement sur les étudiants d'université, mais aussi sur ceux d'IUT (départements génie mécanique et informatique), de classes préparatoires (math sup et math sup biologie) et de sections de techniciens supérieurs (assistants ingénieurs et informaticiens). Elle permet donc de comparer les différentes filières qui s'offrent aux bacheliers.

• IUT : les plus satisfaits

L'IUT est une voie particulièrement recherchée, puisque la quasi-totalité des candidats ont disposé d'un dossier de candidature dans au moins trois établissements. Plus du quart des étudiants avaient déjà fait une année d'études supérieures dans une université ou une prépa. En génie mécanique, le recrutement se répartit de façon à peu près égale entre les différents bacs (C, D, E, F, H). En revanche, en informatique la moitié ont le bac C et très peu des bacs technologiques.

Le taux de satisfaction des étudiants est élevé, aussi bien pour les conditions matérielles que pour l'organisation de l'enseignement, le contenu des études ou les relations avec les enseignants. Ils sont confiants dans la réussite de leurs études et la perspective de trouver un emploi. Une majorité d'entre eux envisagent de poursuivre leurs études après le DUT dans une école ou un deuxième cycle universitaire. La moitié sont issus de classes sociales supérieures.

• Prépas : un certain malaise.

Très fortement motivés par des études auxquelles ils se préparent depuis longtemps et assurés de trouver un emploi, les élèves des classes préparatoires ressentent malgré tout un certain malaise. Ils sont frappés par la difficulté des études, qui les conduit à sous-estimer leurs capacités. Ils sont peu satisfaits de l'enseignement, que beaucoup jugent trop théorique. Consacrant beaucoup de temps au travail personnel, et ayant

des horaires de cours très chargés, ils regrettent de n'avoir pas assez de temps à consacrer au sport et aux amis. C'est la filière où l'origine sociale des étudiants est la plus élevée.

• STS : trop scolaires

Issus majoritairement de classes sociales moyennes ou inférieures, les élèves de STS envisagent, pour le plupart, de faire des études courtes. Leurs préoccupations sont essentiellement liées à l'emploi. Astreints à un grand nombre d'heures de cours, ils souffrent du caractère très scolaire de leur formation et du manque de temps libre pour le sport, les amis ou l'exercice d'un travail rémunéré.

S'ils sont globalement satisfaits de leurs études, près de la moitié d'entre eux souhaiteraient qu'elles soient plus spécialisées. Plus du tiers ont un bac technologique et plus de la moitié un bac D. On compte de 10 % à 20 % de redoublants en première année, ce qui semble montrer que la sélection ne fonctionne pas de façon satisfaisante.

L'ANGLAIS... UN PROBLÈME ?

Pour moins de 250 F vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec LES COURS DE LA BBC. Deux casques et un livre avec explications en français. Documentation gratuite : ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M) 8, rue de Bavière, 75008 Paris Tél. (1) 43-58-90-06

(Publicité)
COURS DE VACANCES ALLEMAND

- A Göttingen : l'Allemagne la plus pure.
- Intéressant : 6 heures de cours par jour en petits groupes ; pour les adultes (à partir de 16 ans).
- Avec des informations socio-culturelles.
- Vous serez en contact avec une maison d'accueil ou hébergement en ville ou en famille d'accueil ou à l'hôtel.
- DM 2.15 (environ 700 F) par semaine.

SPRACHZENTRUM
DINE WELT G.L.
Postfach 3369
D-3409 Göttingen
R.F.A.

Apprenez l'ITALIEN en vacances en TOSCANE. Séjours linguistiques à Florence et à la mer.

- Cours le matin ;
- Leçons d'information socio-culturelle l'après-midi ;
- Visites guidées.

Hébergement en famille d'accueil ou à l'hôtel.

Inscriptions et renseignements : CENTRE ROMAIN
27, rue Pandoletti
80122 FLORENCE
Tél. : 1939 (cours) 293090
Rome, Novodvorskaya
167, bd de Montparnasse
75016 PARIS. Tél. : 43-32-98-29

An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS
DOYEN ET PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD DETACHÉS A PARIS

MBA Diplôme de Master in Business Administration

- L'Université de Hartford offre, à Paris, l'expérience unique de préparer un MBA 100 % Américain, dans un environnement international (participants de plus de 20 nationalités pour la promotion 86-87).
- Un programme intensif de 11 mois dispensé à plein temps par le Doyen et les Professeurs de l'Université de Hartford.
- Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford fondée en 1877 (100 ha, 350 professeurs et 6.300 étudiants) situé entre New York et Boston.
- Formation informatique sur IBM PC, adaptée à la gestion des entreprises.
- Admission :
 - Étudiants diplômés des Grandes Ecoles ou du 2^e cycle Universitaire.
 - Professionnels désireux d'acquies une maîtrise de la gestion au plus haut niveau, d'approfondir leurs connaissances "managériales".
 - Crédit Spécial Étudiant.

Documentation sur simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL
21, rue Van Lee - 75016 Paris
Tél. 42.58.97.79
Téléc. EVL 625 890 F

PUBLICATION JUDICIAIRE

Pressière chambre de la Cour d'appel de Paris.

Arrêt du 3 juillet 1985.
Entre :
M. Jacques PALETTE, M. François SEGEL, la société VSD, associés de M. Huez, associé,
et
SM. REZA II PAHLAVI, associé de M. Huez ADEL.

Cet arrêt confirme le jugement rendu le 1^{er} février 1984 par le tribunal de grande instance de Paris.

En ce qu'il a retenu le caractère diffamatoire des imputations contenues dans l'article paru dans l'hébdomadaire VSD du 1^{er} au 7 septembre 1983 sous le titre : « Révélation sur la faiblesse de Gollé » et

et en ce qu'il a condamné le solidaire François Segel, Philippe Bernart dit Jacques Palette et la société VSD à payer à Reza II Pahlavi des dommages et intérêts, ainsi qu'une somme de 5.000 F en application de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Porte le montant des dommages et intérêts à 25.000 F, condamne en conséquence le solidaire M. François Segel, Philippe Bernart dit Jacques Palette et la société VSD à payer à Reza II Pahlavi une somme supplémentaire de 3.000 F sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Ordonne l'insertion de la présente décision dans trois journaux au choix de Reza II Pahlavi sans que le coût de chaque insertion puisse excéder la somme de 8.000 F.

Condamne le solidaire M. François Segel, Philippe Bernart dit Jacques Palette et la société VSD aux dépens de première instance et d'appel.

Challenge
L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais. L'apprendre, le pratiquer, le vivre en Grande-Bretagne, aux États-Unis.

GRANDE-BRETAGNE 3 SEMAINES
Cours intensifs de 14h à 18h
Activités sportives, culturelles

U.S.A. 14-18 ans
Séjours familiaux
Sports, excursions

34-36 South Street - Lansing West - Buxton (Angleterre)
Tél. de France : composer le 19-44-903-787-878 - A Paris 43-42-48-84

COLLOQUE
Université de PARIS-DAUPHINE
22 et 23 mai 1987

Avec le soutien du ministère de l'éducation nationale et le concours du *Monde* et du *Monde de l'éducation*

ORIENTATIONS ET ÉCHECS
dans l'enseignement supérieur et le secondaire

Doze équipes universitaires vous proposent de discuter les résultats des recherches financées par le ministère de l'éducation nationale sur le thème : « Les transitions dans le système éducatif ».

- Nombre de participants limité
- Date limite des inscriptions : 30 avril 1987
- Frais d'inscription : 500 francs (comportant les deux déjeuners, les rafraîchissements ainsi que les documents, douze résumés des rapports de recherche)
- Après le 30-4-1987 et sur place : 700 francs (dans la mesure des places disponibles).

Coupons à remplir et à renvoyer à : CRISU-Secrétariat Colloque « Transitions », Université de Paris-Dauphine, place de Laetitia de Tassigny, 75775, Paris cedex 18

NOM : Prénom :
Adresse : Téléphone :
Organisme :
Adresse :
Fonction :
Lieu d'enseignement :

Je soussigné(e) m'inscris au Colloque « Transitions » et s'ajoute le montant de 500 F. Je joint un chèque : bancaire / CCP (cocher SVP) à l'ordre de : M^{me} l'agent comptable de l'Université de Paris-Dauphine (fonction et Colloque Transitions)

Signature :

1501 200000

1501

universitaire

Or force est de constater que l'enseignement secondaire forme des bacheliers qui, ou bien n'ont pratiquement pas de possibilités de réussir dans l'enseignement supérieur (les F ou les G), ou bien sont massivement éliminés des filières, qui leur sont pourtant destinées (les D et une partie des C). Peut-on asséoir sur de telles bases l'accroissement annoncé du nombre des bacheliers? Peut-on

continuer à accueillir à l'Université des bacheliers qui n'y sont pas préparés, sans rien changer aux modes de recrutement et à l'organisation des études?

Ces questions seront au centre du colloque de Dauphiné. Ses organisateurs espèrent bien qu'il leur donnera quelques éléments de réponse.

FREDERIC GAUSSEN.

Le changement a du bon

Le problème de la « transition » dans la vie d'un élève français, de sa limite pas au passage entre le lycée et l'Université. Bien avant, il a déjà connu d'autres changements souvent difficiles : entre la maternelle et l'école primaire ; l'école et le collège ; le collège et le lycée. Tous ces changements ont-ils un effet plutôt positif ou négatif?

Pour le savoir, une équipe du laboratoire de pédagogie expérimentale de l'université Lyon-II, animée par M^{me} Antoinette Jacquemart, a cherché à savoir si l'adaptation des élèves à leur nouvelle situation scolaire était conforme aux pronostics qu'avaient pu faire leurs professeurs de l'année précédente. Si, en effet, les résultats ne correspondaient pas à ce qu'avaient prévu les enseignants, on pourrait en déduire que cet échec était dû à l'effet perturbateur du changement d'établissement.

Or les résultats de ces enquêtes n'indiquent pas du tout que ces transitions aient un effet négatif. Au contraire. Dans tous les cas considérés, on constate que les pronostics de

bonne adaptation sont très largement confirmés, mais qu'en revanche il est fréquent que les pronostics défavorables ne le soient pas. Autrement dit, non seulement les transitions ne déstabilisent pas les élèves qui « marchent bien », mais elles ont plutôt un effet bénéfique sur ceux qui ont des problèmes. « Le changement d'établissement est souvent favorable, estime M^{me} Jacquemart, et plus qu'un traumatisme, la rupture peut être un renouvellement et offrir une nouvelle chance. »

Quant aux élèves qui échouent dans cette opération, ce sont souvent des enfants ayant une personnalité fragile sur le plan psychologique et devant être soutenus par une relation éducative particulièrement attentive. « Il existe bien une catégorie d'élèves à haut risque, estime M^{me} Jacquemart. Il importe donc hautement qu'ils soient identifiés et que soient prévues à leur intention des mesures judicieuses d'accueil et de soutien de la part de l'équipe pédagogique et du professeur principal. »

Trois nouveaux bacs professionnels

L'Écrivain de l'État chargé de la formation professionnelle, M^{me} Nicole Catala, a annoncé, mardi 31 mars, à Toulouse, la création de trois nouveaux baccalauréats professionnels à la rentrée prochaine : industrie chimique et de procédés, restauration et production (option bois).

« Nous nous orientons vers une quarantaine de bacs professionnels, en raison de la très forte demande des milieux professionnels », a indiqué M^{me} Catala, à l'issue d'une réunion de travail réunissant des responsables administratifs et économiques de la région Midi-Pyrénées.

Ces trois nouvelles options s'ajoutent aux douze baccalauréats professionnels existant déjà. Pour l'année scolaire 1986-1987, 9 000 élèves environ préparent un bac professionnel dans les lycées professionnels publics ou privés. Ce diplôme a été créé en 1985.

Cinéma et théâtre

D'autre part, des options « cinéma-audiovisuel » et « théâtre-expression dramatique » dans les sections A 3 des lycées (en première et terminale) ont été créées par un arrêté publié au Journal officiel du 25 mars. Elles s'ajoutent aux options « éducation musicale » et « arts plastiques et architecture ». Il existe déjà vingt-quatre sections en théâtre et vingt et une en cinéma, fonctionnant à titre expérimental.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

Valoriser l'aventure

pas content ». Sifflets discrets dans la salle.

Plus prudents, les autres représentants du patronat ont proclamé leur foi en la jeunesse, tout en regrettant le peu de souplesse de cette main-d'œuvre lorsqu'il s'agit de venir travailler à l'étranger et même en province, ou de parler couramment les langues. Ils ont acquiescé lorsque M. Monory a appelé de ses vœux un consensus de l'opinion autour de l'éducation nationale.

Imagination, goût du risque... Mais faudra-t-il aussi avoir un diplôme pour réussir à l'horizon 2000? Les étudiants de 1987 pourront - au choix - retenir les propos du ministre de l'Éducation nationale prônant l'élévation du niveau d'études ou le témoignage du même ministre citant son propre exemple pour démontrer un peu plus tard qu'on peut réussir une belle carrière (1) sans même le baccalauréat en poche.

PHILIPPE BERNARD.

Reconnaitre les besoins éducatifs

Le ministre a annoncé son intention de mettre à l'étude « un plan prospectif » recensant les besoins éducatifs pour les cinq ou dix prochaines années et de demander aux hommes politiques de tous bords d'en apprécier le contenu. Cela dans la perspective d'une loi de programmation de l'éducation nationale analogue à celle qui a été approuvée pour la défense et susceptible, précisément, de recueillir l'assentiment de l'opinion tout entière.

En attendant, M. Monory a souligné que l'enseignement valorise « le goût du risque et de l'aventure ».

Le Monde
sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Sondage : Mitterrand président ?

36.15 TAPEZ LEMONDE



DONNEZ-LUI

L'ASSURANCE

QUE SA VOCATION

GRANDIRA

AVEC LUI.

« Votre enfant grandit avec ses projets. A vous de lui garantir qu'il aura les moyens de les réaliser. Pour vous y aider, les AGF ont mis au point SECURETUD'AGE, l'assurance qui vous garantit que votre enfant bénéficiera de rentes lui permettant de poursuivre ses études. Il vous arrivera-t-il que ce soit déjà arrivé? »

« Votre conseiller AGF vous expliquera le projet de votre enfant et son âge. Appelez votre conseiller AGF ou appelez-nous gratuitement au 01 05 14 05 14. SECURETUD'AGE AGF AVEC VOUS »

AGF ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Société

A la cour d'assises de l'Essonne

Les complices de l'évasion de Bruno Sulak condamnés à huit et sept ans de réclusion

A Evry, mardi 31 mars, devant la cour d'assises de l'Essonne, le personnel pénitentiaire de Fleury-Mérogis est venu assister au procès de ses collègues, Thierry Snitter et Marc Metzger, accusés d'avoir aidé Bruno Sulak à tenter de s'évader de la prison pendant la nuit du 17 au 18 mars 1985.

Au fil de la matinée, l'administration pénitentiaire, sur la sellette, se défend. A la barre témoignent ceux qui ont travaillé avec les deux jeunes gens. « Bien notés et sympathiques », « rien à signaler » jusqu'à cette nuit fatale... « Comment avez-vous réagi en apprenant ce que Snitter et Metzger avaient fait ? », demande le président Hanoteau. Tandis que le surveillant principal, M. Philipponneau, indique s'être « senti trahi », M. Dominique Fevrot, directeur du centre pénitentiaire, garde une bonne opinion des deux fonctionnaires. Il explique ces contacts quotidiens souhaités par l'administration entre détenus et gardiens, il en révèle aussi les risques.

Après le réquisitoire de M^{me} Eva Joly — dix ans de prison pour Thierry Snitter et six ans pour Marc Metzger, — M^{me} Jean-Pierre Mignard, dans sa plaidoirie en faveur de Marc Metzger, refuse le caractère « exemplaire » que pourrait prendre l'éventuel châtiement. L'acte jugé ce jour est trop rare « pour justifier une

lourde condamnation de dissuasion ». Marc Metzger « n'a déclaré la guerre à personne, mais portait en lui le feu de la liberté ». Sulak fut l'émancipé qui mit le feu aux poudres. Dans cette relation entre les deux hommes, il y avait de la pureté : « Marc Metzger a souffert. Il va maintenant vivre avec la mort de Sulak ». M^{me} Mignard évoque enfin la vie difficile, le statut du personnel pénitentiaire, qui assume seul la responsabilité des contacts avec les détenus.

Ensuite, M^{me} Myriam Aubrie défend Thierry Snitter, « toujours à l'écoute des autres, caché derrière sa pudeur et qui n'en peut plus ». Le second défenseur du jeune sous-directeur, M^{me} François Binet, s'étonne que cette affaire de complicité dans une tentative d'évasion vienne aux assises et non en correctionnelle : il y a une dizaine d'années, un gardien de Fleury-Mérogis se fut condamné par le tribunal d'Evry qu'à cinq ans de prison pour avoir introduit des armes et fait évader trois détenus.

Après trois heures de délibération, la cour a rendu son arrêt : huit ans de réclusion pour Thierry Snitter et sept pour Marc Metzger, la cour ayant retenu des circonstances atténuantes.

DANIELLE ROUARD.

A la cour d'appel de Toulouse

M. Bernard Antony débouté de sa plainte en diffamation contre M. Gérard Bapt

TOULOUSE de notre correspondant

M. Bernard Antony, alias Romain Marie, député européen du Front national et conseiller régional de Midi-Pyrénées, a été débouté, le mardi 30 mars, par la cour d'appel de Toulouse, de sa plainte en diffamation contre M. Gérard Bapt, député socialiste de la Haute-Garonne.

M. Antony, défendu par M^{me} Salvaire, avait porté plainte, le 13 juin 1986, contre M. Gérard Bapt, qui avait déclaré, dans la nuit du 16 au 17 mars de la même année, sur les antennes de FR 3 Toulouse : « Ce monsieur [Romain Marie] a tenu des propos racistes et antisémites dans une célèbre réunion à la Mutualité ».

Le tribunal d'instance de Toulouse avait, le 11 décembre 1986, débouté une première fois le demandeur, considérant que les propos de M. Gérard Bapt, représenté par M^{me} Redon et Cantier, s'inscrivaient dans un débat « à caractère politique, les termes employés manquant de précision ». La cour d'appel a donc confirmé le premier jugement, condamnant de surcroît M. Bernard

Antony aux dépens et à verser 5 000 F à M. Bapt.

Dans ses attendus, la cour note que, le 16 mars 1986, M. Gérard Bapt se référait à des propos de M. Antony rapportés par Edwy Feneel, le 19 mars 1983, dans les colonnes du *Monde*. Une relation que le député du Front national n'a jamais démentie, se bornant à faire, le 27 octobre de la même année, « une longue mise au point ». « On doit donc tenir pour acquis que M. Planet a rapporté avec une exactitude satisfaisante les paroles entendues de la bouche de M. Antony dans la salle de la Mutualité. Dès lors, M. Bapt était fondé à considérer comme véridique la relation de ce rédacteur », précise le premier président de la cour, M. Jean Noyat de Puybasque. Ce dernier souligne enfin que M. Bapt n'avait fait que répliquer à une accusation « beaucoup plus offensive » de M. Antony.

Au cours du débat télévisé du 16 mars, ce dernier avait allégué que M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, avait commandité l'assassinat d'un de ses propres militants, un collègue d'affiches, tué dans les Yvelines.

GÉRARD VALLÉE.

Avant la réouverture du Ruhl

Deux restaurants de Nice visés par des attentats

Deux restaurants du quartier du port de Nice appartenant à des actionnaires de la Société nicoise des bains de mer (SNBM), société gérante du casino Ruhl qui doit rouvrir ses portes vendredi 4 avril, ont été les cibles d'attentats à l'explosif pendant la nuit du mardi 31 mars au mercredi 1^{er} avril. Les deux établissements visés sont « L'Esquimaud », appartenant à M. Marcel Béraud, et « Chez Pipere », propriété de la fille de M. Max Gilly. Les explosions, qui ont très fortement endommagé les deux établissements ainsi que des magasins voisins, ont été provoquées par des cages de fabrication artisanale.

Plusieurs attentats ont été commis sur la Côte d'Azur depuis que l'autorisation a été donnée par le ministre de l'Intérieur à la SNBM, le 25 décembre dernier, de rouvrir le casino Ruhl. Le casino de Menton a ainsi fait l'objet d'un attentat au début de l'année, puis un délit de boisson de Nice appartenant à M. Gilly et, jeudi dernier, le Casino Club, une petite salle de jeux du centre de Nice, dont M. Jean-Dominique Fraton était propriétaire.

M. Fraton : « Il n'y a aucune magouille »

De son côté, M. Fraton, ancien président-directeur général du casino Ruhl, en fuite après une condamnation à trois ans de prison,

a déclaré, mardi 31 mars, à Radio Monte-Carlo que « cet établissement n'a jamais été mêlé à des manipulations frauduleuses. Il n'y a absolument aucune magouille aujourd'hui, comme il n'y en a jamais eu dans le passé ». Expliquant que son beau-fils et sa fille reprenaient la direction du casino dans le cadre d'une nouvelle société, M. Fraton a jugé « normal, en toute logique », qu'il leur donne des conseils en matière de gestion.

« Je suis détaché de beaucoup de choses et je n'ai pas l'intention de prendre de revanche », a-t-il ajouté, en évoquant l'affaire d'un autre casino nicois, le Palais de la Méditerranée : « La réalité est maintenant connue, c'est M^{me} Leroux qui a entraîné la faillite de ce casino et elle va d'ailleurs être jugée le 13 mai devant le tribunal correctionnel de Nice ». M. Fraton s'est également félicité de ce que « le jeu étant un phénomène humain et mondial, il se développe de plus en plus ».

« Nous devons remercier le gouvernement de Jacques Chirac de l'avoir compris, car je constate, a-t-il dit, que c'est son gouvernement qui a finalement fait voter les lois qui vont permettre aux casinos leur deuxième jeunesse ». M. Fraton a conclu en déclarant : « Je n'ai absolument rien à regretter. Je me suis toujours comporté comme un homme loyal, droit et honnête ».

A Prévilly-le-Sec (Yonne)

Une prison privée dans le fief de M. Paul-André Sadon ?

Six cents maires réclameraient aujourd'hui l'implantation d'une prison privée sur le territoire de leur commune. L'une d'elles, Prévilly-le-Sec (Yonne), mise sur les appuis dont elle espère bénéficier au ministère de la justice : elle fait partie du canton dont M. Paul-André Sadon, directeur de cabinet du garde des sceaux, est le conseiller général (sans étiquette politique).

Celui-ci se défend d'avoir l'intention de favoriser telle ou telle municipalité de son canton ou d'un canton voisin. L'idée de proposer 10 hectares de bonne terre agricole au ministère de la justice a germé dans l'esprit du maire de Prévilly, M. Guy Rambeau, inquiet de voir sa commune (182 habitants) vieillir et se déspeupler. Cité par l'Agence France Presse, les défenseurs du projet font valoir qu'une trentaine de familles de surveillants pourraient s'installer à Prévilly et donner au village un nouveau dynamisme.

En revanche, une pétition, critique ce projet, aurait recueilli la signature de 80 % des habitants inquiets, en particulier, des propriétaires de résidences secondaires qui ont choisis cette partie de l'Yonne pour venir passer leurs fins de semaine.

B.L.G.

Trois médecins et deux pharmaciens inculpés d'escroquerie

Trafic de pilules amaigrissantes

NICE de notre correspondant régional

Trois médecins et deux pharmaciens nicois, qui avaient conclu une entente pour écouler des pilules amaigrissantes trafiquées, viennent d'être inculpés d'escroquerie et d'infraction au code de la santé publique. M. Christian Rocher, trente-sept ans, l'un des trois médecins, avait mis au point, en 1984, un produit amaigrissant qui avait obtenu le visa du ministère de la santé. Les deux pharmaciens, M^{me} Claude Archilla, quarante-neuf ans, et son mari, exploitant une officine voisine du cabinet du docteur Rocher, reçurent l'exclusivité de la préparation de ce produit en contrepartie d'une commission de 30 F par ordonnance. M. Rocher associa également à son activité deux autres médecins, M. Eric Elbez, trente-deux ans, et sa propre épouse, M^{me} Marie-Françoise Colo-Rocher, trente-six ans, qui n'avaient qu'à apposer leur signature sur des feuilles de soins prescrites.

La clientèle affluant — cent ordonnances par jour en moyenne — la posologie du produit fut modifiée pour rendre le coût de la préparation

plus économique et augmenter les bénéfices. L'une des principales substances indiquées, l'ulmus fulva, revenant à 3 000 F le kilo, fut remplacée par du lactose, un basal sucre fermentescible contenu dans le lait des mammifères. Le conseil de l'ordre des pharmaciens et celui des médecins s'étaient intéressés à ce fructueux trafic, les époux Achilla jugèrent plus prudent de vendre leur officine (7 millions de francs), en mai 1986, à l'un de leurs confrères, M. Claude Weiller. Celui-ci fut sollicité par les médecins, mais refusa d'entrer dans la combine et, s'estimant trahi, déposa plainte deux mois plus tard.

Les cinq protagonistes de l'affaire ont été inculpés en liberté contre le versement de six cent mille francs (600 000 F) pour les médecins et 500 000 F pour les pharmaciens. Ils auraient causé un préjudice de plus de 3 millions de francs à la Sécurité sociale, qui a également déposé plainte. La chambre syndicale des pharmaciens des Alpes-Maritimes a décidé, pour sa part, de se constituer partie civile.

GUY PORTE.

Au tribunal de Paris

Condamnations pour diffamation envers M. Jean-Marie Le Pen

Par deux jugements rendus mardi 31 mars, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour diffamation envers M. Jean-Marie Le Pen, MM. Jean-Pierre Elkabbach, Claude Perdriel et Serge Raffy, ainsi que le docteur Jean-Maurice Demarquet.

Le premier jugement condamne M. Elkabbach à 2 000 francs d'amende et le docteur Demarquet à 5 000 francs d'amende. Tous deux devront également verser respectivement 3 000 et 5 000 francs d'amende à M. Le Pen. Le jugement relaxe M. Jean-Louis Calderon, qui était également poursuivi. M. Le Pen estimait que tous trois avaient porté atteinte à son honneur et à sa considération, lors d'une interview du docteur Demarquet, diffusée le 16 octobre 1985 sur Europe 1 et où il était question de l'héritage d'Hubert Lambert.

Le second jugement, qui relaxe le docteur Demarquet, condamne MM. Claude Perdriel et Serge Raffy, directeur et journaliste du *Nouvel Observateur*, à 10 000 francs d'amende chacun et à verser 5 000 francs de dommages-intérêts chacun à M. Le Pen. Le *Nouvel Observateur* avait publié, le 18 octobre 1985, un article intitulé « Les retombées de la bombe Demarquet, la chute de la maison Le Pen ».

« L'Agent noir » au bâcher

Des précisions de M. Lachkar

A la suite de la publication dans le *Monde* du 20 mars d'un article intitulé « L'Agent noir au bâcher », M^{me} Isidore Lachkar, huissier-audencier au tribunal de grande instance de Paris, nous a adressé les précisions suivantes :

« Par ordonnance de référé du président du tribunal de grande instance de Paris, j'ai été désigné avec, pour mission, de surveiller les opérations d'occultation ou de suppression — par tous moyens appropriés — des pages 283 à 310 de l'ouvrage de Laurent Gally intitulé *l'Agent noir au bâcher*, publié aux éditions Robert Laffont. A cette fin, j'ai chargé des confrères de province, territorialement compétents, d'accomplir la mission prescrite par l'ordonnance. Au total 60 000 livres étaient concernés par cette opération ».

« C'est hors de ma compétence et par le ministère d'un huissier de Pithiviers, à qui a été adressée l'ordonnance de référé, que 17 191 ouvrages ont été incinérés. Cet huissier de Pithiviers s'est expliqué dans son constat sur les raisons de cette destruction. Tous les autres ouvrages ont fait l'objet de la suppression des pages ordonnées par la décision du tribunal. Je tiens à préciser que je n'ai jamais donné ou reçu d'ordre de quelconque de faire procéder à l'incinération des livres dont s'agit ».

RELIGIONS

Pour la première fois en Grande-Bretagne

Deux pasteurs anglicans mariés deviennent prêtres catholiques

Deux anciens pasteurs de l'Eglise anglicane, mariés et pères de famille, vont être prochainement ordonnés prêtres de l'Eglise catholique. C'est la première fois en Grande-Bretagne que le Vatican autorise l'admission dans le clergé de deux hommes mariés.

Le premier, M. David Mead-Briggs, soixante-neuf ans, s'était converti au catholicisme il y a une trentaine d'années et vivait retiré de toute charge pastorale. Sa femme aussi est catholique. Le deuxième, M. Peter Cornwell, cinquante-deux ans, est une personnalité davantage connue dans l'Eglise anglicane, membre du synode général, lié à plusieurs évêques, y compris l'archevêque de Canterbury. Il avait été ordonné dans le diocèse d'York en 1959. Sa femme reste anglicane, mais a accepté la conversion récente de son mari et sa décision de devenir prêtre catholique. Ils ont deux enfants.

L'accord donné par le Vatican a été bien accueilli en Grande-Bretagne. Coprésident de la commission anglicano-catholique (ARCIC), Mgr Murphy O'Connor, évêque catholique de Brighton, a déclaré que ce geste de Rome était « un signe d'amitié ecuménique profonde ».

Des cas semblables d'ordination de prêtres mariés à la suite d'une conversion au catholicisme, se sont déjà produits en Allemagne, aux Etats-Unis et en Australie. Au temps de Pie XII, des pasteurs allemands avaient pu être dispensés de célibat, tout en se voyant confier un ministère sacerdotal dans l'Eglise catholique.

Aux Etats-Unis, la Conférence épiscopale a pris, en 1980, la décision, approuvée par le pape, d'admettre des pasteurs épiscopaux mariés, convertis, sans séparation de leurs épouses. Elle avait cependant précisé à l'époque qu'ils ne pourraient pas prendre de nouvelle épouse en cas de veuvage et ne pourraient jamais être nommés évêques.

Cette première ordination en Grande-Bretagne de deux anciens ministres anglicans mariés n'indique aucunement un changement à venir dans la discipline de l'Eglise catholique sur le célibat des prêtres.

Elle est à rapprocher de la division créée dans l'Eglise d'Angleterre par la perspective de l'admission de femmes dans le clergé anglican. De nombreux prêtres (et même des évêques) menacent de quitter la Communauté anglicane, si cette perspective se réalisait, comme convenu, à l'échéance de 1990, par la dernière réunion du Synode général de l'Eglise d'Angleterre en février.

H. T.

● PRÉCISION. — Auteur du livre *Pout-on moderniser le christianisme ?*, que nous avons présenté dans le *Monde* du 31 mars, Olivier Rabut est un ancien dominicain. Il est revenu à l'état laïque avec l'autorisation de Rome et s'est marié.

Ecosse, 1 semaine dans un chalet : 1460 F



REPUBLIQUE TOURS

Prix par personne (base) : 4 personnes : 1460 F
Bottée vers HULL + voiture
responsable : 17 nuits en chalet.
28 mars au 10 avril, 25 avril au 15 mai, 12 septembre au 31 octobre 87.

1, av. de la République
75011 Paris
Tél. : 43 55 35 30
Téléc. : 210 956 60

Le centre culturel islamique fermé depuis trois ans

Au temps de l'« agit-prop » iranienne

Le centre culturel islamique de la rue Jean-Bart à Paris avait été un foyer de diffusion de la révolution iranienne. Fermé en décembre 1983 par les autorités, il avait été fréquenté par certaines des huit personnes arrêtées le 21 mars à Paris et soupçonnées d'appartenir à un réseau terroriste.

A quelques pas du commissariat de police du quartier Notre-Dame-des-Champs, le 6 de la rue Jean-Bart, une petite arène tranquille du sixième arrondissement parisien, est occupé par un hôtel particulier dont les briques roses jurent avec les barreaux noués aux fenêtres et avec les gros cadenas rouillés verrouillant la porte de l'extérieur. C'est l'ancien Centre culturel islamique iranien, fermé par les autorités françaises depuis le mois de décembre 1983. Lors de l'annonce de la mesure avaient été exultés du territoire onze Iraniens (dont trois diplomates), tous affectés au centre de la rue Jean-Bart.

A l'époque, cette décision de Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, n'avait généralement pas fait les gros titres, malgré la colère de Téhéran qui, aussitôt, intima l'ordre à trois diplomates français en Iran de boucler leurs valises.

La fermeture du centre culturel parisien de la République islamique, si elle ne suscita guère d'intérêt dans l'opinion française, fit, en revanche, l'effet d'une

bombe dans nombre de cercles musulmans de France, pour lesquels la rue Jean-Bart était devenue, dès le début de la décennie, une sorte de Mecque locale.

Chaque jour, des centaines de jeunes gens, en majorité maghrébins mais également libanais, syriens, égyptiens, irakiens, turcs, pakistanais, algériens et, naturellement, iraniens s'y pressaient, curieux ou avides d'y recueillir la bonne parole islamique révolutionnaire diffusée sous forme verbale ou écrite par des « diplomates » ou des « hôtes d'accueil » sachant à bon escient manier l'arabe ou le français.

« L'entreprise de purification »

Il n'y avait pas que des fidèles du prophète Mahomet pour s'engager. Des dizaines de Français chrétiens (dont des prêtres) ou athées virent au Centre culturel islamique, certains, touchés par la grâce, prononçant la profession de foi musulmane, d'autres se contentant d'encourager les représentants de cette révolution d'Iran. Sans illusions sur la naïveté des uns ou les arrière-pensées médiatiques ou politiques des autres, les permanents du centre culturel, souvent intellectuels de haut vol, très sur le volet à Téhéran, accueillirent avec aménité tout ce qui pouvait s'appeler « l'épanouissement du peuple musulman ». Leurs activités n'étaient cependant pas

toutes d'ordre informatif ou protocolaire. De jeunes Maghrébins étaient invités en Iran où ils se retrouvaient dans d'autres centres, de « formation » où cerveaux et muscles devaient se préparer à servir « l'entreprise de purification du monde lancée par l'imam Khomeiny ». L'information de la France n'était qu'une inévitable étape de ce vaste programme.

Les réunions de la rue Jean-Bart devaient rapidement se prolonger par des « grand-messes » à la cité universitaire du boulevard Jourdan. Là, les pelouses virent bientôt se succéder prières ferventes, rassemblements politiques où l'on entendait des étudiants de vingt nationalités scander « Mort à la France ! » (à cause de la présence armée que Paris maintenait encore à Beyrouth) et, pour finir, des bagarres où l'on put voir des « agents culturels » de la République islamique faire le coup de poing contre les opposants au régime khomeiniste tentant d'apporter la contradiction.

La fermeture du centre de la rue Jean-Bart, alors plus beau fleuron de l'agit-prop iranienne dans l'Hexagone et même, peut-on dire, en Europe occidentale, tout à la fois désorganisa un réseau qui agissait presque complètement au grand jour, tablant sur la « mollesse » du gouvernement et, surtout, fit souffler un vent de crainte, voire de panique, parmi les nombreux jeunes musulmans pris au mirage khomeiniste.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

سازمان اطلاعات

1500

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Jean-Luc Godard tourne « le Roi Lear »

Mon royaume pour un film

Au début était le synopsis

En compagnie de William Shakespeare Junior the 5th

ACTE I
Séquence 1

Le narrateur — William Shakespeare Jr 5th. Il arrive du Danemark où il était parti en reconnaissance pour sa prochaine pièce. Depuis que tous les écrits de son célèbre ancêtre ont été perdus à Tchomobyl, il a été chargé par son pays de les réécrire. Il s'est arrêté sur le chemin du retour, entre les lacs de l'Italie du Nord et les forêts de l'Allemagne du Sud, là où il a entendu dire qu'un professeur fou était en train d'inventer un nouvel art. Peut-être cela pourrait-il être d'une certaine utilité à W. S. Jr 5th dans sa quête désespérée.

Mais personne du voisinage ne semble savoir où se trouve vraiment Herr Doktor Plugg. Donc, pour le moment, W. S. Jr 5th pense beaucoup et boit tout autant dans la salle à manger de l'Hôtel Beau-Rivage, face à la montagne, au bord du lac.

Il remarque un vieil homme et une jeune fille mangeant à une table proche de la sienne. Il imagine qu'il s'agit d'un couple. Ce couple, dans quelle sorte de drame ils évoluent, en saisissant des bribes de leur dialogue. W. S. Jr 5th se sert toujours de répliques ordinaires pour les transformer en poésie. Et ce, sur ordre de Sa Majesté la reine.

ACTE III
Séquence 10

Au bord du lac — même endroit que dans la séquence 2. W. S. Jr 5th vient dire au revoir à Edgar et à Virginia qui échantonnent des répliques où il est question de « vagues » — et leur demande de dire bien des choses à Herr Doktor qui n'était pas chez lui. A l'arrière-plan, les « lutins » sont toujours en train de danser et de faire les fous. W. S. Jr 5th demande aux jeunes gens pourquoi ils sont là, l'expérience d'hier n'a-t-elle pas merveilleusement marché ? Edgar et Virginia disent « non, au contraire, ça a raté », et Plugg et Kozintsev se sont suicidés de honte et de désespoir. Oui, disent-ils à W. S. Jr 5th, les images ont été inventées, mais pas l'endroit pour les stocker. W. S. Jr 5th les quitte. Sur son chemin, il trébuche sur une vieille boîte en fer rouillée. Il l'ouvre, avec difficulté, et Edgar et Virginia se précipitent, tentant d'arracher la

boîte des mains de W. S. Jr 5th. Dans la bagarre, la boîte s'ouvre et une longue bande de celluloid s'en échappe, aussitôt saisie par les « lutins ». « C'est ça, c'est ça », crie Virginia, c'est l'invention de notre bien aimé Herr Doktor, tuez-

En Suisse, après avoir rêvé deux ans de l'Amérique, Godard tourne en anglais son « approche » du Roi Lear. Un grand film d'amour dédié à l'invention du cinéma.

DIRE d'abord ce que l'on voit en pénétrant dans l'intimité énigmatique d'un univers tranquille, où se mêlent le viol salubre des conventions. Tout à l'air incurablement calme à l'hôtel Beau Rivage de Nyon, au bord du lac Léman. Dans la salle à manger mariendbadisque, d'ordinaire ordonnateurs d'ordi-

neur de Rocky. C'est lui, c'est Burgess Meredith. Et il est le roi Lear... La rousse enfant, sa fille Cordelia, est jouée par Molly Ringwald, une starlette aux États-Unis. On l'a vue dans plusieurs comédies pour ados, *Breakfast Club* notamment. Et le troisième dîner, Peter Sellers, metteur en scène de théâtre dans le civil (il vient de monter l'*Ajazz* de Sophocle à Los Angeles), incarne William Shakespeare Junior, cinquième du nom... Le mystère s'épaissit.

Le lendemain matin, il pleut bien. Et l'on tourne dans la chambre même qu'occupe Burgess Meredith. Son lit est défait. Vide. Un atroce flaque de sang tache les draps. Des mannequins, une jolie Noire coiffée d'un Borsalino, un grand Suisse qui pourrait être moniteur de ski, doivent pénétrer dans la chambre par la terrasse. Ce sont des « lutins », facétieux et dévotement, Jean-Luc Godard, qui n'a de capitaliste qu'un long cigare, donne des indications très précises, très rassurantes, on sent autour de lui comme une chaîne de dévouement, il régit une atmosphère d'artisanat ardent.

Godard parle au grand « lutin » suisse : « Voilà, tu entres et tu dis en te penchant sur la lit : « Abre-cadabra Mao Tse-toung Che Guevara ». Un rire discret secoue la troupe. Godard se fâche. Orage sec. « Quoi ? Hein ? Il y a quelque chose de drôle ? » Silence. Ce sang, tout ce sang... C'est ce qu'il reste de Lear ? « Oui, glisse l'assistant, et de la virginité de Cordelia. »

Dollars perdus

Godard semble très fatigué. Une barbe dure et grise de bagnard en cavale s'accroche à ses joues. Il a le regard pathétique d'un lémurien piégé. Peut-être a-t-il dormi tout habillé. On le félicite pour sa prestation de *Columbo* métaphysique à la cérémonie des César, où il recevait un trophée « d'honneur ». Il chasse le compliment comme une mouche, et murmure : « Se plier à la liturgie de la récompense n'est pas désagréable. »

Puis il déclare, même pas provocant, même pas goguenard, n'avoir jamais lu le *Roi Lear*. « Ça doit être une belle pièce », mais en revanche il a vu toutes les versions filmées possibles. « *Welles, Polanski* — ce n'est pas ce qu'il a fait, mais de la *tit* *Kozintsev*. » Il y a longtemps, pour sa part, qu'il tente de rejoindre le club. « Mais c'est un film qui ne voulait pas se faire, qui ne parvenait pas à exister. Pourtant, c'est vrai, de cette absence de film, pendant des années, tout le monde a voulu m'entendre parler. »

Pourquoi Lear ? Il répond : « C'était après le vote sauté. Marie, Marie, mère de Dieu. Si j'avais un analyste, il aurait vite fait de dire pourquoi j'ai choisi Lear, qui est une tragédie de la paternité. Je n'ai pas d'enfant. » Jean-Luc Godard pose le constat avec netteté, comme un chirurgien qui, d'un coup de scalpel, vient d'opérer sur lui-même un diagnostic mortel. Puis il raconte une longue histoire, pleine de stars oubliées et de dollars perdus, de rendez-vous manqués et d'espérances déçues. Sa quête du roi Lear.

C'est vrai, tout a commencé au Festival de Cannes 1985. C'est

l'année munificente où l'astro de Cannon illumine la Croisette. Menahem Golan, sur un coin de table, signe un contrat à Jean-Luc Godard. Qui précise : « Un tout petit contrat de 1 million de dollars. » Ajoutant : « A l'époque, j'avais déjà envie d'une approche ethnologique de Lear, d'une sorte de documentaire. L'idée m'était venue d'explorer une autre terre à travers une autre langue, et je voulais demander à des amis de me servir de guide. Orson Welles, Ingmar Bergman, étaient d'accord. On a donné 100.000 dollars à Welles. C'est alors qu'il est mort. Il n'y avait plus de film. »

Jean-Luc Godard poursuit son récit, avec beaucoup de troupisme doux : « Pendant un an, Cannon a continué à m'envoyer quelques chèques. Mais ils étaient sans provision... Moi, je continuais aussi. Et trouvais un nouvel ami, un nouveau guide. Car le guide est dans le secret, comme le Minotaure est dans Thésée. Le choix de Norman Mailer m'apparaissait comme évident. King Kong, King Lear dans son Connecticut, entouré de ses femmes, ses fils. Il a été converti, qu'il dirait, à une modernisation du *Roi Lear*, et il l'a fait — bien payé — sous le titre de Don Learo. Il devait aussi travailler au scénario. Il n'y mettait pas beaucoup de cœur. Il me donnait des pages et des pages de la pièce originale, annotées en marge d'une petite écriture : « Bad », « Good »... Il devait en outre jouer dans le film, 250.000 dollars pour dix jours, ça n'était pas donné. Il jouerait, c'était spécifié dans le contrat, « sous propre robe ainsi que des membres de sa famille ». Il a accepté, et il est venu ici, en Suisse, avec sa fille préférée qu'il a eue d'une femme qu'il déteste. Il est resté un jour, un seul jour. Et il est parti, ne pouvant supporter, disait-il, « de se voir représenté en situation d'inceste »...

Exit Mailer. Mais, dans une sorte d'errance masochiste, Godard ne se résigne pas à coopter les ponts avec l'Amérique. Il prend le Concorde du matin, arrive avant d'être parti, ne trouve personne qui l'attende, reste à l'aéroport, et repart sur le Concorde du soir. Il avoue soixante-dix voyages...

Respect et indifférence

Au cours desquels il présente Rod Steiger, qui déclare forfait. Ou Sting, qui renonce. Signe un accord de 60.000 dollars avec l'Actor's Studio, qui n'aboutit pas. Ou bien demande à Paul Newman et à Al Pacino de venir lire deux lignes de Shakespeare, histoire d'inscrire leur nom au générique et de faire plaisir à ses producteurs. Finalement, il parvient à filmer Woody Allen, pas longtemps, une journée seulement. « Mais l'opérateur a eu des ennuis, c'est un peu flou... »

Godard, son pécule bien éculé (le dollar en deux ans est passé de 10 francs à 6 francs), n'a plus de scénario, plus de vedettes, plus rien. Il se décide à rentrer chez lui. En Suisse. Il tournera à Rolle, bourgade proprette où il a sa petite maison, avec son atelier vidéo au rez-de-chaussée. Il écrit le scénario directement en anglais, avec des citations de Duras, de la *Jeune d'Arc* de Bresson... et de Shakespeare (en lire ci-contre deux extraits). Il

tourne en douze jours, s'accordera douze jours de montage, douze jours de laboratoire. Pourra livrer le film fin avril, mais l'enfermera alors dans le coffre d'une banque « en attendant qu'on finisse de le payer »...

C'est curieux, Godard l'aventurier, à de plus en plus l'air de courir sur une planète dont le cœur refroidirait, et, asphyxié par les contraintes économiques, de se réfugier sur une île presque déserte avec de rares compagnons, Rohmer, Rivette. Il est l'objet de tant de thèses, d'études, de respect. Et dans le même temps de tant d'abandon, d'indifférence, de rejet. Il ne se plaint pas, si ce n'est du manque de réaction, de rébellion de ses interlocuteurs, de ses acteurs. « C'est la multiplication des inhibitions. C'est la prohibition des sentiments... » Sans crier gare, sans crier du tout, il profère des aphorismes très nietzschéens. Mais, en guise de « gai savoir », il s'agit plutôt de « gai désespoir » : « Le cinéma, c'est une famille où l'on aurait la possibilité de traiter autre chose que des affaires de famille. » « On n'était pas sectaires, oh non ! Truffaut a défendu les Régates de San Francisco, de Claude Autant-Lara. Un docteur socialiste peut opérer Pinochet. »

Sur le même ton éteint, de sa voix tremblée d'enfant puni, il dit aussi : « Si les films ne marchent pas, qu'ils crèvent ! » Ou : « Pour voir nos films, dans les salles, les gens ne sont pas servis les uns contre les autres. » Ou encore : « J'ai fait les films des autres que les autres ne voulaient pas faire pour des raisons inavouables... »

Cette nuit, on tourne dans la petite salle de cinéma de Rolle. Il fait très froid, très noir. Une chapelette qui ne serait pas encore consacrée. C'est une scène qui réunit W.S. Jr-Peter Sellers et les jeunes gens, Edgar et Virginia. Sortant tout droits et tout ferveurs de *Mauvais sang*, ce sont Léos Carax, le metteur en scène, et Julie Delpy, son interprète. Le professeur Kozintsev (1), est joué par le directeur de la cinémathèque suisse, et le journaliste, avec beaucoup de naturel, par un journaliste, Michèle Halberstadt. Herr doktor Plugg (2), enfin, c'est Jean-Luc Godard. Il s'est coiffé d'un bonnet en laine rouge, tintinnabulant de médailles comme un ruminant en transhumance, il s'est tordu la bouche, il est saignant, déchirant. Sur ses genoux, il tient l'objet que le professeur a apporté, une boîte à chaussures. Il l'ouvre, et soudain la lumière qui y était enfermée l'inonde. Quel est le nom de votre invention ? interroge le journaliste. « J'ai pensé à « image », dit le professeur. Et Plugg intervient : « Supposez mon cher que le vrai mot pour « image » soit « réalité ». Car voilà le secret. Voilà le mystère révélé. Le vrai sujet de Lear, c'est l'invention du septième art. »

Il fait de plus en plus noir, de plus en plus froid, mais face à l'écran vide un homme seul est là, qui a le pouvoir exorbitant de libérer un soleil prisonnier. Lear ou de Lear, peu importe. C'est un moment d'amour fon, de pur cinéma. C'est beau comme du Godard.

DANIEL HEYMANN

(1) Qui peut se traduire par « Bran-ché », en sens littéral du terme.



Jean-Luc Godard pendant la cérémonie des César

les. « Regardez », dit W. S. Jr 5th. Tous trois regardent dans la direction qu'il indique.

Nous voyons Lear et Cordelia, dans des costumes moyenâgeux. Ils avancent lentement vers le lac. Le vieil homme tient un filet à papillons, et Cordelia conduit un cheval blanc. Les « lutins » dansent autour d'eux.

L'absence de la musique de Nino Rota est douloureusement ressentie par Edgar et Virginia. W. S. Jr 5th propose quelques mots qui pourraient remplacer la musique. Nous avons alors trois voix off commentant la même image : un cheval blanc face aux vagues...

nateurs banquettaient après avoir colloqué. A une table ronde, à peine à l'écart, sans déranger, on fait du cinéma. Ou plutôt, Jean-Luc Godard fait un film. Il tourne le *Roi Lear*, d'après ce qu'on croit savoir. Mais on ne sait rien.

Alors, dire ce que l'on voit. Une minuscule équipe soudée, quatre personnes, pas plus. Deux filles très jeunes, en noir, agiles, comme des manipulatrices de marionnettes ; elles sont partout, à la lumière, au cadre, à la caméra. L'assistant est provisoirement vêtu en maître d'hôtel. Un ingénieur du son enregistre le silence des acteurs. Car, autour de la table ronde, une adolescente rousse agit sans mot dire un cerce magique de Noël qui vient de lui tendre un homme jeune aux cheveux en brosse tandis qu'un vieux monsieur mime la plus vive exaspération. Le vieux monsieur ressemble à s'y méprendre au soi-

14 JUILLET PARNASSE — 14 JUILLET ODÉON — GAUMONT AMBASSADE — FORUM — MONT-PARNOS

Marin KARMITZ présente un film de JAMES IVORY

Chambre avec Vue...

A Room with a View

d'après le roman de E.M. FORSTER, l'auteur de la « Route des Indes » (Avec vue sur l'Amor) Christian Bourgois Éditeur.

3 OSCARS HOLLYWOOD 87

CINÉMA

Deux films inédits de Mizoguchi

Ces femmes blessées au cœur

Kenji Mizoguchi (1898-1956) a été reconnu comme un des plus grands cinéastes mondiaux dans les dernières années de sa vie, grâce aux critiques occidentaux et au Festival de Venise. Bien qu'il ait beaucoup tourné depuis 1922, il n'était pas vraiment estimé au Japon.

Le Destin de M^{me} Yuki et la Dame de Musashino, deux inédits parmi tant d'autres qui sortent ce mercredi, appartiennent à la période dont l'historien japonais Akira Iwazaki dit qu'elle coïncidait avec la crise la plus grave de la vie de Mizoguchi. Ces films ont été réalisés respectivement en 1950 et 1951. Sans être de purs diamants comme les œuvres qui allaient suivre, ils portent dans leur écriture cinématographique la marque du génie, et dans leur thématique cette sensibilité déchirante à l'égard des femmes incomprises propre au cinéaste.

M^{me} Yuki, issue d'une famille noble, vénérée par ses domestiques et son entourage, n'a pas fait un bon mariage. Son époux fréquente les prostituées et installe une maîtresse chez lui. M^{me} Yuki aime un musicien. Il la déçoit. Son mari veut la reconquérir, mais il n'a pas la manière et, de toute façon, il est trop tard. M^{me} Yuki préfère mourir.

En 1945, au moment où le Japon est en train de perdre la guerre, Michiko Akiyama fuit Tokyo bombardée et va se réfugier avec son mari (qui se considère déjà comme démolé) chez ses parents, dans la campagne proche de Musashino. Trois ans plus tard, ses parents sont morts. Elle perdure leur souvenir dans la maison familiale. Tadao Akiyama, le mari, petit professeur, courtise la femme peu farouche d'un cousin du voisinage. Mais celle-ci convoite le jeune cousin de Michiko, lui-même époux de la « Dame de Musashino ». Michiko veut rester irréprochable tout en aidant le garçon. Elle en meurt.

Dans ces deux films, les meilleures traditions et la morale de l'ancien Japon se heurtent à l'absence de valeurs du pays sorti de la guerre. Les hommes portent des costumes vestes, les femmes des robes et des chausures à l'occidentale. Un mobilier « moderne » de série (semblable à celui que l'on voyait dans les films français des années 30-40) alourdit, banalise les intérieurs, change les manières, détruit l'art de la décoration. M^{me} Yuki y échappe un peu en s'installant près du lac Biwa, du côté de Kyoto; Michiko Akiyama choisit de rester en kimono et en soukous sur les nattes de la belle maison aux cloisons coulissantes. L'une cherche la passion, l'autre s'en



Akiko Koyama et Kinuyo Tanaka dans la Dame de Musashino.

défend, mais les blessures au cœur sont les mêmes. On n'en guérit pas, on les oublie en se donnant la mort. Entourées d'intrigues d'intérêt (argent, héritage) et prisonnières des contradictions masculines, M^{me} Yuki et Michiko — qu'on aurait tort de comparer, selon une manie à la mode, à Madame Bovary et à la Princesse de Clèves — libéreront au moins leurs âmes.

Les deux films sont bavards et comportent des moments statiques, surtout dans la description d'une bourgeoisie aux appétits sordides. Mais que de moments de grâce ! Visions élégiques d'une nature où l'on peut s'agoucher; émotion des sentiments féminins. Michiko Kogure (M^{me} Yuki) et Kinuyo Tanaka (Michiko) portent à elles seules l'essence rare et subtile du cinéma de Mizoguchi. Et si l'on sait que M^{me} Yuki s'est jetée dans le lac Biwa, Mizoguchi ne l'a pas montré. Un étonnant plan-séquence fait, sur un mouvement d'appareil, disparaître la femme d'un coin de campagne encore noyé de brouillard au petit matin. En revanche, on assiste à l'agonie bouleversante de Michiko dans une sorte de cérémonial funéraire où les masques tombent devant la victime qui s'est empoisonnée. Le testament spirituel de la « Dame de Musashino » au jeune homme qu'elle s'est retenu d'aimer ouvre le panorama d'une région où il n'y a plus de place pour les rêves : la banquette de Tokyo va être touchée par l'industrialisation.

On admire en France, et on a raison, les films de Mizoguchi sur le Japon féodal. Ils coexistent parfaitement avec ceux-ci, placés sur la boussole d'un changement historique où le désir, le besoin d'absolu de la femme « éternelle » ne brisent sur les écueils de la réalité.

JACQUES SICLER.

★ Le Destin de M^{me} Yuki a été présenté en avant-première, vendredi 27 mars sur la chaîne de télévision M 6. Sortie dans les salles le 1^{er} avril.

Un égorgeur assassiné et une Marilyn Monroe orientale

De moins en moins d'argent, de plus en plus d'enthousiasme pour la principale rencontre mondiale centrée sur le septième art arabophone.

AQUAND un Astérix oriental qui osera lâcher : « Mais ils sont fous ces Arabes ! ». A l'heure où pour ceux-ci il est plus que jamais nécessaire de montrer que leur communauté ne compte pas que des barbus passeurs de bombes ou de futilités émines dragonniers, on apprend que la Ligue des États arabes (Tunis) et l'Institut du monde arabe (Paris) ont diminué largement de plus de moitié cette année leur subvention au Festival du film arabe qui se tient dans la capitale du 1^{er} au 14 avril.

Or s'il est un art où les Arabes ont su mettre en valeur leur diversité sociologique et politique, leur humour, leur satire sociale et leur sens de la poésie, c'est bien le septième ! Et si quelque'un est bien placé pour le savoir, et comprendre l'utilité de le mettre en évidence, c'est l'actuel délégué de la Ligue arabe en France, le Tunisien Hamadi Essid, cinéophile avéré, et c'est aussi le directeur de l'Institut du monde arabe, le Libanais Bassam El-Nar, intellectuel éclairé. Le Festival ne reçoit pourtant de la Ligue, en 1987, que 30 000 F (contre 80 000 F en 1986) et 100 000 F de l'Institut (contre 250 000 en 1986)...

Heureusement que le Fonds français d'action culturelle et le Quai d'Orsay (mais pas le ministère de la culture) ont maintenu ou augmenté leurs dons, qui sont respectivement de 100 000 F (70 000 F en 1986) et 50 000 F (60 000 F en 1986). Le V^e Festival du film arabe de Paris se déroule donc avec un budget diminué de moitié par rapport au précédent. Pourtant, ce qui prouve bien que l'argent n'est pas tout, il démarre dans un meilleur climat que la manifestation de l'an passé.

En 1986, avaient pesé sur le Festival la prochaine fermeture des salles de Frédéric Mitterrand dans le quatorzième arrondissement parisien, lieu habituel, et comme fétiche, des projections; la programmation maladroite de quelques films faisant la part vraiment trop belle à la propagande politique; la défection de l'actrice égyptienne invitée d'honneur, Magda, et le manque de charisme de son compatriote Toufik Salahi, le pourtant talentueux cinéaste, auteur notamment des Dupes (1972), autre invité des organisateurs.

Cette année, la programmation est plus limpide, tout en étant d'une chatoyante richesse : soixante œuvres d'une dizaine de pays, dont près de la moitié inédites ou peu connues en France (rappelons que le Festival a pour but de faire connaître le cinéma arabe d'« auteur », ancien et nouveau, et ne distribue aucun prix; la plupart des œuvres sont sou-

titrées en français). La comédienne égyptienne Hind Rostom, invitée de l'édition 1987, est bien arrivée. Enfin les séances ont lieu dans une salle de bon aloi du boulevard Saint-Germain, qui ne fera pas regretter les petites salles « marginales » du quartier Pénitry.

Le hic sera la rentabilité, car le Cluny-Palace, pour ne pas perdre d'argent, doit encaisser cinquante mille francs d'entrées durant les deux semaines de la manifestation. Pour qui connaît le caractère familial, amical, qu'on en même temps massif de la quinzaine, ce ne sera pas facile. Chacun a une bonne raison de se réjouir, et d'abord parce qu'il est arabe et que c'est « son » festival ou parce

soixante-quinze ans avait conquis. Son avant-dernier film, tourné en 1986, s'appelle l'Egorgeur...

Outre Salama va bien, première œuvre de Niaz Mustapha, qui a cinquante ans comme la Cinémathèque française (2) (où a eu lieu la soirée officielle d'ouverture du Festival) et qui est une farce burlesque dans l'Égypte d'avant 1940, deux œuvres du malheureux cinéaste attirent l'attention dans des genres différents : Antar et Abba (1945), vieille légende arabe d'avant l'islam sur l'amour impossible, aussi connue que Roméo et Juliette chez nous; et l'absolument inénarrable Un verre, une cigarette (1954) où, outre la cè-

thage avec son Incident du demi-mètre (Le Monde du 2 novembre 1982), qui montrait un jeune homme damascène de 1967 plus intéressé par la recherche d'un coin tranquille où prouver sa virilité à sa dulcinée que par la guerre contre Israël en cours. Toute l'obsession engendrée par la répression sexuelle des sociétés arabes nous sautait sans crier gare à la figure. Le choc fut tellement fort que certains jurés arabes ne le supportèrent pas et refusèrent de primer Zikra. Avec sa nouvelle œuvre il s'attaque à la bureaucratie arabe anticulturelle. Un sujet d'actualité, en particulier pour les mécènes du Festival...

Celui-ci se terminera mi-avril par un gala oriental où évoluera le



« Un verre, une cigarette », film égyptien de Niaz Mustapha (1954).

que l'hospitalité orientale interdit, sauf à perdre figure, de faire payer les amis français, etc. La tâche n'est pas facile pour la petite « bande » de jeunes du Liban, d'Égypte et d'Algérie, vaillants et mordus, qui, depuis un lustre, en compagnie de la critique française Catherine Ferret-Arnaud, ont réussi à faire de Paris, la capitale du cinéma arabophone, puisque aucune des vingt capitales arabes, où le Festival aurait pu naturellement se dérouler (1), n'a souhaité assumer cette responsabilité. Il est vrai que la France compte aujourd'hui une population arabe aussi importante que celle du Liban ou de la Jordanie et triple de celle du Koweït...

Assassinat d'un don Juan nilotique

Le réalisateur populaire égyptien Niaz Mustapha ne sera pas au Cluny-Palace pour présenter la rétrospective de son œuvre (cent cinquante films de 1937 à 1986, dont neuf programmés au Festival). Il a été récemment, assassiné dans son pays, l'Égypte. Semble-t-il par un tueur qu'avait stupéfié l'amoureux d'une jeune actrice que le cinéaste de

bre damasque faroukienne Samir Gamal, june une pulpeuse adolescente caïrote, infirmière fatale, nommée Dalida !

Hind Rostom (soixante-quinze films de 1947 à 1979), adonis des foules arabes, n'est plus inconnue en France depuis que Gare centrale (1958, au menu du Festival) de Youssef Chahine a dévoilé à plusieurs millions de téléspectateurs sa croupe, sa bouche et sa chevelure de Marilyn Monroe caïrote, aujourd'hui en retraite. Quelques amateurs français connaissent aussi ses performances dans Chafika la Copte (film d'Hassan El Imam, 1963) ou Entre ciel et terre (Salah Abou-Seleh, 1959, au programme). Peu ont vu ses nombreux mélos criards qui font toujours recette d'Abou-Dhabi à Casablanca et sur lesquels nous préférons ne pas gloser davantage tant ce cinéma est aujourd'hui à la mode à Paris, donc inouchable.

Parmi les nouveautés on attend beaucoup de Chronique de l'année prochaine du jeune Syrien Samir Zikra, formé à Moscou et en même temps très attiré par ce qui se fait en France, tout en ayant conservé une sensibilité levantine, au bon sens du terme. En 1982, il avait secoué les Journées cinématographiques de Car-

thage avec son Incident du demi-mètre (Le Monde du 2 novembre 1982), qui montrait un jeune homme damascène de 1967 plus intéressé par la recherche d'un coin tranquille où prouver sa virilité à sa dulcinée que par la guerre contre Israël en cours. Toute l'obsession engendrée par la répression sexuelle des sociétés arabes nous sautait sans crier gare à la figure. Le choc fut tellement fort que certains jurés arabes ne le supportèrent pas et refusèrent de primer Zikra. Avec sa nouvelle œuvre il s'attaque à la bureaucratie arabe anticulturelle. Un sujet d'actualité, en particulier pour les mécènes du Festival...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Les séances ont lieu tous les jours jusqu'au 14 avril de 12 h à 22 h au Cluny-Palace, 71, boulevard Saint-Germain, Paris V^e. Tél. : (1) 43-54-06-76.

Renseignements également au service de presse du festival. Tél. : (1) 48-06-40-05 et 42-33-62-89 ainsi qu'à l'Association pour le film arabe. Tél. : (1) 47-66-32-83.

(1) Exemption faite de Ryad, puisque l'Arabie saoudite est peut-être aujourd'hui le seul État du monde où les projections restent interdites — de même que l'alcool, la conduite d'une voiture par les femmes, la célébration de la mort, etc. Quel thème de film !

(2) Signalons à cet égard la publication par la revue L'Asie (Saint-Martin-de-Corbière, 12290 Press-de-Saint-Tel. : 65-46-56-22) d'un dossier de 60 pages grand format (70 F) sur Henri Langlois (mort en 1977), préparé par Raymond Carasso, avec des inédits de Langlois lui-même, Jean Rouch, Georges Franju, etc.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS
11, quai Malaquais (6) - 42-60-34-57
MATISSE
le rythme et la ligne
avec la participation exceptionnelle de la Bibliothèque nationale
Conçu et réalisé par Jacqueline et Maurice GUILLAUD
Tél. de 10 h à 19 h - Nocturne mercredi jusqu'à 22 h - Du 25 février au 10 mai

OPÉRA
DE PARIS
OPÉRA-COMIQUE
13, 14, 15, 16, 17 AVRIL - 19H30
SPECTACLE
STRAVINSKI
Renard - Ragtime - Mavra
Mélodies
Avec la participation
des Jeunes Chanteurs de l'École d'Art Lyrique
et du Ballet de l'Opéra
Renseignements : 42.96.06.11 et Minitel 3615 Code COM21

MAISON DU DANEMARK
142, CHAMPS-ÉLYSÉES - M^e Étoile
CERAMIQUE, JE T'AIME... JE TE HAIS
BODIL et RICHARD MANZ
Pièces uniques - Séries - Décoration
Tous les jours de 13 à 19 heures, dimanches et fêtes de 15 à 19 heures
Jusqu'au 24 mai 1987 - Entrée libre

Théâtre des Amandiers
Nanterre
Soirée 20h30
Dimanche 16h30
LE SUICIDÉ
une comédie de Nicolai Erdman
mise en scène de Claude Stratz
«Une pièce, d'une drôlerie coupante» LE FIGARO
«Humour» «Cette pièce est une façon de chef d'œuvre satirique»
«Aussi déchaîné que Hellschreiber» L'ESPÉRANT
LE MATIN Bernard Baillet est un «Suicidé» de grande classe, mordant et révenant.
47 2118 81

CRETEL
DU 27 MARS AU 5 AVRIL 1987
9^e FESTIVAL INTERNATIONAL
DE FILMS DE FEMMES
48 99 94 50
Credet, 51 boulevard de Clichy

LANACHE
LIDO
Conviez vos amis au Lido
et saisissez le champagne avec le monde entier.
20 h : dîner dansant, champagne et revue : 495 F.
22 h 15 et 0 h 30 : champagne et revue : 340 F.
Service compris.
116 bis, Champs-Élysées, Tél. : (1) 45.63.11.61 et agences.

سكنى من الارض

150

EXPOSITION

La terre tremble au Grand Palais

Lucio Amelio, un condottiere de l'art



De toutes les manifestations à la gloire de la civilisation napolitaine qui ont lieu cette année à Paris sous l'impulsion de Fernando Caruso, directeur de l'Institut culturel italien, la plus importante est sans nul doute l'exposition « Terrae Motus » qui vient de s'ouvrir au Grand Palais. A travers leur vision du tremblement de terre qui, le 23 novembre 1980, meurtrit Naples et une partie du sud de l'Italie, des artistes napolitains, européens, américains ont fait de cette panique tellurique la métaphore d'une apocalypse des consciences. Le tremblement, pourtant, n'aurait pas suffi à lui seul, et aux artistes dans leur isolement, pour que cette catastrophe se métamorphosât en événement culturel de portée universelle. Un homme hors du commun, tel que Naples sait en produire, a voulu capter les ondes chthoniennes de sa ville bouleversée, afin que celles-ci deviennent le révélateur d'un renouveau créatif. Et cet homme, dont la Fondation, née sur les pentes du Vésuve, porte le nom, c'est Lucio Amelio. Le rencontrer à Paris, c'est avoir un miroir de Naples en face de soi. La cinquantaine sémillante, l'œil sombre et rieur, un port de prince avec un rien de perversion dans le velouté de ses gestes : avec sa finesse grecque et sa passion espagnole, il est devenu un condottiere de l'art, reconnu dans le monde entier. — J.-M. S.

« POURQUOI la Fondation Amelio ?

— Son existence officielle date du 20 novembre 1982 : deux ans après le tremblement de terre. Au moment de la catastrophe, je dirigeais une galerie depuis quinze ans, et j'avais fait environ six cents expositions : un travail fou, mais il n'en restait pas assez de traces : vendues, les œuvres exposées disparaissaient. — Au début, je ne voulais pas faire une fondation : je voulais faire une collection. J'ai sollicité l'aide de la municipalité : mais il n'y avait pas de municipalité, pas de maire, rien au point de vue officiel. Il y avait Naples, ce volcan prodigieux qui bouillonne jour et nuit. Au fond, je crois que cette cause administrative est notre chance ! Mes trois sœurs, Anna, Giuliana, Lina et moi avons formé le noyau original de la Fondation. Et j'ai eu deux généreux donateurs : l'industriel napolitain de la mode, Mario Valentino, et le directeur du Banco di Napoli, Ferdinando Ventriglia, qui a aussi prêté son concours au financement du catalogue de l'exposition publié par les éditions napolitaines Guida. Il est très important que nous ayons trouvé nos sponsors dans Naples même et pas à l'étranger. Vous voyez « Terrae Motus » sponsorisé par Coca-Cola ! On entendrait rugir le Vésuve jusqu'à la tour Eiffel !

— On vous fiche si on vous dit que vous êtes un marchand d'art ? — Malheureusement, je ne le suis pas ! Je vends des tableaux, certes, mais très mal et très peu. Je ne veux pas dire que j'ai honte de faire de l'argent avec l'art : simplement, ce n'est pas le but principal de mon travail, qui est en revanche de donner une idée de l'art au plus grand nombre, même aux gens qui n'achètent pas de tableaux. J'ai rencontré beaucoup de résistance du côté des marchands américains : occupés de tes affaires, me disaient-ils en essayant de me ramener à la sagesse d'un vrai marchand... Je n'ai rien contre l'argent, pourvu que ce ne soit pas de l'argent qui détruit les gens. Un capital est bon, si tout le monde peut en user.

— En somme, vous recyclez l'argent des riches dans l'art, comme on dit de la Camorra qu'elle recycle l'argent sale dans le commerce... — Exactement !

— Vous avez des origines très modestes... — Modestes, et en même temps grandioses — comme tous les Napolitains. Je me sens piéce

vivante de la ville : je sens cette énergie culturelle qui est présente partout, à Naples, et pas seulement chez les intellectuels ; les jeunes garçons qui vous portent le café à domicile sont vraiment des puits de science, et ils n'ont qu'une dizaine d'années... Et puis, je rêve toujours d'être le dernier prince de Naples : mais mon grand-père était chômeur !

— Au début des années 60, sur le modèle allemand des Zeisswerke, vous avez ouvert une première galerie dans votre appartement. Vous exposez pour un petit cercle d'intellectuels ?

— Mais non ! Dès le début j'ai eu un succès immense : j'ai exposé des artistes internationaux, des artistes allemands, et le premier était un Berlinois. J'avais donné un nom absurde à ma galerie : Modern Art Agency L. C'était l'époque de la suprématie tous azimuts de l'Amérique, même dans le domaine de l'art : les États-Unis disposaient d'une structure très puissante et qui occupait tout ce que nous avions en Europe : galeries, musées, collectionneurs, tout venait d'Amérique, le pop art.

— Même situation à Paris ? — Eh oui ! Il y avait M^{me} Sonzogni à Paris, la femme de son mari Leo Castelli qui, lui, était à New-York : le monde se trouvait ainsi contrôlé ! C'était une organisation formidable, et elle ont fait un travail merveilleux, quand on songe que, dès 1964, le pop art était exposé à Venise. Cet envahissement des Américains nous apportait beaucoup d'idées, dans une Europe qui restait endormie. Mais la Vieille Europe ne se réveillait pas et l'Amérique bloquait les énergies créatrices de l'Europe.

— Alors vint le prince char-

— Si vous voulez !... En tout cas, j'ai assumé d'instinct le rôle de réveiller, de développer la culture européenne. Mon but était aussi de réintéresser Naples, grande ville, grande capitale — comme disait Stendhal : « Naples et Paris : les deux seules capitales » — dans un circuit de culture internationale. Pompéi, Herculaneum, Paestum, — et cette cave de culture vivante qu'est en soi la ville de Naples. Mais la situation était très difficile. Il fallait gagner de l'argent pour continuer, et les artistes, alors, les vrais, se refusant à produire de l'argent, ceux de l'art pauvre, par exemple, qui ne voulaient ni signer ni vendre leurs œuvres : ils ne voulaient vendre que de la merde d'artiste, des idées, des dis-

cours. Ce n'était donc pas facile, pour moi, mais très fascinant au point de vue culturel, et je m'y suis jeté corps et âme.

— Vous avez donc commencé par l'art pauvre...

— Oui, l'art pauvre, qui était l'opposé du pop art, plus facile, plus plaisant. L'art pauvre, qui était représenté, en Italie surtout, par Merz, Kounellis, Paolini et, en Allemagne, par cette figure mystérieuse d'Allemand paysan que je ne connaissais pas encore : Joseph Beuys. Bien vite, des milliers de jeunes gens sont venus chez moi et se sont enthousiasmés, et tout à coup je suis devenu une des galeries-pilotes d'Italie pour avoir immédiatement enregistré ce phénomène de l'art pauvre, qui était vital à cette époque. Il m'a fallu dix ans pour redonner à la ville sa place dans le monde : la culture internationale repassait enfin par Naples.

— Votre rencontre avec Beuys a été fondamentale, je crois ?

— Oui, j'ai connu Beuys en 1971 : c'est venu à Naples et a théorisé ce que j'avais compris d'instinct. Il a ajusté tout, il m'a guidé dans ce sens européen, et, ensemble, nous avons fait un travail extraordinaire. En 1980 arrive le tremblement de terre. Les secousses telluriques me donnent l'idée de secouer les consciences et d'en laisser des traces avec « Terrae Motus ». Beuys paraît d'une conception élargie de l'art, de sculptures sociales. Et moi aussi : je ne veux pas vendre des tableaux mais plutôt établir des sculptures sociales. Ainsi je peux expliquer le grand succès de « Terrae Motus » : c'est que nous avons capté l'intérêt des gens qui se frottent des tableaux. Pour ma part, je déteste les tableaux crucifiés aux murs, ça n'a aucun sens.

— Il n'y a pas beaucoup de tremblements de terre à Paris ! — Pas du tout ! C'est ça le problème — et c'est grave. Il manque de séismes dans les consciences. Car je vois cette ville où il y a une vie culturelle merveilleuse, mais passée, et totalement détruite par la consommation avec l'énorme drugstore que sont devenus les Champs-Élysées. Pour en revenir à la phrase de Stendhal, je dirais que Naples, d'une manière paradoxale, est restée davantage une capitale : elle n'a pas perdu son identité, tandis que Paris l'a perdue dans son américanisation. Par exemple, l'idée de la Défense, c'est une chose horrible... Et quand on pense à ce qu'on a fait des Halles : c'est un désastre écologique.

— Écologique ?

— Oui, le mot est lâché. C'est l'art qui défend la nature, alors que c'est cette fausse conception de la modernité qui détruit le monde.

— « Modernité, merdisme », écrit Michel Leiris...

— Oui ! Moi je suis contre la modernité et pour chercher, dans nos consciences, dans nos cultures, à mettre au jour nos racines, nos origines. Naples, la civilisation napolitaine qui n'a pas changé depuis deux mille ans, a donc un rôle immense à jouer dans ce sens-là. « Terrae Motus », « tremblement de terre » dans la langue de Virgile, pour rappeler à l'Europe que nous vivons deux mille ans d'histoire dans la terre qui tremble. Toute mon activité va dans ce sens, et j'espère bien voir Paris redevenir la capitale européenne de l'art.

— Mais comment faire trembler Paris ?

— Le SIDA ! Voilà une catastrophe qui touche Paris ! C'est là un désastre, une maladie américaine. On jette les êtres humains dans le désespoir le plus total comme ils le sont dans les grandes villes américaines : plus d'amitié, plus d'amour, seulement le travail et l'obsession de l'argent, les consciences détruites par une absurde, obscène consommation. Ce désespoir est donc un désastre politique, social, économique et écologique. Le SIDA est une expression de la dégénération politique et sociale américaine. On a détruit la nature, on a détruit les hommes, on a détruit les consciences, comment ne pourrait-on pas avoir le SIDA ? Ce n'est pas une maladie sexuelle, le SIDA : c'est une maladie sociale. C'est la vengeance de la nature, et c'est juste. Le SIDA n'est pas la maladie des pédés mais des désespérés. Et il a le rôle d'un tremblement de terre au niveau de la planète. Cette maladie change complètement la vie des hommes. Chaque être humain doit de nouveau penser : qu'est-ce que l'amour ? Ce n'est pas le sexe consommé comme du chewing-gum. On a été fou par l'amour-consummation.

— Alors, vive le SIDA !

— Il faudrait créer une association pour le développement du SIDA, on comprendra enfin que la mission de l'art, c'est d'apprendre aux gens à vivre en harmonie avec la nature.

— Vous sentez-vous le père des artistes que vous exposez ?

— Ce n'est pas moi qui les ai fait devenir peintres. J'ai simplement créé une situation fertile pour qu'ils puissent s'exprimer. On ne crée pas des artistes : ils existent ou ils n'existent pas. Créer des artistes, c'est une idée commerciale, une idée de la consommation. Les artistes que l'Europe vivent en perpétuel tremblement de terre. Ceux que j'expose, je les aime tous, et la plupart ne travaillent pas seuls mais avec les autres hommes, comme dans les ateliers de la Renaissance.

— Vous êtes donc le condottiere de cette nouvelle Renaissance ?

— Un don Quichotte, plutôt ! Et les artistes sont mes Cervantes.

Propos recueillis par JEAN-NOËL SCHIFANO.

Fractures, failles, cassures

L faut s'attendre, au fil d'un parcours aussi labyrinthique que que faire se peut dans la rigidité néo-classique du Grand Palais, à la rencontre d'images propres à secouer les esprits... C'est en tout cas le but recherché par Lucio Amelio, à travers ce rassemblement hors les normes de soixante-cinq artistes internationaux, italiens du Sud et du Nord, Américains, Français, Allemands, Anglais, Espagnols, que rien ne semblait devoir ainsi rapprocher, si ce n'est qu'ils sont contemporains, donc que par-delà les divergences stylistiques, ils doivent avoir des préoccupations communes... d'ordre fondamental.

C'est en tout cas ce que révèle « Terrae Motus », dans sa succession de ruptures, de failles, de mises en scène déstabilisatrices des formes, d'images de chaos, d'éclatements, de débris et de mort. Une exposition sérieuse et passionnante, malgré des œuvres parfois de faible magnitude, trop loin de l'épicentre, comme cela se produit fatalement lors de la construction d'une collection publique (qui oblige toujours aux compromis stratégiques), le thème fut-il aussi général et universel que celui du rapport de l'homme et de la nature triomphante ; et justement peut-être parce que ce thème est trop fortement ressenti dans la lumière de Naples.

Tous les artistes sollicités n'étaient pas aussi profondément motivés qu'un Beuys, dont le propos a toujours été de travailler sur les énergies libératrices, au figuré, en confrontant des matériaux de nature différents, froids et chauds, et, au propre, avec les consciences : l'exposition présente l'environnement de tables de bois, de bocaux de verre et de pots de terre en équilibre instable qu'il a réalisés, en 1981 à Naples, à partir d'objets trouvés sur les lieux touchés par le tremblement de terre. Ou Boltanski, qui a fait de la mort la compagne de l'enfance et qui, pour « Terrae Motus », a imaginé une danse macabre, en projetant simplement sur les murs l'ombre d'un squelette de fer-blanc.

De la craquelure, encore, et de la terre cuite en épaisseur mais accumulée au sol d'un paysage désolé que Kiefer raccorde à l'histoire : Winzorio. De la faille toujours, mais cette fois dans la mémoire, avec Jean-Michel Alberola qui coince l'arrière-train d'un cheval de manège planté dans le mur entre une carte postale souvenir (de Naples) et une photo solarisée de ruines au bord de la mer.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Exposition « Terrae Motus », Grand Palais, jusqu'au 11 mai.

KIRJUHUEL

chante 12 POÈMES EN LANGUE FRANÇAISE de Verlaine, Baudelaire, Rimbaud, Mallarmé, Hugo, Nerval, Louise Labé, Villon, Ronsard, Christine de Pisan.

Disques et cassettes REVOE - Distribution SOCADISC

28 MARS - 11 MAI Naples Tremblement de terre GRAND PALAIS

65 artistes internationaux confrontent leur création aux violences telluriques du Sud de l'Italie

Collection Fondazione Amelio Centre National des Arts Plastiques Maison des Cultures du Monde Istituto Italiano di Cultura avec le concours de Banco di Napoli

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-1233).

PARLEZ-VOUS FRANÇAIS ? Galerie de la BPL. Jusqu'au 11 mai.

HANS HOLLEIN. Rétrospective d'architecture des années 1950 à nos jours. CCL. Jusqu'au 8 juin.

OBSERVATOIRE BANLIEUES N° 2. Sculpture de l'habitat. Complex 34, Grand Foyer. Entrée libre. Jusqu'au 27 avril.

STUDIO TOTEM ET MUSÉE D'ART. CCL. Jusqu'au 11 mai.

ALFRED KERN. L'écriture artistique du langage. Petit Foyer. Jusqu'au 13 avril.

MUSÉE VAN DER ROYE ET SES DISCIPLES 1884-1969. CCL. Entrée libre. Jusqu'au 15 juin.

DESSINS AUTRICHIENS DANS LES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.

LUMIÈRES DU NORD : La peinture scandinave (1885-1905). Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-34). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

COSTUME-COUTUME. Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-34). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; le samedi : 18 F.

BRESIL ARTS POPULAIRES. Grand Palais, entrée : place Clemenceau. Du 3 avril au 18 mai.

DESSINS FRANÇAIS DU DÉBUT DU XVIIIÈME SIÈCLE DE WATTEAU À LEMOYNE. Musée du Louvre, Pavillon de Flore (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

SURVEILLANCE (1699-1749). Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi, soirée jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 avril.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ART. La vie de bobette : L'ouverture de l'Opéra : La carrière de l'architecte au dix-neuvième siècle : L'industrie Thonet : Les journalistes au dix-neuvième siècle : Stars et monstres sacrés : Autour d'une sculpture de Matisse. Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, soirée jusqu'à 21 h à 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée 21 F.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-ENRI LARTIGUE. photographies en

relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-34). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

DOMELA. Séances-éclat sans d'abstraction. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-73-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mai.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 avril.

DAN GRAHAM. SOL LEWITT. VLADIMIR SKODA. ARC Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 avril.

JAN SAUDEK. Photographies 1953-1966. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 10 mai.

LE MOUVEMENT. Présenté par le CNP. Palais de Tokyo, 16, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 3 mai.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts et métiers, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

VOYAGEURS. Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe (42-39-11-11). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 19 juin.

PANAMARENKO RUCKSACK. Galerie de la BPL. Jusqu'au 11 mai.

ABSTRACTIONS AUX ROYAUMES DES ÉLUS. Fondation Duper, 50, avenue Victor-Hugo (42-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 16 mai.

L'ARTISTE ET SON DESSEIN. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 avril.

R.E. GILLET. Rétrospective. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 avril.

GILLES PLAZI. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 7 mai.

JACQUES POLI. Galerie du Rond-Point, 20, rue du Rond-Point (40-27-07-27). Jusqu'au 25 avril.

REZVANI. Œuvres abstraites de 1947 à 1952. Galerie Calix métré, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 19 avril.

FRANÇOIS ROUAN. Galerie Daniel Tempion, 30, rue Beaubourg (45-72-14-10). Jusqu'au 22 avril.

Programmes du mardi 31 mars, à 20 h 30. TF1 : « Dallas » (feuilleton) ; A2 : Tranches de vie (film) ; FR3 : Top secret (film) ; Canal Plus : Pair et impair (film) ; la 5 : « Pierre le Grand » (feuilleton) ; M 6 : Les Pétroules (film).

551 1000

Le Monde EMPLOI

Les documentalistes d'aujourd'hui seront les télématiciens de demain

DANS toutes soirées mondaines, rencontres, le plus important pour un hôte est de bien faire les présentations. Rôle dévolu. Mais exorcisé, il transforme la réunion en un véritable fiasco, les participants se juchant sans faire réellement connaissance.

Un tel spécialiste semble manquer cruellement aujourd'hui aux documentalistes d'une part, et aux chefs d'entreprise de l'autre. Les premiers, « attardés de sinistres, somnolents dans la déprime collective latente », observe Marie-Dominique Calca, secrétaire nationale de l'UCC-CPDT, lors d'un colloque sur l'avenir de cette profession, organisé par son syndicat. Et les seconds cherchent désespérément la perle rare pour ordonner leur système d'information : banques de données, banques d'images, et surtout services télématiques.

Une parole pourtant loin d'être aussi rare qu'on le dit, à condition de la chercher au bon endroit : c'est-à-dire ni, comme il est fait trop souvent, parmi les informaticiens, déjà très sollicités, ni les journalistes, peu enclins à travailler sur ce type de média, mais plutôt parmi les documentalistes. Les IUT, écoles ou universités forment près de 1000 documentalistes par an (1), dont le service fait et les rend très vite opérationnels, affirme Madeleine Heide, documentaliste à l'école nationale des PTT et responsable du secteur « télématique » à l'Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés (ADBS) (2). Habituelle à entendre rapidement les demandes d'informations de populations souvent très diverses, ils connaissent mieux que quiconque les besoins des usagers.

Selon une enquête, réalisée au début de 1987 par Centre-Idée pour la CPDT, auprès de 700 documentalistes, 76 % d'entre eux sont en effet en contact permanent avec le public. Et 30 % assurent la formation des utilisateurs. Une expérience irremplaçable pour définir un service télématique « convivial », c'est-à-dire accessible au grand public, facile à interroger. A

l'écoute des usagers, ils sont aussi de bons interlocuteurs techniques. Selon l'enquête citée précédemment, près de 80 % des personnes ayant une formation de documentaliste ont également suivi des cours d'informatique. Car, comme le précise Paul-Dominique Pomart, chef du centre de documentation de Bayard-Presses et président de l'ADBS, « même les petits centres de documentation sont aujourd'hui équipés de micro-ordinateurs. L'enquête Centre-Idée confirme ce point de vue : 80 % des documentalistes interrogés utilisent un ordinateur à court terme des banques de données internes qu'ils contribuent donc à alimenter.

D'une façon générale, les documentalistes ont un niveau de formation élevé : 62 % ont suivi plus de quatre ans d'études supérieures.

Un métier mal connu

En outre, comme le précise Marthe Mousset, documentaliste responsable du service télématique de la revue *Biba* : « Un documentaliste a l'habitude d'être court, en peu de mots, pour synthétiser des documents en quelques phrases. Une qualité indispensable pour rédiger le contenu d'un service télématique où une information ne doit pas dépasser la dizaine de lignes qui peut s'afficher sur un écran de terminal. »

Enfin, les documentalistes ne leur font pas peur, puisque 78,5 % d'entre eux ont en charge la gestion de leur service. Et pourtant leurs salaires sont plutôt inférieurs à leurs homologues dans d'autres secteurs d'activité, notamment : les bibliothécaires, les informaticiens, les enseignants. La grande majorité des documentalistes (87 %) gagnent moins de 160 000 F par an.

D'où vient donc ce hiatus ? Exerçant un métier mal connu, les documentalistes ont aussi une mauvaise image. Or, comme le souligne Danièle Deges, ancienne responsable de la documentation du Monde et aujourd'hui à la tête d'une société de conseil en docu-

mentation, « l'image de la documentaliste, vieille dame à chignon et lunettes dans ses pils de papier, loin des utilisateurs, n'est plus du tout conforme à la réalité ». Reste à la faire savoir. Les documentalistes, souvent rattachés aux unités de recherche ou de production, ou aux services juridiques, souffrent d'être mal reconnus. Il est rare que les directions générales d'entreprise ou de communication pensent à tirer parti de leurs compétences.

A cette méconnaissance s'ajoute aussi parfois une mise à l'écart volontaire des services de documentation : « L'information, c'est le pouvoir ; on a donc souvent isolé le service documentation du reste de l'entreprise. La gagnante est donc aujourd'hui de la désenclaver, pour l'intégrer aux services de communication », poursuit Danièle Deges.

De leur côté, les documentalistes ont parfois aussi trop vite baissé les bras. Inquiets face à la prolifération de services d'information utilisables directement par le public, comme les services de renseignements sur minitel, ils ont adopté une attitude défensive, craignant d'être court-circuités.

Pour remédier à cet état de fait, leur association, l'ADBS, multiplie les initiatives. Organisation de conférences : la prochaine, sur le thème : « Les documentalistes, acteurs en télématique », aura lieu au SICOB, le 10 avril prochain. L'ADBS organise également des cours de formation sur les nouvelles technologies, et les videotextes en particulier.

Faute d'heures pour jouer les intermédiaires, la profession se prend en charge elle-même. Pour le plus grand bénéfice des entreprises qui reconnaîtront ses talents.

A. K.

(1) Une liste complète des formations initiales et continues au métier de documentaliste est publiée par le Centre d'information et de documentation, 101, quai Branly, 75740 Paris Cedex 15.

(2) Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés, 5, avenue Franco-Russe, 75007 Paris. Tél. : 45-55-55-16.

Une grande première à La Villette du 8 au 12 avril

La parade des métiers

LA Grande Halle de La Villette va être, du 8 au 12 avril, le centre d'une grande première nationale : pendant cinq jours, dans le cadre de l'« Aventure des métiers » (1), de mille à deux mille professionnels du terrain viendront « raconter concrètement, simplement, sincèrement » leur activité professionnelle à des jeunes de onze à dix-huit ans. Pour M. Armand Braun, directeur général de la Société internationale des conseillers de syndicat, cette manifestation, qui mettra en scène quelques centaines de métiers — sur vingt-deux mille recensés en France — est le fruit d'une longue réflexion et d'une longue préparation, menée avec le concours de l'Institut de l'entreprise.

M. Braun est parti d'un paradoxe : « Jamais il n'y a eu autant de métiers, et jamais si peu d'information sur ces métiers. » « Si les jeunes, explique-t-il, éprouvent tant de difficultés dans l'approche des métiers, c'est qu'ils ne voient pas la pratique des métiers, qu'ils ne les côtoient plus, qu'ils ne les connaissent plus. Si ce contact n'est pas d'une manière ou d'une autre rétabli, dans notre société dématérialisée, abstraite, complexe, la dérive entre l'univers des jeunes et l'univers du travail ne peut que s'aggraver. »

L'idée est donc de montrer, grâce à cette manifestation qui a vocation à devenir annuelle, que « l'avenir est ouvert pour tout le monde ». L'originalité de la démarche est d'autant plus remarquable que les organisateurs ne s'en sont pas tenus aux seuls cercles du monde patronal et de l'administration. (Ecumeniques en diable, ils ont constitué un comité de parrainage — présidé par M. Marcel Boiteux, président d'EDF — qui

compte parmi ses quarante-sept membres trois syndicalistes (CGC, FO, CFDT) et les présidents des trois principales fédérations de parents d'élèves, du public (FCPE, PEEP) et du privé (UNAPEL).

Mieux, ces personnalités ne sont pas au comité de parrainage pour faire de la figuration ou servir d'alibi. Elles sont appelées à jouer un rôle actif. Les organisateurs ont réuni plusieurs fois ensemble les fédérations de parents d'élèves, qui, avec le concours des enseignants, vont mettre sur pied des visites d'enfants des écoles. Quant aux syndicats (CGC, CFDT, FO, CFTC), représentés pour les confédérations de salariés par leurs unions de cadres, ils présenteront ensemble un stand sur le syndicalisme.

L'objectif de ce stand sera de « montrer aux jeunes la présence du syndicalisme dans les entreprises ». Sur un panneau, les cinq sigles seront « entrecroisés », tandis qu'un autre mettra en valeur les fonctions syndicales. Les syndicalistes présents se garderont de toute propagande, ne distribueront aucun document, mais répondront — chaque organisation tenant le stand un jour à tour de rôle — aux questions des visiteurs.

Mais l'Aventure des métiers sera avant tout une grande parade des professions, les « ordinaires » et les « rares », celles d'aujourd'hui et celles de demain. Un mélange de tradition et de futurisme. Les jeunes visiteurs et leurs parents auront accès à une grande variété de « modules » animés sur les métiers. On y trouvera « Les métiers de l'âme » (avec un espace animé par les cinq grandes religions), mais aussi ceux de l'environnement (de « L'industriel de la dépollution » au

« Pêcheur professionnel en eau douce »). L'Ecole nationale supérieure de création industrielle présentera des ateliers montrant les « différentes étapes de la création industrielle » (recherche, conception, technologie, exécution).

L'Association française des cercles de qualité (AFCERQ) utilisera des « murets vidéo » pour parler de « qualité totale » et de « facilitateurs de qualité ». Le CNPF donnera dans le « jeu de piste » pour faire découvrir l'entreprise, tandis que l'UIMM (patronat de la métallurgie) aura recours à la bande dessinée et lancera un jeu-concours pour devenir « reporter de l'acier ». Les constructeurs de l'automobile feront la démonstration d'une « presse à injecter ».

Au-delà de la grande variété de stands (distribution, bâtiment, armée, poste, santé, énergie, etc.), les jeunes pourront voir des ateliers artistiques sur les métiers de la culture et de la communication (par exemple, sur la fabrication de dessins animés) et participer à des ateliers. « Un homme, un métier », avec des personnalités aussi variées que Lionel Poilâne, Brice Lalonde, Patrick Baudry, Léon Schwartzberg, Hubert Curien ou François Dalle. Autant de témoins d'aventures individuelles qui donneront peut-être aux visiteurs le goût du travail de demain.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Tous les jours, du 8 au 12 avril, de 10 heures à 19 heures (sauf le jeudi 9 avril jusqu'à 22 heures). Tarifs : 30 F pour les adultes, 10 F pour les moins de dix-huit ans. Gratuit notamment pour les classes accompagnées d'enseignants, les moins de sept ans et les chômeurs.

EN BREF

La formation professionnelle par télématique

Le monde de la formation professionnelle ressemble à un labyrinthe qui décourage souvent. On connaît mal les procédures et les droits. On redoute constamment de ne pas avoir découvert le stage qui conviendrait ou, tout aussi désagréable, on apprend son existence quand les listes d'inscriptions sont closes.

Grâce au minitel (3615 code INFO) le Centre pour le développement et l'information sur la formation permanente — le Centre INFO, — à gestion paritaire, peut depuis l'automne répondre à toutes ces questions. Une banque de données, unique en Europe, recense toutes les informations nécessaires et les actualise. Au service du public, à la recherche de renseignements pratiques, elle est également un outil

pour les formateurs et les professionnels qui peuvent s'y référer. Le nombre d'appels démontre d'ailleurs que ce service nouveau correspond bien à un besoin.

Pour les spécialistes, une rubrique — Télé INFO — permet de se tenir au courant de l'actualité de la formation professionnelle. On y trouve un calendrier des manifestations, colloques ou événements mais aussi les derniers textes officiels ou paritaires. Pour tous les usagers — employeurs, demandeurs d'emploi, salariés, jeunes — il est également possible d'interroger la banque de données en fonction de chaque cas. Les organismes et les institutions sont répertoriés et leur rôle précisé. Enfin, la rubrique INFO stages facilite la recherche d'une formation adaptée en indiquant le lieu du stage, ses caractéristiques et le niveau demandé.

Centre INFO. Minitel : 3615-INFO. Tour Europe Cedex 07, 92080 Paris-La Défense. Tél. : (1) 47-78-13-50.

● Devenir son propre patron. — « Qui n'a pas rêvé, une fois au moins dans sa vie, de devenir son propre patron ? » demanda Roger Papin, auteur d'un ouvrage volumineux sur la stratégie pour la création d'entreprise, venant de paraître aux Editions Dunod. Mais pour que ce rêve ne se transforme pas en cauchemar, mieux vaut réduire les risques en commençant par bien s'informer sur le marché visé, la concurrence, mais aussi sur soi-même pour s'assurer que l'on possède bien les qualités et les motivations suffisantes. L'auteur détaille ensuite les différentes phases de conception et de mise en œuvre du projet, tant au plan marketing que financier, juridique et social. Ce livre s'adresse aussi bien aux créateurs qu'aux repreneurs d'entreprises.

★ *Stratégie pour la création d'entreprise*, Roger Papin, collection « Dunod Entreprise ». Prix : 320 F.

● Les secrets de la vente par réunion. — La vente par réunion représente en France un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de francs et emploie 50 000 personnes. Les professionnels de ce type de vente ont désormais leur propre législation sociale et leur syndicat : le SNVSD ou Syndicat national de la vente et du service à domicile. Dans un livre paru récemment aux Editions Chotard et associés, Jacques Roux-Brioude, délégué général du SNVSD, passe en revue tous les aspects de cette profession : cadre juridique et déontologie, types de produits qui peuvent se vendre par réunion, processus de vente, réseau de distribution, recrutement des vendeurs, conseils pour le bon déroulement d'une réunion, action promotionnelles et publicitaires spécifiques à ce type de vente.

★ *La Vente par réunion*, de Jacques Roux-Brioude, Editions Chotard et associés éditeurs. 256 pages. 140 F.

Jenne diplômé l'expérience en plus

Comme chaque année depuis vingt-cinq ans, une nouvelle promotion d'ingénieurs devait quitter le CESI (Centre d'études supérieures industrielles) à la fin du mois de mars.

Des ingénieurs pas comme les autres. Les soixante-quinze qui ont été formés en deux années au CESI d'Evry ont souvent plus de la quarantaine. Ils comptent déjà plus de dix ans de vie professionnelle, pour la plupart. Ce seront des jeunes diplômés, l'expérience en plus.

Né à l'origine des besoins de grandes entreprises telles que Renault, le CESI a élargi son champ d'activité. Il recrute — sélectionne — des stagiaires qui bénéficient du congé individuel de formation ou ont abandonné leur emploi pour se perfectionner. Chacun établit, avec l'équipe, un plan de formation individuel qui tient compte de son projet professionnel.

Personnalisées, les études comportent des sciences physiques, au-delà des trois disciplines d'origine, la thermodynamique, la chimie et l'électricité. Elles visent aussi à faire évoluer le futur ingénieur et à le doter des qualités humaines nécessaires à son futur poste. Des contributions pluridisciplinaires complètent l'ensemble. Le stagiaire travaille seul ou en groupe et doit soutenir des mémoires, préparer des travaux en rapport avec son objectif professionnel.

Malgré le risque pris par tous, la réussite est quasiment assurée. Les ingénieurs CESI réintègrent vite l'entreprise.

★ CESI, 6, boulevard de l'Europe, 91033 Evry Cedex. Tél. (1) 60-78-12-67.

Coordination : Anne KAHN

5..4..3..2..1.. SICOB 87.

DU 6 AU 11 AVRIL 1987 CAP SUR PARIS-NORD VILLEPINTE

5.. Bouclez vos ceintures ! Destinations : L'informatique, les Télécommunications, la Bureauautique, la Reprographie et l'Espace-Bureau.

4.. Attention au départ ! Découvrez les toutes dernières nouveautés des exposants du monde entier.

3.. Contact ! Avec la Convention Informatique, la Convention Automatique Productique, la Convention Espace-Bureau et l'exposition SSIL.

2.. Mise à feu ! Pour mieux voir, tout voir en 1987, le SICOB est à Paris-Nord Villepinte, le parc d'Exposition le plus moderne d'Europe.

1.. Décollage immédiat ! Pour l'événement international de l'année.

GO.. Le SICOB 1987 s'envole !
SICOBTEL 24h/24..
3615 code d'accès SICOB.

CONVENTION INFORMATIQUE, EXPOSITION SSIL
ET CONVENTION AUTOMATIQUE PRODUCTIQUE SONT
AU PALAIS DES CONGRÈS, PORTE MAILLOT.



551 100 000

Economie

Le Monde • Jeudi 2 avril 1987 • 27

AFFAIRES

Après une réduction de moitié de ses pertes en 1986

Renault s'achemine vers un exercice bénéficiaire

« La perte de 1986 sera comprise entre 5 et 6 milliards de francs », prévient Georges Besse dans l'introduction qu'il nous avait accordée en septembre 1986 (*Le Monde* du 30 septembre). Le 31 mars 1987, Raymond Lévy, son successeur comme PDG de Renault, a annoncé en conseil d'administration 5,5 milliards de déficit. On ne saurait être plus fidèle à la mémoire de Georges Besse. Et mieux témoigner du fait que l'amélioration spectaculaire des comptes de Renault lui revient.

1986 porte en effet les premiers fruits du plan de redressement sur trois ans entrepris début 1985, avec une réduction des pertes de moitié par rapport à 1985 (10,9 milliards de francs). Et ce malgré les importantes provisions de 3,9 milliards de francs, qui s'ajoutent à celles, déjà conséquentes, des années précédentes. En trois ans, Renault aura ainsi provisionné 12 milliards de francs. M. Lévy n'a visiblement voulu prendre aucun risque et « assurer » 1987. La cession d'American Motors, décaissée à 46 % par la Régie — qui fera l'objet d'un conseil d'administration extraordinaire le 8 avril, — émerge pour 1,5 milliard de francs, en raison du caractère aléatoire du prix d'achat que payera Chrysler (la fourchette va de 0 à 350 millions de dollars, en fonction des résultats commerciaux d'AMC). Vient s'y ajouter 1 milliard de francs au titre des six suppressions d'emplois prévues et 1,4 milliard au titre de différentes opérations de restructuration (arrêt de Bernard Moteurs, de Renault-Machine-outil...). L'amélioration, nettement perceptible à travers le résultat courant avant impôt, qui passe de - 8,82 milliards de francs en 1985 à - 1,01 milliard en 1986, provient en

grande partie de l'activité automobile. Celle-ci même qui avait creusé le déficit de la Régie. Juste retour des choses ! Ses pertes passent de 10,9 milliards en 1985 à 4,1 milliards en 1986. La branche Véhicules industriels, qui avait entamé sa restructuration avant celle de l'automobile, poursuit son redressement (voir tableau), la perte de Renault-Véhicules industriels elle-même, se réduisant de plus d'un tiers, à 990 millions de francs. Les autres entreprises industrielles restent déficitaires en raison notamment des restructurations en cours et de la baisse de leur activité. Quant aux filiales financières, elles continuent à dégager un résultat positif.

L'automobile bénéficie à plein de plusieurs facteurs positifs. La croissance du volume produit, résultat de la reprise du marché français notamment et de l'augmentation de la part de marché de Renault (31,5 % pour les véhicules particuliers en France en 1986 contre 28,7 % en 1985), joue pour 1,9 milliard de francs, auxquels s'ajoute l'effet de la hausse des prix pour 2 milliards. « On a beaucoup tiré sur les prix », reconnaît-on chez Renault. La hausse moyenne l'an dernier a atteint 4,5 % en France.

Les progrès réalisés sur les coûts de fabrication expliquent pour 2 milliards l'amélioration du résultat courant, et la réduction des effectifs intervient pour 1,2 milliard. La production par salarié et par an est ainsi passée de 10,9 automobiles en 1985 à 13,5 en 1986 et devrait atteindre 15 cette année. Les stocks ont fondu de 20 jours en 1985 à 9,7 en 1986 pour passer à moins de 9,5 en 1987. Quant aux fournisseurs, ils ont déjà remis de 1 600 chez Renault (contre 1 620 chez PSA). Mais la Régie reste au-dessus de ses concurrents : Ford en compte 1 400 et Fiat moins de 1 000.

Des effets spectaculaires

L'un des effets spectaculaires de ces efforts se manifeste dans la réduction de l'endettement, qui passe de 62 milliards (long et court terme) en 1985 à 54,3 milliards en 1986. Cela reste certes élevé. L'apport de l'Etat actionnaire (5 milliards de dotations) y a joué son rôle, tout comme la réduction des investissements, tombés de 8,3 milliards en 1985 à 5,1 milliards en 1986.

1987 devrait consolider ce redressement. M. Lévy, par prudence, n'a

laissé entrevoir que le retour à l'équilibre. Mais il semble d'ores et déjà acquis que Renault sera positif, comme l'avait laissé entrevoir l'ancien PDG en septembre. Un bénéfice de 1 milliard ne serait pas à exclure. Renault est d'ailleurs « dans le noir » depuis septembre 1986. Pour une raison simple en particulier : l'abaissment remarquable du « point mort » (niveau de production à partir duquel un constructeur gagne de l'argent), qui tend vers 1,2 million de voitures produites pour le fin de l'année, alors que la production a dépassé 1,6 milliard en 1986.

Reste que la Régie a encore des obstacles à surmonter. Les performances commerciales devraient rester globalement stables en 1987 : la part de marché escomptée est de 31 % en France, 11 % en Europe.

La restructuration industrielle devrait connaître de nouvelles évolutions. M. Lévy considérant notamment que la Régie compte un site de production en trop. Quel sera l'impact exact sur les unités européennes de la cession d'AMC en particulier ? Demeurera surtout le problème de la structure financière de Renault, dont la situation nette est négative de 9 milliards.

L'apport de l'Etat n'est pour l'heure annoncé qu'à hauteur de 2 milliards, même si une rallonge est prévisible. Enfin, les investissements devraient repartir vers les 6 à 7 milliards de francs. Une nécessité face à la concurrence acharnée que Renault va rencontrer en Europe, et l'espoir que la baisse brutale de ces dernières années n'aura pas handicapé l'avenir.

CLAIRE BLANDIN

Les chiffres du redressement (en milliards de francs)

	1986	1985	1984	1983
Chiffre d'affaires	131,060	122,138	117,384	110,274
Investissements sociaux	5,137	8,269	9,908	10,532
Bénéfices nets et long terme	40,823	48,613	40,665	28,312
Résultat net du groupe	- 5,542	- 10,925	- 12,555	- 1,376
• Résultat branche automobile	- 4,136	- 10,989	- 9,873	- 0,674
• Résultat branche véhicules indus.	- 1,059	- 1,961	- 2,729	- 2,212
• Résultat autres ent. indus.	- 0,414	- 0,321	- 0,927	- 0,872
• Résultat filiales financières	+ 1,014	+ 1,016	+ 0,726	+ 0,736

La mise en œuvre des privatisations

L'agence Havas se prépare en modifiant ses statuts

L'agence Havas, qui vient de réaliser un bénéfice net de 421,4 millions de francs, contre 120,2 millions l'an passé (grâce, notamment, à des résultats exceptionnels de 299 millions de francs) va modifier ses statuts en vue de sa privatisation, qui doit intervenir avant la fin du premier semestre de cette année.

Ces modifications sont les suivantes : fractionnement par quatre des titres Havas, lesquels ne seraient plus nominatifs ; suppression des droits d'agrément ; obligation de déclaration à la société pour chaque actionnaire venant à posséder 1 % du capital ou pour chaque acquéreur d'une tranche supplémentaire de 0,5 %. D'autre part, une action

spécifique de l'Etat sera introduite au sein du capital.

Comme le prévoit la loi sur les privatisations, cette action permet au ministre des finances d'agréer ou de refuser toute prise de participation française ou étrangère de 10 % au moins. A l'heure actuelle, l'Etat ne contrôle directement que 40,3 % du capital de l'agence Havas (avec 50,26 % des droits de vote), alors que les personnes physiques sont à la tête de 33,5 %. En outre, les certificats d'investissement émis par Havas représentent 19 % environ. L'introduction de l'action spécifique permet donc à l'Etat de contrôler les éventuels rachats de parts, d'ici à l'offre publique de vente, le titre Havas étant en effet très demandé.

Sogéna : quarante-six fois souscrite

STRASBOURG de notre correspondant

La privatisation de la Sogéna, filiale en Alsace et en Moselle de la Société générale, a connu un succès considérable : les chiffres définitifs, annoncés le mardi 31 mars à Strasbourg, font état de 853 000 actions souscrites pour les 5 millions d'actions proposées à la vente du 9 au 21 mars dernier. Comme dans le cas de Paribas, la Chambre syndicale des agents de change annonce une réduction du nombre d'actions servies aux souscripteurs prioritaires (personnes physiques résidant en France) : 6 actions par souscripteur.

Le PDG de la Sogéna, M. René Geronimus, s'est déclaré satisfait du résultat. Il attribue à la confiance exprimée pour sa banque, mais aussi à l'engouement pour les privatisations. « Le capital a été souscrit quarante-six fois », calcule-t-il, puisque 230 millions d'actions auraient été nécessaires pour couvrir tous les acheteurs.

La banque régionale, qui comptait 12 500 actionnaires en Alsace et en Moselle avant sa nationalisation, voit décoller ce chiffre. Mais les actionnaires régionaux ne paieront cependant que pour 15 % du capital ainsi vendu. L'actionnaire principal demeure, jusqu'à sa propre privatisation, la Société générale.

Les salariés de la Sogéna ont très largement souscrit pour la part qui leur était réservée : 78 % des ayants droit de la banque, et 96 % des salariés en France, seront actionnaires de la Sogéna.

JACQUES FORTIER

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique

Sur options : Permanence téléx

Bureau meublé Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12

68 bis, rue de Louvre, 75002 Paris

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Exxon se renforce en Australie

Exxon, premier groupe pétrolier mondial, a accru ses intérêts en Australie en prenant le contrôle de la société Dehli Petroleum, filiale du groupe australien CRS, et en acquérant 25 % des parts d'un gisement de pétrole et de gaz dont Dehli était le propriétaire. Ce gisement situé au sud de l'Australie, dans la région de Cooper-Eromanga, produit environ 45 000 barils/jour de pétrole brut, 30 000 barils/jour de gaz liquide et 14,4 millions de mètres cubes/jour de gaz naturel ; il est considéré comme le plus gros gisement à terre du continent. Cette prise de contrôle coûtera à Exxon 690 millions de dollars, soit 4,1 milliards de francs. Exxon et CRS sont, en outre, convenus que, si les prix du brut dépassent 20 dollars/baril au cours des deux prochaines années, les deux compagnies se partageront à parts égales les gains supplémentaires ainsi réalisés sur le pétrole extrait du gisement.

Marché de l'art :

1986, année « exceptionnelle » Le marché de l'art se porte bien. La salle de vente londonienne Sotheby's a annoncé une année 1986 record avec un total d'enchères de 612,5 millions de livres (+ 19 %). Se consacrant à l'art international, pour sa part, réalisé 402,7 millions de livres de ventes : année « exceptionnelle », a commenté M. Floyd, son président. Les profits de Christie's ont grimpé de 50 %, atteignant 18,5 millions de livres (175 millions de francs).

Valéo : les pertes

Les pertes de Valéo ont dépassé, en 1986, les prévisions faites en fin d'année, en raison des provisions importantes liées aux opérations de restructuration de l'entreprise : la perte nette consolidée s'élève en effet à 338 millions de francs (308 millions, part du groupe), contre une prévision de 250 millions. Le chiffre d'affaires consolidé a été de 12,14 milliards de francs.

Les coûts sociaux pris en compte dans ces chiffres s'établissent à 840 millions de francs, reflétant en particulier les quatre mille cinq cents réductions d'effectifs décidées par le groupe. En outre, 390 millions de francs ont été provisionnés pour les rationalisations industrielles et la couverture du risque de sa filiale SOMA (ports pour poids lourds).

Les pertes exceptionnelles devraient être réduites de moitié en 1987, mais les efforts de rationalisation décidés par le groupe devraient permettre une économie de 900 millions de francs en 1988.

GAF lance une OPA de 23 milliards de francs sur Borg-Warner

Après avoir en vain cherché à prendre d'assaut Union Carbide, puis Goodyear, GAF, petite fabrique américaine de produits chimiques pour le traitement (moins de 6 milliards de francs de chiffre d'affaires), a lancé une OPA sur Borg-Warner, un conglomérat très connu spécialisé dans la chimie, les plastiques, les services et les pièces détachées pour automobile (22 milliards de francs de chiffre d'affaires). Le prix proposé est de 46 dollars par action, soit 2,7 milliards de dollars au total (23 milliards de francs).

Comme dans l'essai manqué sur Union Carbide, GAF a déjà réussi à racheter 19,9 % du capital de Borg-Warner, dont la moitié il y a quelques

jours au célèbre « raider » américain Irwin Jacobs.

BSN, numéro deux des pâtes aux œufs en Italie

Avec la prise de participation majoritaire qu'il vient d'effectuer dans la société italienne Mantovano, le groupe BSN devient le deuxième fabricant de pâtes aux œufs dans la péninsule. BSN, premier groupe agro-alimentaire français, avait, en 1986, déjà investi dans ce secteur des pâtes en Italie, en prenant des participations dans Agnesi et, il y a peu, dans la société Ghigi. BSN possédait déjà, en Italie, Ponte-Liebig, qui produit et commercialise les pâtes Ponte, les bouillons Liebig et le riz Flora. Le marché des pâtes aux œufs représente un peu moins de 10 % du marché italien des pâtes. Mantovano est installé à Marmirolo, près de Mantoue.

Kuwait Petroleum au Danemark

La compagnie pétrolière Kuwait Petroleum Corporation (KPC) a confirmé, le mardi 31 mars, qu'elle avait pris le contrôle du réseau de distribution de BP au Danemark (*Le Monde* du 27 mars). Cette opération, qui prendra effet le 1^{er} juin 1987, portera la part du marché de la compagnie nationale danoise de 7 % à 23 % pour les carburants, de 8 % à 23 % pour le fioul. KPC avait déjà racheté, en 1983, les 280 stations de la Gulf dans le pays. Avec les 369 stations de BP, KPC se situe parmi les trois premiers distributeurs de carburant au Danemark.

Inteleautomatisme repris par Comau

Le tribunal de grande instance de Strasbourg a donné, le lundi 30 mars, son feu vert à la reprise par la société italienne Comau (groupe Fiat) d'Inteleautomatisme, qui regroupe les firmes de machine-outil Graffenstaden et Hurd. La nouvelle société — dénommée Hurd-Graffenstaden — reprendra la moitié du personnel employé avant la mise en redressement judiciaire, en février, de ces entreprises, soit 374 personnes au total sur 730. Ces sociétés, qui avaient bénéficié du plan machine-outil lancé par la gauche en 1982, ont déposé leur bilan après que l'Etat a décidé de cesser ses aides. Comau (4 300 salariés) est le plus important fabricant européen de systèmes de production automatisés.

STERN
GRAVEUR
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

ALGERIE - الجزائر
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES
CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DE LA PÉTROCHIMIE
DIRECTION ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT
AVIS DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISES RELATIF À L'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL POUR LA RÉALISATION D'UNITÉS DE PRODUCTION DE FIBRES ET FILAMENTS POLYESTER
L'ENTREPRISE NATIONALE DE LA PÉTROCHIMIE (ENIP) lance un appel à la concurrence pour la présélection des entreprises nationales et internationales qui seront admises ultérieurement à participer à l'appel d'offres restreint pour la réalisation d'unités de production de fibres et filaments de « polyéthylène téréphtalate » (polyester).
La concurrence est ouverte aux entreprises spécialisées dans l'engineering, la fourniture des équipements et la construction, ayant une bonne expérience dans la réalisation d'installations pétrochimiques, à l'exclusion de tout intermédiaire ou assimilé.
Le dossier de candidature à la présélection devra comprendre :
1. - Une copie des documents légaux de constitution de l'entreprise.
2. - Le capital de la société.
3. - Les références détaillées de la société et de ses principaux responsables techniques.
4. - Bilan et montants des chiffres d'affaires de l'entreprise pendant les cinq (5) dernières années.
5. - STI y a lieu, le on les procédés (s), pour lesquels la société est liée.
6. - La liste des réalisations de la société.
Les dossiers de candidature à la présente présélection établis conformément à la réglementation algérienne en vigueur, rédigés en langue française, seront adressés sous double enveloppe à :
M. le Directeur « Études et Développement »
Entreprise nationale de la pétrochimie
Zone industrielle de Skikda
BP 07 - SKIKDA
L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que les mentions suivantes :
- Avis de présélection d'entreprises d'unités de production « fibres et filaments polyester » - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR.
L'enveloppe intérieure contenant les documents, comportera le sigle ou la raison sociale de l'entreprise candidate.
La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée à trente jours à compter de la date de parution du présent avis.

Economie

MARCHÉ COMMUN

La fixation des prix européens

Le débat agricole est d'abord une affaire franco-allemande

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Cette année plus que jamais, la RFA se trouve au centre du débat agricole européen. M. Ignaz Kiechle, ministre de l'Agriculture, a confirmé, le lundi 30 et le mardi 31 mars, lors de la réunion des Douze, qu'il refusait pour l'essentiel les propositions de prix ainsi que les aménagements aux régimes de soutien de marché qui sont présentés par la Commission européenne. Il réclame une pause dans la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune (PAC), réforme qui, selon lui, pénalise de manière excessive les agriculteurs allemands au point d'en devenir socialement et politiquement insupportable.

La Commission, qui, à l'invitation du chancelier Kohl et pour la première fois de son histoire, devait se réunir mercredi et jeudi à Bonn, va avoir l'occasion d'aborder ces dossiers agricoles avec le cabinet fédé-

ral. Une importante manifestation d'agriculteurs est prévue à Bonn. Que l'affaire dégénère au point d'être transmise au Conseil européen de juin, ou bien qu'elle soit réglée avant, il faudra trouver un compromis avec les Allemands. En attendant, la fixation des nouveaux prix qui, en principe, devait intervenir le 1^{er} avril, date de début de campagne pour la viande bovine et pour le lait, a été reportée. La prochaine réunion ministérielle des Douze aura lieu les 27 et 28 avril.

Les principales décisions concernant le lait (réduction de 6 % des quotas à compter du 1^{er} avril ; possibilité pour la Commission de suspendre les achats d'intervention de beurre en cas d'afflux excessif sur le marché) et la viande bovine (baisse sensible des prix auxquels sont effectués les achats publics d'intervention) ayant été prises au cours des mois passés, le débat agricole se concentre maintenant sur trois dossiers : les mesures agri-monnaétaires, l'instauration éventuelle d'une taxe sur les huiles végétales produites ou importées dans la CEE, la réforme de la réglementation applicable aux céréales afin d'inciter les agriculteurs à moins produire.

● Les mesures agri-monnaétaires

Les ajustements des parités monétaires intervenant au sein du système monétaire européen (SME) n'ont été, au cours des mois et années passés, que partiellement répercutés sur les prix agricoles. Pour neutraliser les effets commerciaux d'une telle situation, on a créé les fameux montants compensatoires monétaires (MCM). Ils jouent, dans les pays à monnaie forte, comme des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation (ce sont les MCM dits positifs) et, dans les pays à monnaie faible, comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation (ce sont les MCM négatifs). L'idée, à l'occasion de la fixation des prix, est de régulariser le plus possible la situation.

Les Allemands trahissent depuis plusieurs années des MCM positifs que la Commission, conformément aux engagements pris en 1984 au Conseil européen de Fontainebleau, leur demande maintenant de supprimer. Ces MCM positifs faussent doublement la concurrence : ils rendent les prix en RFA supérieurs aux prix payés dans les autres pays de la CEE ; ils donnent une prime aux exportateurs allemands. La RFA refuse catégoriquement ce qui lui

est demandé, car l'élimination des MCM positifs signifie une baisse des prix en marks. Or, fait valoir M. Kiechle, il a également été catégoriquement refusé la suppression des MCM positifs ne devrait pas avoir pour conséquence une baisse des revenus.

En France, la situation est inverse. M. François Guillaume souhaite pouvoir supprimer plus que ne le propose la Commission les MCM négatifs actuellement appliqués. L'opération est plus facile à mener qu'en RFA, car une réduction des MCM négatifs entraîne une augmentation des prix. Les propositions de la Commission se traduiraient en France par un statu quo pour le prix officiel de la viande bovine et des augmentations de 1,8 % pour le lait, 2,5 % pour les céréales fourragères, 5 % pour le blé panifiable.

M. Guillaume voudrait pouvoir donner un coup de pouce supplémentaire dans le cas du lait et surtout de la viande bovine. S'agissant de la viande (que tout cela est compliqué...), l'objectif serait d'atténuer le plus possible les effets des décisions de décembre, à savoir la réduction de 13 % des prix auxquels seront opérés les achats publics d'intervention après le 1^{er} avril.

● La taxe sur les huiles végétales produites ou importées dans la CEE

Les prix de ces huiles au niveau de la production ont sensiblement baissé au cours de ces dernières années. La taxe proposée par la Commission permettrait de financer en partie le soutien accordé par la CEE aux producteurs d'huile d'olive, de colza, de tournesol, de soja. Ce coût déjà très élevé (de l'ordre de 30 milliards de francs par an) s'accroît de manière sensible lorsque l'élargissement de la CEE à l'Espagne aura son plein effet. On l'évalue alors à 45 milliards de francs.

La taxe, telle qu'elle est proposée à Bruxelles, permettrait de dégager une recette de 14 milliards de francs. Cinq pays sont contre, parce qu'ils ont peur des représailles américaines. Il s'agit du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la RFA, du Danemark et du Portugal. Mais, mis à part les Britanniques, qui suggèrent de servir la vie aux producteurs de la CEE, ils n'ont pas de proposition alternative. M. Kiechle ne cache pas qu'il a lui-même une certaine sympathie pour la proposition de la Commission mais que son avis n'est pas partagé par plusieurs membres

de son gouvernement. L'opposition des Danais et des Portugais ne semble pas irréductible.

Pour M. Guillaume, l'instauration de cette taxe constitue une priorité. Il s'agit non seulement d'assurer un meilleur équilibre du marché des corps gras mais aussi d'éviter l'asphyxie financière de la PAC dont on sait d'avance que la victime désignée serait la politique d'exportation agricole communautaire. M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission, a longuement expliqué que la taxe ne pénaliserait pas les intérêts américains.

● La réforme du marché des céréales

La Commission propose le gel des prix (en ECU) du blé panifiable et une 14^{ème} réduction, toujours en ECU, des prix des céréales fourragères. Mais, beaucoup plus important, elle préconise une modification du fonctionnement de l'organisation de marché (limitation de l'intervention, réduction du nombre des adjudications mensuelles) qui aboutirait en réalité à des baisses effectives des prix de marché se situant, selon les pays, entre 10 % et 15 %. Plusieurs délégations, dont celles de la RFA et de la France, trouvent que la rigueur est ici poussée beaucoup trop loin.

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

les cables de Lyon



BÉNÉFICE NET DE LA SOCIÉTÉ EN HAUSSE DE 31 %

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 25 mars 1987 pour examiner les comptes de l'exercice 1986 de la Société.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 3,84 milliards de francs au lieu de 3,50 milliards de francs en 1985, soit une progression d'environ 10 %.

Au plan mondial, après élimination des mouvements internes, les ventes des CABLES DE LYON et de leurs filiales françaises et étrangères se sont établies à 11,6 milliards de francs contre 10,7 milliards de francs en 1985.

Le résultat net de la Société s'élève à 92,6 millions de francs, et se compare à 70,9 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une progression de 31 %.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires, qui sera convoquée le 24 juin 1987 de procéder à une répartition correspondant, avoir fiscal compris, à un revenu global de 37,50 F par action au lieu de 30,00 F pour l'exercice 1985. Il se décompose en 25 F pour le dividende distribué et 12,5 F pour l'impôt payé au Trésor.



TAITTINGER

Le conseil d'administration de la société Taittinger s'est réuni, le 25 mars 1987, sous la présidence de M. Claude Taittinger, pour arrêter les comptes de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 1986.

Ces comptes font apparaître des résultats en progression par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La compression la plus significative entre l'exercice écoulé et celui de 1985 se situe au niveau du résultat courant avant impôt, qui n'enregistre pas les facteurs exceptionnels influençant nos comptes ; ce résultat courant avant impôt est en augmentation de 20,25 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Les résultats sont les suivants
(en millions de francs) :

	1985	1986
Chiffres d'affaires hors droits et taxes	311 799	330 879
Bénéfice net	19 011	25 667
Bénéfice net ajusté	33 971	47 687
Capacité d'autofinancement	57 214	70 905

Le conseil d'administration de la société Taittinger proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 22 juin 1987 à Reims, le versement, au titre de l'exercice 1986, d'un dividende net de 15,50 F par action, soit un revenu brut de 23,25 F avec l'impôt fiscal de 7,75 F.

Ce dividende s'appliquera à un capital augmenté au cours du deuxième semestre 1986 par l'émission de 126 493 certificats d'investissement créés, le 1^{er} janvier 1986. La distribution globale se trouverait ainsi majorée de 29,60 %.



EFI-VALEURS

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 24 mars 1987 sous la présidence de M. Jacques Moreau, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986, d'une durée exceptionnelle de cinq mois.

L'assemblée a décidé la distribution pour chaque action d'un dividende net de 15,08 francs, auquel est attaché un avoir fiscal de 0,27 franc.

Le paiement de ce dividende s'effectuera à partir du 23 avril 1987 pour toutes les actions existant à cette date.

Il est rappelé que les actionnaires de la SICAV EFI-VALEURS bénéficient de la faculté, pendant un délai de trois mois, d'affecter le montant des dividendes encaissés à la souscription d'actions nouvelles en franchise de droit d'entrée.

TRANSPORTS

Le tunnel sous la Manche côté trou

Le tunnel sous la Manche existe. Une soixantaine de parlementaires l'ont rencontré, le mardi 31 mars, à Sangatte (Pas-de-Calais) sous sa forme actuelle : une excavation de 55 mètres de diamètre et, pour l'heure, de 16 mètres de profondeur par où seront descendus les tunneliers qui rongeront, avant la fin de l'année, la craie bleue sous-marine pendant 50 kilomètres. Députés et sénateurs venaient visiter cet ouvrage imaginé depuis deux siècles, dont ils votent le traité de ratification à partir du 22 avril. Ils ne demandaient qu'à entendre un panégyrique du tunnel et à recevoir des certitudes pour accomplir leur devoir de législateurs. Ils les ont eues.

Maquettes en pagaille, tour d'horizon au milieu du blé en herbe près du moulin de Coquelles où débouchent les voies ferrées, et trois ministres UDF ont démontré que le coup était bien parti. M. Pierre Durand-Rival, directeur adjoint du consortium Eurotunnel, a tenu le discours attendu : « Deux tunnels de 50 kilomètres, traversés en 35 minutes... 50 milliards de francs... Cent vingt banques... Aucun problème. A ma connaissance, aucun de nos travaux n'est retardé de façon significative... Rendez-vous en 1993. »

M. Jacques Douffiaques, ministre des transports, a rappelé que, grâce au tunnel, la Grande-Bretagne cesserait d'être une île et Calais un lieu de passage pour devenir un centre d'échanges. M. Bernard Bosson, ministre des affaires européennes, a dit sa conviction que l'ouvrage « représente une très grande chance pour la région, pour la France et pour toute l'Europe ». M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au

tourisme, et ancien élu du Nord, n'a rien dit d'aussi grandiose, mais sa présence témoignait que les affaires et la grande politique ne seraient pas les seuls bénéficiaires.

M. André Bénard, coprésident français d'Eurotunnel, s'est chargé de rappeler, tout de même, « les points critiques » que le projet devra franchir : les 7,6 milliards de francs d'augmentation de capital proposés ont été au public, les 40 milliards de francs de prêts à obtenir des banques, la ratification des traités par la France et la Grande-Bretagne, la signature du contrat avec les chemins de fer français et britanniques et la décision de mettre un TGV entre Paris et Londres.

On aurait pu penser que certains ennemis jurés du tunnel s'empresseraient de ces embûches prévisibles pour introduire le doute dans l'esprit des honorables parlementaires. Il n'en fut rien.

On attendait les foudres de M. Henri Ravisse, président de la chambre de commerce et d'industrie de Calais. Il a beaucoup fustigé contre un « lien fixe trans-Manche » qui enverra à la casse les ferries qui équilibrent les comptes du port. Bien sûr, M. Ravisse éprouve « un peu d'angoisse » à la pensée de ce patrimoine de 9,2 millions de voyageurs et de 2 millions de véhicules qui délaisseront la mer pour le tunnel. Mais il est temps de préparer l'avenir : « Il faut, a-t-il dit, que le tunnel soit un « plus ». Il doit être l'occasion de donner un coup de main au port en le reliant convenablement par fer et par route. Je souhaite bonne chance à ce tunnel. »

On attendait aussi la mauvaise humeur de M. Jean-Jacques Barthe, député, maire

communiste de Calais, en charge d'un taux de chômage record de 20 %. Il a tout simplement expliqué que sa municipalité avait évolué « d'une légère hostilité à une conscience de la réalité des choses ». Et de demander la régionalisation des marchés afin d'assurer la participation des entreprises locales et la solidarité nationale pour sa ville (un peu) en péril.

Le dernier opposant

Finalement, c'est M. Philippe Vasseur, député UDF du Pas-de-Calais, qui a réité le plus fort. En privé, « Pas du tout convaincu » par les promesses ministérielles, il a estimé que le programme d'accompagnement du tunnel a été conçu « avec une certaine légèreté ». Il a plaidé pour Boulogne, qui perdra 3 000 ou 4 000 emplois, demandant l'électrification de la ligne Calais-Boulogne et exigé des assurances en matière de crédits routiers et d'emploi des autochtones. « Je ne voterai pas la ratification du traité de concession si on ne me donne pas de garanties sérieuses dans ces domaines », a-t-il conclu.

A cet opposant si convenable et si technique, les ministres ont promis beaucoup. 75 % des emplois du chantier seront pourvus dans la région. L'enveloppe budgétaire d'accompagnement atteindra 2,8 milliards de francs. Les 3 millions de mètres cubes de déblais ne nuiront pas au paysage. Un parc de loisirs, proche de Dunkerque, recrutera mille salariés.

Sur le chemin du retour, M. Vasseur n'était toujours pas satisfait et peaufinait son vote négatif. S'il n'en reste qu'un...

ALAIN FAUJAS.

L'Extrême-Orient Business.

3^{ème} vol Paris-Hong Kong



*affaires

A partir du 3 avril, Paris-Hong Kong 3 fois par semaine. Départs mercredi, vendredi et dimanche à 11h d'Orly Sud. Une aubaine pour les hommes d'affaires.

Arrive in better shape

CATHAY PACIFIC
The Swire Group Ltd.

501 100 000

سكنا على الوطن

Economie

ÉTRANGER

Accord avec le Club de Paris

La Yougoslavie obtient un sursis financier

Après avoir obtenu un répit social en attendant la loi sur le blocage des salaires, la semaine dernière, les dirigeants yougoslaves se sont vu accorder un sursis financier de la part des créanciers publics, réunis au Club de Paris, le mardi 31 mars : le dixième volet du plan d'étalement de la dette devrait être appliqué à la mi-avril et déclencher un mouvement similaire de la part des banques commerciales engagées en Yougoslavie.

demment mis en place en deux phases par les créanciers, publics comme privés, de Belgrade. Lorsque le Club de Paris avait signé en mai dernier un accord élaboré un mois plus tôt, les Yougoslaves avaient pu voir un signal très positif : allant jusqu'à la fin de mars 1988, cet accord pouvait être assimilé à un rééchelonnement plurimodal, traitement accordé avec parcimonie par ce forum de créanciers publics aux pays en « sortie de crise ». Il prévoyait l'étalement des échéances portant sur le principal — et non les intérêts — de quelque 2 milliards de dollars de dettes. Un bilan était toutefois décidé à mi-parcours, à la lumière de l'analyse du FMI, avant d'engager la deuxième partie du processus touchant moins de 400 millions de dollars.

L'approche des banques commerciales était semblable. Sur les 3,6 milliards de dollars émis dans le temps par un accord mis au point à la fin de 1985 et portant sur la

période 1985-1988, 1,3 milliard de dollars de rééchelonnement étaient conditionnés à l'aval préalable du Club de Paris, lui-même lié à l'appréciation favorable du Fonds.

Une relance prématurée

En décidant de ne pas s'en tenir aux dérapages des mois derniers, le Club de Paris ne donne pourtant pas un blanc-seing à des interlocuteurs. On imagine que des consultations serrées auront lieu au cours des semaines à venir pour mieux apprécier le plan de redressement présenté par les Yougoslaves. Volonté de maintenir un minimum de pression sur Belgrade ? Souci d'offrir à l'équipe du premier ministre Branko Mitric des arguments de poids pour faire accepter une austerité impopulaire ? L'avenir seul le dira.

Mais la mission du gouvernement yougoslave s'annonce particulièrement ardue. Si ses créanciers appré-

Amendements à la loi sur les salaires

Le Parlement a adopté le 31 mars au soir une série d'amendements à la loi sur le blocage partiel des salaires, qui avait provoqué un vaste mouvement de protestation dans le pays. La législation gèle les salaires à leur niveau du troisième trimestre 1986 et limite leur progression ultérieure à des gains de productivité. Les amendements adoptés exemptent les secteurs ayant une activité saisonnière (tourisme, hôtellerie, transports aériens, agriculture et bâtiment) ainsi que ceux dont la production se déroule sur un long

cycle (construction navale, équipement énergétique et militaire).

La santé et l'éducation y échappent également ainsi que les entreprises ayant suivi une politique salariale modérée durant le troisième trimestre 1986.

Le mois prochain, le gouvernement pourrait également dispenser les sociétés exportatrices de l'application de la loi sur le blocage des salaires, prévue pour rester en vigueur jusqu'au 1^{er} juillet, date à laquelle elle sera remplacée par un nouvel accord de concertation sur la répartition des revenus. — (AFP)

cient d'être « remboursés rubis sur l'ongle sur les intérêts », si les Occidentaux entendent soutenir ce pays engagé dans une expérience originale entre l'Ouest et l'Est, l'échec des réformes multipliées depuis le début des années 80 alimente un sérieux scepticisme.

Après avoir resserré tous les verrous économiques, Belgrade s'est engagée dès 1985 dans une politique de relance jugée « prématurée » par les experts internationaux. Alors que la productivité stagnait, les salaires augmentaient plus vite que l'inflation : de 123 % en 1986 alors que la hausse des prix frôlait 100 %. Le coût de la croissance recouvrée, 3,7 % l'an dernier, devenait vite intenable. Outre une inflation débridée, de quelque 130 % en rythme annuel de quelque 130 %, le rythme annuel de quelque 130 %, l'excédent commercial se réduisait comme peau de chagrin.

Il faut reconnaître que la surevaluation du dinar n'engage guère les industriels à se détourner du marché intérieur, certains voyant même dans l'exportation à laquelle on les exhorte une sorte de « punition ». Les critiques ne masquent pas : morcellement des marchés entre républiques et provinces, investissements peu efficaces et bon marché, compte tenu de taux d'intérêt inférieurs à l'inflation, système bancaire mal adapté, dérapages spectaculaires des crédits inter-entreprises.

Le poids d'une dette extérieure maintenue à près de 20 milliards de dollars par l'appréciation des monnaies européennes ou japonaises constitue un handicap international supplémentaire. Au total, l'image de la Yougoslavie que donnent ses partenaires reste celle d'un pays attachant mais confus, où la remise en ordre de l'économie tient de la toile de Pénélope.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

SOCIAL

La promotion des « petits boulots »

Mise en œuvre des mesures en faveur de l'emploi à domicile

A compter du 1^{er} avril, les personnes âgées de plus de cinquante ans, les handicapés ou les parents d'handicapés pourront employer chez eux une personne pour les aider et bénéficier d'une exonération des charges sociales dues jusqu'à 6 000 F par trimestre. Les parents d'un enfant de moins de trois ans, justifiant d'un minimum d'activité professionnelle, pourront faire garder leur enfant et être remboursés, également à partir du 1^{er} avril, des charges sociales payées, dans la limite de 2 000 F par mois.

Dans tous les cas, le montant des salaires et des charges sociales éventuellement versés depuis le 1^{er} janvier 1987 donneront lieu à une déduction maximale de 10 000 F sur le revenu imposable lors de la prochaine déclaration d'impôts. Pour la garde des enfants, cette disposition s'applique pour chaque enfant de moins de cinq ans.

Alors que les derniers décrets pour l'emploi à domicile étaient publiés au Journal officiel des 30 et 31 mars, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a officiellement lancé ce nouveau programme, lors d'une conférence de presse, le 31 mars. Dans les prochains jours débutera une campagne publicitaire à la télévision et à la radio, relayée par la distribution de dépliants, dont le coût est évalué à 5 millions de francs.

680 licenciements envisagés aux chantiers navals de La Rochelle. — 680 licenciements sont envisagés aux ACRP (Ateliers et chantiers navals de La Rochelle-Palluel), dont l'administrateur judiciaire, M. Michel Rambour, a réuni, le lundi 31 mars, le comité d'entreprise. Selon ce dernier, qui parlait en présence du directeur des chantiers, M. Yves Jeantat, la trésorerie de l'entreprise « est exsangue » et toutes les procédures de chômage

partiel « sont épuisées ». Il y a donc lieu d'envisager le licenciement de 680 (sur 840) salariés de l'entreprise. Cette déclaration a soulevé une vive réprobation des organisations syndicales qui ont obtenu de M. Rambour qu'un nouveau crédit de trois cents heures de chômage partiel soit demandé pour financer les salaires du personnel. Le 3 mars dernier, les ACRP avaient dû déposer leur bilan, n'ayant plus de commandes.

A. L.

« Même un patron qui réussit a parfois besoin d'un entretien confidentiel avec une équipe créative et pluridisciplinaire... »
Bernard Krief

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

Pourquoi un «s» à Consultants...

C'EST UNE image que celle de Bernard Krief Consultants. Chasseurs de idées, agence de communication et de relations presse, conseils en marketing et développement commercial. Ou encore, conseils en organisation de structures de management...

Autant de visions justes et pertinentes à la fois sur ces « docteurs en entreprises » qui ont su constituer des équipes hautement spécialisées. Pour former un pool pluridisciplinaire qui, par la constante mise en commun des compétences et des expériences, détecte le vrai problème derrière le besoin ressenti. Objectif : résoudre très concrètement l'appareillement insoluble.

Là où ils excellent... Dans les entreprises qui veulent aller plus loin, plus vite. Quand une décision stratégique est à prendre au sein d'une société ou d'un service. Quand un problème se pose au niveau de l'image, de produits qui pourraient « partir », du marketing, de la communication, des rapports humains, de l'organisation, de la logistique (y compris les achats), de la

promotion des ventes et de la stimulation des hommes.

Bref, la réflexion et l'intervention sur le terrain. Pour aider le patron (au sens de responsable) dans la décision et dans l'action.

Créatif autant qu'opérationnel, les consultants Bernard Krief n'ont en effet qu'un seul credo : les résultats.

Et tant pis si on leur reproche parfois de ne pas être les hommes d'une méthode. Eux ne se veulent que des hommes de méthodes. Pour qui la solution n'existe pas toute faite, mais nécessite chaque fois d'être inventée.

C'est pourquoi ils ne travaillent qu'avec les décideurs (p.-d.g., directeur général, directeur de service ou de fonction...). Et d'abord avec des entreprises performantes.

Reste évidemment que la prestation n'est pas donnée : de 60.000 F pour plus qu'un diagnostic, jusqu'à 1 million de francs et davantage pour un contrat de longue durée.

JEAN-FRANÇOIS CHAUVET



Bernard Krief Consultants
115, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. (1) 45.44.38.29. Téléc. 260.911

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VICAT

Le conseil d'administration de la société a arrêté, le vendredi 27 mars 1987, les comptes de l'exercice 1986. Le fait significatif essentiel de l'année écoulée est la reprise des livraisons intérieures, qui permet d'espérer que la crise est surmontée. La production a vu ses ventes en métropole croître de 3,4 %, avec un volume de 21 637 000 tonnes contre 20 923 000 tonnes en 1985.

Vicat a suivi la même évolution avec 3 288 000 tonnes contre 3 180 000 tonnes. Le chiffre d'affaires de la société a ainsi atteint 1 564 495 007 francs, en progression de 4,5 %, ce qui, pour un résultat net après impôt de 66 252 123 francs (42 082 454

en 1985), dégage une capacité d'autofinancement de 214 806 318 francs. Les activités du groupe (cimenter, béton, granulats, papier, enduits et mortiers, aggrégats), tant en France qu'en Espagne, ont dégagé un bénéfice net consolidé de 116 279 611 francs pour un chiffre d'affaires de 2 405 214 204 francs. La capacité d'autofinancement du groupe atteint 308 328 039 francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui doit se tenir le 19 juin, la distribution d'un dividende net de 19 francs par action, soit, compte tenu de l'impôt fiscal de 9,5 francs, un revenu brut de 28,5 francs par action.

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

ÉPARGNE - OBLIGATIONS SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 26 mars 1987 sous la présidence de M. JARS, Président du Conseil d'Administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de F 14,20 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 1,22, soit un revenu global par action de F 15,42.

L'Assemblée générale a fixé au 31 mars 1987 la mise en paiement de ce dividende qui sera représenté par le coupon n° 33 ventilé comme suit :

- revenus d'obligations françaises non indexées : F 12,44 + crédit d'impôt de F 1,21, soit un total de F 13,65,
- revenus d'actions françaises : F 0,17,
- autres revenus : F 0,65 + crédit d'impôt de F 0,01, soit un total de F 0,66,

- produits des lots et primes de remboursement pour un montant de F 0,84 ; ces produits sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et donnent droit pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de F 0,03.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec l'exonération totale du droit d'entrée.

L'Assemblée a renouvelé pour une durée de six ans le mandat d'Administrateur de MM. Pierre JARS et Jean-René BRUNON.

Le Conseil d'Administration réuni à l'issue de l'Assemblée générale a reconduit M. Pierre JARS dans ses fonctions de Président de la Société.

BNP, la banque est notre métier



PUBLICIS SA

Publicis SA constitue avec ses filiales et participations françaises et étrangères un groupe d'entreprises qui exerce son activité dans la plupart des grands secteurs de la communication : agences de publicité, médias (presse, affichage, écrans, radio), informatique, et par ses dragages dans une forme originale de la distribution réunissant la restauration à des magasins à rayons multiples et des salles de cinéma.

Le conseil d'administration de Publicis SA réuni le 30 mars 1987, sous la présidence de M. Marcel Bleustein-Blanchet, a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 6 537 690 000 F, en accroissement de 14,70 % par rapport à l'année précédente, le bénéfice consolidé net après impôt du groupe Publicis s'est établi à 82 052 000 F contre 59 935 000 F. La part du groupe s'inscrit dans ce résultat pour 72 830 000 F (soit 135,80 F par action) contre 50 856 000 F en 1985, soit une progression de 43,20 %.

La marge brute d'autofinancement consolidé atteint 123 659 000 F contre 101 359 000 F.

La réalisation de la concession de TV 6, filiale de Publicis SA, implique la reprise par l'Etat des engagements souscrits dans l'intérêt de l'exploitation et la réparation du préjudice subi. Dans ces conditions, les résultats de l'exercice ne comportent aucune incidence à ce titre.

Les branches principales ont concouru comme suit à l'activité du groupe :

Dans le domaine des agences de publicité, Publicis Conseil et ses filiales ont réalisé un chiffre d'affaires de 2 621 688 000 F, en progression de 16 %, et un bénéfice consolidé après impôts, part du groupe, de 30 245 000 F.

De son côté, Publicis International, installé dans onze pays, a réalisé un chiffre d'affaires de 1 984 491 000 F, en hausse de 5,18 %. Le bénéfice net consolidé, part du groupe, s'est établi à 13 979 000 F.

Considéré globalement, l'activité des diverses sociétés de médias a représenté un chiffre d'affaires consolidé de 1 880 564 000 F, en hausse de 29,71 %, et son bénéfice consolidé net après impôts, part du groupe, de 37 830 000 F. Régie Presse y figure pour un chiffre d'affaires de 800 104 000 F et un résultat consolidé, part du groupe, de 5 978 000 F.

Dans le domaine de la distribution, la Société des Dragages Publicis, avec un chiffre d'affaires de 179 408 860 F, en retrait de 5,49 %, a réalisé un bénéfice après impôts de 2 067 536 F.

Enfin, les revenus de la société mère du groupe Publicis SA se sont élevés en 1986 à 42 676 674 F contre 37 278 079 F en 1985, et le bénéfice net après impôts s'est établi à 33 441 737 F contre 28 579 515 F l'année précédente.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 23 juin 1987 la répartition d'un dividende de 30 F par action contre 25 F pour l'exercice précédent, ce qui représente avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal de 15 F) un revenu global par action de 45 F contre 37,50 F.

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

(A G P)

Le montant des cotisations émises en 1986 par les sociétés françaises et étrangères du Groupe de Paris atteint 8,262 milliards de francs, marquant une croissance de 12,3 % sur 1985.

La part des sociétés étrangères représente 2,166 milliards de francs, soit 26 % du total, alors que l'an passé elle n'avait atteint que 22,6 %. Cette variation, en dehors des modifications de

parité monétaire, résulte en particulier de la prise en compte des nouvelles filiales acquises en 1986 : Ambra en Italie, Atlas en Espagne.

En ce qui concerne les sociétés françaises, la progression des cotisations représente 21 % pour les sociétés de la branche vie, alors qu'elle se trouve limitée à 3 % pour les autres sociétés.

Les comptes des deux principales sociétés françaises d'assurances du Groupe viennent d'être arrêtés par les conseils d'administration, lors de leur séance du 26 mars 1987.

Pour l'exercice 1986, La Paternelle Vie fait état d'un bénéfice net de 50 290 000 francs, en forte croissance sur celui de l'exercice précédent, qui avait été marqué par des charges exceptionnelles dues à des réformes de structure. Le dividende proposé représente 12 500 000 francs, au lieu de 11 250 000 francs l'an passé, en progression de 11,1 %.

Les comptes de La Paternelle Risques divers pour 1986 ne sont pas encore arrêtés comparativement à ceux de 1985, en raison de la fusion intervenue à effet du 1^{er} janvier 1986 entre La Paternelle Risques divers et la société de Participation financière et gestion immobilière (PFGI).

Cette opération a entraîné une forte augmentation des capitaux propres de la société qui atteignent désormais 4943 millions de francs, mais a sensiblement modifié la base d'évaluation des plus-values de cession réalisées en 1986. Le bénéfice net s'élève à 282 millions de francs, et le dividende proposé s'élève à 97 500 000 francs au lieu de 86 125 000 francs pour l'exercice précédent, en progression de 13,2 %.

Les comptes consolidés du groupe pour 1986 seront présentés à l'occasion de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de l'AGP SA convoquée pour le 6 mai 1987.

OFF

(Omnium financier de Paris)

Le conseil de l'OFF (Omnium financier de Paris) s'est réuni le 27 mars 1987 sous la présidence de M. J.-C. Genton et a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1986. Le bénéfice s'est établi à 182,5 millions de francs contre 122,4 millions, soit une progression de 48 % supérieure à ce qui avait été prévu et largement liée à la réalisation de plus-values sur cessions de titres.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 25 juin 1987 de distribuer un dividende unitaire identique à celui de l'exercice précédent, 43 F par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 21,50 F, soit au total 64,50 F. La distribution globale, y compris le précompte mobilier, sera ainsi de 70,9 millions de francs.

Au cours de l'exercice, OFF et ses filiales, la Société financière d'Autun (SFA) et OFSA, ont réalisé des investissements bruts consolidés pour un montant global de 292,3 millions de francs. SFA a déposé, en 1986, un bénéfice de 29 millions de francs et distribuera un dividende de 9 millions de francs.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

PARIS, 31 mars

Plutôt résistants

Le plongeon de Wall Street n'a pas donné mardi le vertige à la Bourse de Paris. Au contraire, le marché a réagi avec sang-froid. Inévitable quand même, la baisse a été bien contenue et la résistance a paru s'organiser. En repli de 1,35 % à l'issue de la séance matinale, l'indice a finalement limité l'écart à 0,76 % en clôture de la séance principale.

Nombre de valeurs, et non des moindres, s'agissant notamment de Peugeot, Dumez, CSF, Midi, devaient remonter un peu le courant. Paris n'a donc pas cédé à ce début d'affolement dont New-York et à un moindre degré Londres et Tokyo ont été les témoins.

Certes, rue Vivienne, personne ne songe à minimiser la menace d'une guerre commerciale américano-japonaise, ni les conséquences d'une nouvelle glissade du dollar. Mais beaucoup se refusent à dramatiser, préférant prendre un peu de recul pour juger une situation qui pour bien n'être qu'une péripétie dans la lutte commerciale opposant le pays du Soleil-Levant au Nouveau Monde.

Ajoutons, d'autre part, que la journée du 31 mars était la dernière dont les SICAV pouvaient profiter pour placer les excédents de liquidités, dont une bonne part provient de la collecte faite en 1986.

Autour de la corbeille, les professionnels se montraient généralement confiants mais attendaient le début du mois d'avril pour se forger une opinion.

D'abord lourd, le marché obligataire a regagné une partie du terrain perdu. Les spécialistes se perdent un peu en conjectures sur le phénomène, l'important étant une possible intervention du Trésor dans la perspective de la première adjudication d'avril, jeudi.

NEW-YORK, 31 mars

Une belle éclaircie

Après deux journées de très mauvais temps, une belle éclaircie est apparue mardi dans le ciel de Wall Street. Malgré une certaine lourdeur initiale, le marché a grandement regagné du terrain, reprenant la barre des 2 300 points et, à la clôture de la séance, l'indice des industrielles a enregistré une avance de 26,28 points, à 2 304,69. En quarante-huit heures, sa perte avait été voisine de 100 points. Quoique assez mitigé encore, le bilan de la journée a été d'assez bon aloi.

Sur 1 552 valeurs traitées, 994 ont monté, 559 ont baissé et 399 n'ont pas varié.

Ce revirement brutal de comportement a probablement surpris la communauté financière américaine. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette reprise : le calme monétaire, le retour sur le front des clients avec un dollar plus sage ; les informations selon lesquelles le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, serait prêt au cours de sa visite aux Etats-Unis à prendre des initiatives pour désamorcer « la guerre des puces » ; le raffermissement du marché obligataire ; enfin, les spéculations relatives au découvert après les fortes purges. Reste que, pour l'instant, la situation n'a pas évolué.

Le ralentissement de l'activité économique dans une certaine mesure (171,76 millions de tonnes d'échanges, contre 182,34 millions).

VALEURS	Cours du 30 mars	Cours du 31 mars
Alcoa	42 1/8	42 1/8
ALL	28 3/8	28 3/4
Boeing	57 3/8	57 1/8
Chemical Bank	35 3/8	35 3/8
De Beers	111 1/2	111 1/2
Eastman Kodak	76 3/4	77 1/8
Exxon	84 1/2	85 3/4
Gold	102 1/2	102 1/2
General Electric	105 3/8	105 3/8
General Motors	78 7/8	78 3/4
Johnson	89 1/2	89 1/2
J.P.M.	152 3/8	152 1/2
L.T.T.	80 1/8	80 1/8
ITT	47 1/8	47 3/4
Pfizer	71 1/2	72 3/8
Schlumberger	38 3/8	40 1/2
Shell	38 1/4	38 1/4
U.S.A.I.	51 1/2	54 7/8
Union Carbide	29 1/8	29 5/8
U.S.X.	88 1/2	88 1/2
Washington	45 1/8	45 1/8
Xerox Corp.	74 1/8	75 3/4

CHANGES

Dollar : 8,05 F ↑

Sur des marchés des changes assez nerveux, l'annonce d'un léger relèvement du taux de base des banques américaines a provoqué un raffermissement général du dollar, tant à Tokyo qu'en Europe. A Paris, le cours du dollar américain est remonté, brutalement, de 3,3350 F à 3,3275 F.

	31 mars	1 ^{er} avril
FRANCFORT	31 mars	1 ^{er} avril
Dollar (en DM)	1,888	1,898
TOKYO	31 mars	1 ^{er} avril
Dollar (en yen)	145,60	147,20
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (1 ^{er} avril)	73/4	
New-York (31 mars)	69	

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	30 mars	31 mars
Valeurs françaises	111,9	111
Valeurs étrangères	118,8	118,9
C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	45,7	46,7

NEW-YORK (Index Dow Jones)

	30 mars	31 mars
Industrielles	2 276,41	2 304,69

LONDRES (Index Financial Times)

	30 mars	31 mars
Industrielles	1 582,2	1 577,1
Mines d'or	438,2	455,3
Fonds d'Etat	89,97	90,28

TOKYO

	31 mars	1 ^{er} avril
Nikkei	21 564,7	22 048,8
Indice général	1 871,9	1 922,4

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 31 mars

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 87	Sep. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	107,85	107,20	107,85	—
Précédent	107,10	107,20	107,20	107

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE EXON CHEMICAL : AMÉLIORATION DES MARGES. — Malgré une baisse de 21 % de son chiffre d'affaires (5 150 millions de francs) entièrement liée à la chute des matières premières, cette filiale d'Exon Chemical, chimiste chimiste, est devenue, en 1986, à dégrader une meilleure marge de rentabilité que l'année précédente. Sa capacité d'autofinancement après impôt atteint 360 millions de francs (contre 264 millions) et le bénéfice net ressort à 241 millions après prise en compte d'une perte de stocks de 60 millions.

LA COMPAGNIE ÉLECTRONIQUE BENTON EN BOURSE. — Premier éditeur-distributeur français de logiciel et matériel d'extension pour micro-ordinateurs IBM PC et compatibles, la société va introduire 105 000 de ses actions (10 % du capital) sur le second marché le 9 avril au prix d'émission de 410 F. Actuellement, le capital est entièrement détenu par le PDG Hugues Labrousse. De 33,5 millions de francs en 1983, le chiffre d'affaires s'est élevé, en 1986, à 205,2 millions. Le résultat après impôt a progressé de façon encore plus spectaculaire, passant en trois ans de 0,4 à 20,2 millions de francs.

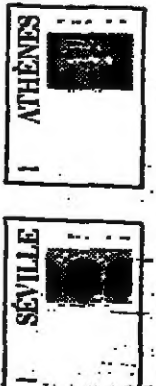
L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Amsterdam
Athènes
Berlin
Budapest
Copenhague
Dublin
Edimbourg
Florence
Genève
Lisbonne
Londres
Rome
Séville
Stockholm
Venise
Vienne

Vacances volées, week-ends infimes... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. L'imaginaire d'un écrivain (Julien Green à Florence, Michel Del Castillo à Séville...) et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F.

autrement
EDITIONS



Nord Est au point, 1986 : des résultats en augmentation de 40 %

Emission d'un emprunt de F 392 911 200

Représentée par 1 637 130 obligations de F. 240 convertibles en actions

PRIX D'ÉMISSION : F. 240 PAR OBLIGATION

SOUSCRIPTION

- Réserve par priorité aux actionnaires du 26 mars au 8 avril 1987 inclus, dans la proportion d'une obligation pour 8 actions ou moins de 8 actions.
- Ouverte au public à partir du 9 avril 1987.

CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS

JOUISSANCE : 29 avril 1987.

INTÉRÊT : 6,25 % l'an, soit F. 15 payable le 1^{er} janvier de chaque année.

Pour la période du 29 avril au 31 décembre 1987, il sera mis en paiement le 1^{er} janvier 1988 un coupon de F. 10,15 par obligation.

AMORTISSEMENT NORMAL : au pair, en 5 tranches annuelles égales, à partir du 1^{er} janvier 1992.

CONVERTIBILITÉ EN ACTIONS

DELAI : à tout moment, au gré des porteurs, à partir du 1^{er} juillet 1987 et jusqu'à 3 mois après la mise en remboursement pour les titres amortis.

RAPPORT DE CONVERSION : 1 action de F. 50 pour chaque obligation.

En cas d'opérations sur le capital, ce rapport sera ajusté pour maintenir les droits des obligataires.

NORD EST

État du 23 mars 1987
Voté GDB n° 87-45
en date du 17 mars 1987

ET INFORMATIONS DES SOCIÉTÉS

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

Competition	VALEURS	Cum. profit	Previous course	Difference course	% + -	Competition	VALEURS	Cum. profit	Previous course	Difference course	% + -	Competition	VALEURS	Cum. profit	Previous course	Difference course	% + -											
1626	A.S. & 1073	1680	1610	1810	- 3.01	Competition	VALEURS	Cum. profit	Previous course	Difference course	% + -	Competition <td>VALEURS</td> <td>Cum. profit</td> <td>Previous course</td> <td>Difference course</td> <td>% + -</td>	VALEURS	Cum. profit	Previous course	Difference course	% + -											
.....	C.M.E. 35	4298	4290	4280	- 1.13	.....	330	507	507	+ 0.39	1840	Manuel	1740	1737	- 0.17	115	S.C.G.A.	113	111.30	111.30	- 1.50	121	Chateaufort C.	153	148.90	148	- 2.61	
1210	B.A.F. V.P.	1228	1218	1218	- 1.13	.....	361	507	507	+ 1.31	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	478	Estimote Kofu	476	488	488	- 1.47
1117	Ch. Lyon T.P.	1120	1120	1120	- 1.11	.....	362	507	507	- 1.73	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	54	Estimote Kofu	54	54	54	52.70
2330	St-Germain T.P.	2330	2330	2330	- 0.22	.....	363	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	364	507	507	+ 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	365	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	366	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	367	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	368	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	369	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	370	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	371	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	372	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	373	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	374	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	375	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	376	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	377	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	378	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	379	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	380	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	381	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	382	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	383	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	384	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	385	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	386	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	387	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	388	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	389	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	390	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	391	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	392	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	393	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	394	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	395	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	396	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	397	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	398	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	399	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	400	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	401	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	402	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	403	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	404	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	405	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230	230	- 1.50
1386	St-Germain T.P.	1386	1386	1386	- 0.20	.....	406	507	507	- 0.86	2580	Matin	2647	2580	2580	- 3.29	765	S.C.A.E.R.	841	820	840	- 0.12	230	Estimote Kofu	230	230</		

Comptant

[illegible]

Second marché

VALEURS		VALEURS		VALEURS			
Cours prix.	Dernier cours	Cours prix.	Dernier cours	Cours prix.	Dernier cours		
A.S.P.S.A.	1385	Dreuil	1008	1008	Molot	331	331
Air Alcan-Alcan	1070	Drouot-Associations	601	602	Almalyk-Dobouk	820	818
Alcan	1070	Drouot-CAI	100	100	Almalyk-Lesclapier	850	850
S.I.C.P.	910	Edgcomb-Belland	326	331	Com. Gant. Fr.	610	610
ALP	1150	E.C. S. Drouot	906	960	Petrobrás-R.D.	3580	3580
Alstom	1596	Exposit	860	860	Point Breton	285	285
Calbès de Lyon	1448	Exposit	860	860	Polysol	740	740
Châlon	920	Guinçol	740	740	Ranal	1710	1807
Canal	3100	Guy Degrange	1110	1100	Gr. Des Chaux-Chatelains	1820	1820
Car. Général Rogel	2820	I.C. de France	328	328	Im. de la Vallée	247	247
Car. Roubaix	2820	I.N. Informations	455	440	S.C.E.P.M.	380	380
C.E. Epix. E.D.	400	La 1re Jour de moi	528	530	Sane-Nobis	1720	1880
C.E.D.I.D.	3243	Le Tour d'investissement	396	384	S.E.P.	1859	1859
C.E. Epix. E.D.	400	Locomil	938	937	S.E.P.	2000	1910
C.E. Informations	1076	Maruyon	983	986	S.M.T. Sogel	386	422
C.C. Odel. Fortenelle	191	Marin International	480	480	Sanofi-Synthelabo	1480	1420
Châlon	920	Médecine, Média	180	187	S.A. Sogel	440	480
Châlon de France	3598	Ministère Intérieur	690	690	Sogel	1240	1242
Danubio	2850	M.N.B.	706	706	Valérie de France	300	300

SICAV (collective)[illegible]

VALEURS	Cours pièce	Départ cours
---------	----------------	-----------------

[illegible]

Droits et bons

VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/3	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	COURS 31/3
							Achat	Vente				
Attribution												
En ligne				Ense-Unité (5 f)	6 014	6 013	5 750	6 280	Or fin Rbto en barre	81600	81000	
Air Liquide				EDF	6 904	6 903			Or fin Argenti	81480	81400	
Castrol				Alcatraz (100 DM)	332 970	333 110	323	341	Pièces Suédoise (20 f)	511	515	
Credit. Foncier France				Belgiana (100 f)	18 078	18 084	16 600	18 450	Pièces Thaïlandaise (10 f)	372		
Paradi Rotor				Payco Bank (100 f)	226 042	226 042	308		Pièces Thaïlandaise (20 f)	600	598	
Telcel	8 40			Telecom (100 f)	80 100	80 160	85	91 600	Pièces Thaïlandaise (20 f)	420	418	
				Noravia (100 f)	88 280	88 280	85	91 500	Souverains	592	594	
				Grèce (100 drachmes)	9 984	9 846	9 360	10 900	Pièces de 20 dollars	3005	3005	
				Indon (1 000 Rup)	4 530	4 530	4 100	4 500	Pièces de 10 dollars	1470	1440	
				Malaisie (100 f)	4 971	4 973	4 400	4 400	Pièces de 50 pence	160		
				Indon (1 000 Rup)	369 190	369 190	387	407	Pièces de 10 dollars	3180	3180	
				Suède (100 kr)	95 750	95 720	92	97 500	Pièces de 10 dollars	433	433	
				Autriche (100 sch)	47 355	47 360	46 100	48 500	Or Londres	421 80	419	
				Espagne (100 pes)	4 734	4 734	4 650	5 080	Or Zurich	423 50	419 50	
				Portugal (100 esc)	4 289	4 280	3 900	4 250	Or Hongkong	424 15	419 45	
				Canada (5 can)	4 618	4 588	4 350	4 750	Argent Londres	6 22	6 30	
				Japon (100 yen)	4 105	4 111	3 970					

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
30.15 Tapes LEMONDE pour BOURSE

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLES		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	31/3	Admet.	Ventes		préc.	31/3
Etats-Unis (51)	6 014	6 013	5 750	8 280	Or fin 100 onces	81600	81000
Ecu	6 304	6 303			Or fin 50 onces	141480	141400
Allemagne (100 DM)	332 570	333 110	323	341	Pièces étrangères (20 fr)	511	515
Batavia (100 f)	18 078	18 068	15 600	18 450	Pièces étrangères (10 fr)	372	
Barcelone (100 p)	288 100	288 040	288	304	Pièces étrangères (5 fr)	188	
Porto (100 r)	89 100	89 160	85	91 500	Pièces étrangères (25 fr)	400	400
Hongkong (100 l)	88 280	88 230	86	91 500	Souverains	582	594
Genève-Suisse (12 f)	6 054	6 046	5 360	10 000	Pièces de 20 dollars	3006	3005
Calcutta (100 roupies)	4 571	4 570	4 430	4 410	Pièces de 10 dollars	1470	1440
Inde (100 roupies)	4 571	4 573	4 420	4 303	Pièces de 5 dollars	950	
Shanghai (100 l)	389 180	389 180	387	407	Pièces de 100 dollars	3190	3190
Saïgon (100 ind)	95 150	95 120	82	97 500	Pièces de 100 livres	483	503
Amoy (100 ind)	47 365	47 380	48 450	4 050	Or Londres	421 80	419
Europe (100 ind)	4 736	4 734	4 650	4 050	Or Zurich	422 50	419 50
Amoy (100 ind)	4 736	4 730	3 900	4 900	Or Hongkong	424 15	419 45
Canada (50 can)	4 618	4 622	4 360	4 750	Argent Londres	6 22	6 30
Japan (100 yen)	4 105	4 111	3 370	4 100			

Marché libre de l'or

[illegible]

@ : coupon détaché
 @ : offert
 * : droit détaché
 d : demandé
 p : prix précédent
 ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le voyage de Jean-Paul II au Chili. 4 Japon : l'indemnisation des victimes de la pollution à Minamata. 5 Le congrès du Parti socialiste italien. 6 Le cheikh Fadallah et le sort des otages au Liban.	10 Un entretien avec M. Bruno Mégret. 11 M. Tjibaou reçu par M. Barre. — Communication : la compétition autour de TF 1.	13 Après l'accord franco-américain sur la lutte contre le SIDA. — Le procès de Baby M aux États-Unis. 14-15 « Le Monde Éducation » : réduire l'hécatombe du premier cycle universitaire.	17 Cinéma : Jean-Luc Godard tourne le Roi Lear. 19 Exposition « Tiers Monde », au Grand Palais : un entretien avec Lucio Amelio. DÉBATS 2 Médias : pour un espace européen de l'audiovisuel, par Roland Dumas.	27 Renault s'achemine vers un exercice bénéficiaire. 28 Marché commun : la fixation des prix européens. — Transports : le tunnel sous la Manche, côté trou. 28 Étranger : la Yougoslavie obtient un sursois financier. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision 23 Annonces classées 26 Cartes 24 Météorologie 23 Mots croisés 24 Journal officiel 25 « Le Monde Emploi » 24 Spectacles 20 à 22	● Plantu décoré. ● SIDA : un enjeu de 150 millions de dollars dans les deux sens. ● Sondage : M. Mitterrand président ? Actualités, Immobilier, Bourse, Média, Télémat, Loisirs. 36-15 Tapez LEMONDE

La session parlementaire de printemps

L'Assemblée rentre, le gouvernement s'inquiète

Le Parlement retrouve ses droits. La Constitution l'exige : députés et sénateurs reprennent le chemin de leur hémicycle respectif, le 2 avril. A la veille de cette rentrée, satisfaction et inquiétude se mêlent à doses inégales dans l'esprit des dirigeants de la majorité.

Un peu de satisfaction, car, malgré l'imposant travail législatif accompli lors de l'intersession, il reste en abondance des promesses électorales à tenir. Cabinets ministériels et administrations ont beaucoup travaillé. Trop probablement (le Monde daté 29-30 mars), mais les ministres sont parfaitement conscients qu'étant donnée la priorité constitutionnelle accordée au budget à l'automne et la tension qui a toutes chances de régner alors cette session qui s'ouvre est la dernière utile avant l'élection présidentielle. S'ils veulent marquer leur passage ministériel dans la législation française, c'est, pour nombre d'entre eux, maintenant ou jamais.

Beaucoup d'inquiétude aussi en partie devant l'ampleur du travail qu'il va falloir accomplir. Faire débattre de tous les projets mis en avant par les membres du gouvernement ne va pas être facile. Cette difficulté sera particulièrement renforcée si, comme l'affirme M. André Rosinat, ministre chargé des relations avec le Parlement, l'exécutif met en application son intention de moins bousculer le législatif, et donc de lui laisser plus de temps pour travailler, et de limiter le recours aux procédures contraignantes que la Constitution met si généreusement à sa disposition (le « 49-3 » bien entendu, mais aussi la déclaration d'urgence qui, l'an passé, a si fâcheusement réduit à presque rien les navettes entre les deux Chambres).

Inquiétude surtout devant le climat qui va régner pendant les trois mois de cette session ordinaire. Certes, les textes sont en général plus techniques que ceux de l'automne et du printemps, et sur-

tout moins chargés de symboles. Mais les points d'accrochage ne manquent pourtant pas, que ce soit la Nouvelle-Calédonie, les prisons privées ou l'aménagement du temps de travail. D'autant que le prurit électoral aidant, n'importe quel projet peut être l'occasion de surenchères, de demandes insistantes jugées propres à satisfaire un électoral fort courtisé. Plus l'échéance approche, plus la résistance des ministres sera malaisée.

Le jardin des petites phrases

Le Parlement n'est pas qu'une machine à faire des lois, c'est aussi une formidable marmite où bouillonnent facilement les crises les plus imprévisibles. Dispersés dans leurs circonscriptions, les députés ont été bien discrets tout au long de cet hiver. M. Chirac ne peut que se féliciter de les avoir privés de caisse de

résonance lors des graves problèmes que vient de connaître sa majorité. Il suffit d'imaginer l'ampleur qu'aurait pu prendre la tentative du ministre de l'Intérieur d'interdire certaines publications si, en plus, micros et stylos avaient pu se tendre dans les couloirs du Palais-Bourbon et du palais du Luxembourg.

Aujourd'hui sont rouverts ces jardins où fleurissent si facilement petites phrases, confidences, critiques acerbes ou ironiques. La droite est déjà suffisamment énervée par ses querelles intestines, horripilée par la multiplication des interventions du président de la République pour que sur ce terrain fertile poussent des orbes bien désagréables. La majorité est ainsi à la merci du moindre incident qui, le Parlement étant réuni, pourrait être difficile à circonscrire.

Certains paratonnerres sont, certes, prévus, comme l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des

affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Sa candidature devrait en effet éviter au RPR et à l'UDF une division favorable au socialiste Roland Dumas. Mais il n'est pas évident que l'ancien président de la République use toujours de cette nouvelle responsabilité sans gêner ses amis ou alliés.

Pour tenter de verrouiller sa majorité, M. Chirac va engager, dès le 7 avril, avant même que les travaux législatifs ne commencent, sa responsabilité devant l'Assemblée nationale avant de faire une déclaration de politique générale au Sénat le 14 avril. Mais, comme toute épreuve sans grand risque, ce résultat ne sera guère probant. Voir ainsi approuver le programme du gouvernement ne devrait guère exciter les amis de M. Raymond Barre, et peut-être ceux de M. François Léotard, de continuer à faire entendre leurs différences.

THIERRY BRÉHER.

Le Sénat touché par le barrisme galopant

Certes, il ne le dit pas tout, mais tous sont attentifs. Les sénateurs UDF, qui forment le gros bataillon du palais du Luxembourg, sont à leur tour contaminés par le virus Barre. Ce devrait être d'ailleurs l'une des curiosités amusantes de cette rentrée parlementaire de printemps que de voir les sénateurs barristes revenir plus nombreux qu'ils n'étaient partis. Car on a beau être sénateur on n'est pas moins homme politique soucieux de l'avenir du pays en général et du sien en particulier. Et puis faire partie de la Haute Assemblée ne vous dispense point de tenir compte des basses contingences des sondages.

Dernier exemple : le ralliement — puisqu'il n'y a pas d'autre mot — des sénateurs républicains indépendants déçus URFI, en ce début de semaine, aux couleurs de l'ancien premier ministre. Après une longue période d'incubation, interrompue par un furtif plus ou moins avouable avec le RPR, ces honorables parlementaires dans leur grande sagesse et la douceur de leurs journées d'études à Toulon se sont décidés à leur tour à franchir le Rubicon.

Pour la première fois, ils ont évoqué l'élection présidentielle. Comment garder un train de sénateurs en ne ratant pas le bon convoi pour l'Elysée ? Réponse quasi générale : la bonne locomotive s'appelle M. Barre. Un choix d'autant plus commode que M. Giscard d'Estaing s'est mis de lui-même sur une voie de garage. Car pour l'avoir bien connu, ces sénateurs républicains

indépendants s'étaient toujours bien gardés depuis mai 1981 de provoquer l'impensable crime de lèse-majesté. Son retrait de la course présidentielle en ce début d'année leur a enlevé une belle épine du pied.

Restait évidemment M. Léotard. Ces sénateurs auront eu avec le secrétaire général de leur parti moins d'égards. Au vrai, la « bande à Léo » n'est toujours pour eux qu'une bande de ministres en culottes courtes, et, nourris de leur expérience, ces sénateurs viennent de renvoyer le ministre de la culture à ses chères études. « On peut être champion du monde des poids coqs, ce n'est pas pour cela que l'on batte le champion de France des poids lourds », a résumé à sa façon l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet.

Cela fut dit dans le secret du huis clos. Les sénateurs étant par nature des gens courtois, ils se sont bien gardés dans le fief verbeux de M. Léotard d'aller crier sur les toits de tels jugements. Le président de ce groupe URFI, M. Marcel Lucron, sans doute pas mécontent de prendre une revanche sur de petites vexations passées, a mis toutes les formes pour ménager le « petit Léo ». N'empêche. Quand il a déclaré que « sur la bande FM de l'élection présidentielle il n'y a pour la majorité que place pour deux fréquences », plus besoin de décoder. Tous ses amis se sont retrouvés sur la même longueur d'ondes.

Par courtoisie toujours, ces sénateurs ont écarté poliment le lendemain M. Balleur leur donné sa propre définition d'une bonne campagne présidentielle. « Nos débats, leur a-t-il conseillé, ne doivent porter ni sur le passé ni sur le présent. Dès lors que tous ont soutenu par leur vote l'action du gouvernement il serait contradictoire que tout cela soit remis en cause. » Parole parole, ont murmuré ces sénateurs. « C'est un piège », ont rétorqué les plus barristes.

Tous ces sénateurs vont retrouver cette semaine la capitale et constater que le barrisme s'apparente de plus en plus à une épidémie galopante. Au Sénat toujours, le président du groupe de la gauche démocratique, M. Jacques Pelletier, ne dissimule plus que « les trois cinquièmes de ses amis sont barristes. » Seul point de résistance les dix sénateurs radicaux de gauche de son groupe, mais qui pourraient avoir, selon lui, quelques échos d'âme si M. Mitterrand ne se représentait pas.

Se considérant comme les pionières du barrisme au Sénat, les sénateurs du groupe centriste regardent avec amusement toutes ces gesticulations et ces revirements. « Notre intergroupe UDF, espère l'un d'entre eux, va peut-être enfin pouvoir retrouver une vie normale. Cela suffira largement à notre bonheur. » Bref, les sénateurs UDF vivent un véritable état de grâce. Tenez-les en encore un ? DANIEL CARTON.

Sur le vif

Royal

Ils m'énervent, les British, c'est rien de le dire ! Faut toujours qu'ils la ramènent, qu'ils se mettent en avant. Alors, là, maintenant, avec le retour en force des capotes — des capotes anglaises, attention ! — ils se tiennent plus. Vous savez ce qu'ils ont trouvé en fouillant dans des vieilles archives ? C'est grâce à elles, donc grâce à eux, que la monarchie française a réussi à se maintenir sur le trône jusqu'à la Révolution !

Non, je vous jure, l'invente pas. J'ai lu ça dans le *Guardian*. Bon, que je vous raconte. Après tous les débordements de son arrière-grand-père, le Roi Soleil, Louis XV n'avait qu'une trouille : engrosser ses maîtresses. Pas question de semer des bâtarde à tous vents. Il commence par prendre ses précautions en s'interrompant au bon moment. Et voilà que, malgré ça, une de ses belles amies se paye une semaine de retard. Affolement de sa part.

Ca peut pas continuer comme ça. Il se renseigne et il apprend que les Anglais fabriquent d'étonnantes « machines » à pré-

server de pareil danger. Ordre au grand maréchal de la Cour d'en commander trois cents d'un coup. A livrer immédiatement. De l'autre côté de la Manche, le fabricant panique. Comment honorer cette énorme commande dans des délais aussi brefs ? Il demande un délai de quelques jours. Accordé.

Reste à introduire la marchandise dans une France qui s'honore d'être la fille aînée de l'Eglise. Pas évident. On la fera passer en contrebande. Et pour être sûr de ne pas se faire piquer par les douanes, on l'adressera normalement à « Sa Majesté très catholique » !

Et ce cri de journaliste qui platonne en conclusion de son article : Ouais, c'est bien la preuve qu'à l'époque, déjà, notre avance technologique était étonnante ! Permettez, permettez ! Ça se dit comment chez vous, les capotes, hein ? Des french letters, des lettres françaises. Alors faut croire que votre coïte, après l'avoir examiné et tout, on l'a renvoyé à l'expéditeur. Port dû. CLAUDE SARRAUTE.

L'affaire des espions d'Ariane

M. Chirac devrait statuer sur le sort des agents soviétiques à son retour de Washington

Dans l'affaire du réseau d'espionnage démantelé la semaine dernière dans la région de Rouen par la DST, dont le chef serait l'attaché de l'air adjoint soviétique à Paris, M. Valéri Komorov, aucune décision concernant l'éventuelle expulsion de ce dernier et d'autres membres de l'ambassade d'URSS n'avait encore été prise par les autorités françaises le mercredi 1^{er} avril en fin de matinée.

On avait tout d'abord laissé entendre, au Quai d'Orsay, qu'une telle décision pourrait être prise sans attendre le retour du premier ministre à Paris, jeudi matin. Mais M. Chirac, dans l'entretien qu'il a accordé mercredi à Europe 1, a au contraire indiqué qu'il ne statuerait pas sur le sort des agents diplomatiques soviétiques accusés d'espionnage avant d'avoir regagné la France. La décision finale, en toute hypothèse, incomberait au président de la République.

Du côté soviétique, une nouvelle protestation a été émise par le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerassimov. Il s'agit, selon ce dernier, d'une tentative pour affecter les relations franco-soviétiques et semer la défiance et l'hostilité directe à l'encontre de l'URSS. « Nous voulons espérer que la partie française, a ajouté M. Guerassimov, pèsera raisonnablement toutes les conséquences négatives de l'actuelle campagne hostile à l'Union soviétique. »

« L'ARC justifie la « lutte armée ». Dans un long « manifeste » adressé en Guadeloupe à la presse locale et nationale, l'Alliance révolutionnaire caribbe (ARC, organisation déclarée dissoute le 25 avril 1984 par le conseil des ministres) estime que « la résolution véritable » de tous les problèmes de l'archipel guadeloupéen « demeure suspendue à une condition : l'accession de la Guadeloupe à la pleine souveraineté ». Elle justifie une fois de plus le recours à la « lutte armée » par le « droit international » en se référant aux positions de l'ONU.

LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

USA
avec ICELANDAIR plus de 20 vols par semaine au départ de Luxembourg.

NEW YORK
aller retour 14/180.
les autres destinations ICELANDAIR :
WASHINGTON (RWT) F2590
BOSTON F2590
CHICAGO F2890
ORLANDO/FLORIDE F3290
Tarifs soumis à réglementation.
Acheminement SNCF compris sur réseau agréé.
Stop-séjour ISLANDE possible.
Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 Paris (2) (t) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages. M

BOURSE DE PARIS

Matinée du 1^{er} avril

Forte reprise

Une forte reprise s'est produite, mercredi matin, à la Bourse de Paris. Une hausse moyenne de 1,3 % était enregistrée à la fin de la session préliminaire. Le bâtiment a repris la vedette avec Ciments français (+ 5,3 %) et Dumex (+ 3 %). Bie, Havas et Crouzet, en particulier, se sont distingués avec des avances de 2,5 % à 2,8 %.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Première cote	Dernière cote
Accor	567	560	563
Agence Havas	2121	2180	2140
Air Liquide (L)	738	750	748
Banque Paribas	322	324	340
Bouygues	2720	2751	2751
B.P.L.	1365	1370	1380
Bouffes	1550	1520	1520
Carrefour	3820	3850	3850
Changue S.A.	1928	1995	1942
Club Méditerranée	702	705	718
Compt. Indus	1810	1830	1838
D.F. Assurances	347 50	350	348
Edis	3390	3405	3405
Elabor	1661	1688	1685
Michelin	3295	3480	3450
Midi (Caf)	1690	1690	1690
Midi-Hennessy	2440	2470	2470
Navig. Méditerranée	1176	1180	1175
Oréal (L)	4308	4310	4320
Parifont-Ricard	1098	1110	1110
Peugeot S.A.	1445	1460	1462
Saint-Gobain	553	555 50	558
Suez	910	918	918
Sourire Pénier	798	820	917
Télécoms	3445	3480	3470
Thomson C.S.F.	1690	1711	1710
Tout-C.F.P.	490	500	498
T.S.T.	2489	2505	2505
Vallo	577	581	586

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} avril 1987 a été tiré à 473 128 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C D E F G

AMÉRIQUE

LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE
est paru (et il est gratuit)

IL COMPREND :

- Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1987, révisables sans préavis)

NEW YORK 2.100 F.A.R.
MONTREAL 2.200 F.A.R.
LOS ANGELES 3.800 F.A.R.
MIAMI 3.500 F.A.R.

- Les tarifs de LOCATION de VOITURES (à partir de 495 F par semaine et de CAMPINGS-CAR)
- Les transports intérieurs (forfaits aériens illimités à partir de 349 \$)
- Les tarifs d'HOTELS (à partir de 160 F la chambre par jour)
- Circuits A LA CARTE et en groupe ; tours INSOUTES
- Renseignements pratiques.

Recevez notre brochure contre 7,50 F en timbres.

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. Général-Lacour, 75014 Paris - M^o Mouton-Duvernet

TAPIS PERSANS FAITS MAIN
exceptionnel
soldes à **50%**
exemple : Jouhagha Laine
194 x 134 = 3 500 F
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISSENT LES - 35 % D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh Plus 14.990 F TTC*
Offre exclusivement réservée aux établissements d'enseignement et aux enseignants

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26
84, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

Jeudi 2 avril 1987